



Socialisme ou Barbarie

Bulletin de liaison du Cercle de Jeunes Révolutionnaires de Montpellier pour le socialisme, pour la construction de l'Organisation Révolutionnaire de Jeunesse et de l'Internationale Révolutionnaire de Jeunesse.

Janvier 2022

Prix: 2 euros

« La société bourgeoise se trouve à la croisée des chemins, soit en transition vers le socialisme, soit en régression vers la barbarie. » Rosa Luxemburg citant Friedrich Engels

Que faire face à la transformation inéluctable de la planète en enfer pour l'humanité par le capitalisme ?

Sommaire

Dérèglement du climat: le capitalisme transforme inéluctablement la planète en enfer pour l'humanité (CPS ns n° 80 du 29/09/2021)	3
Face à l'imposture écologique: Contre la destruction de la planète par le capitalisme, une seule issue, le combat pour le socialisme (CPS ns n° 39 du 22/01/2010)	12
L'écossocialisme contre le socialisme (octobre 2021)	21
Notes de lecture: Marx écologiste (CPS ns n° 54 du 31/05/2014)	28
Catastrophe de Fukushima: sortir du nucléaire ou sortir du capitalisme? Vers un cataclysme d'une portée planétaire (CPS ns n° 43 du 11/05/2011)	31

Présentation

Le Cercle des Jeunes révolutionnaires de Montpellier (CJR) a rassemblé dans la présente brochure un ensemble d'articles parus entre 2010 et 2021 dans *Combattre pour le socialisme* (CPS), bulletin du Groupe pour la construction du Parti ouvrier révolutionnaire et la construction de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire (GPOR). Cette série d'articles est complétée par une contribution sur la question de l'écossocialisme.

Il n'est pas de semaine qui passe, sinon de jour, où les médias font état de catastrophes « écologiques » et de leurs conséquences résultant du dérèglement du climat.

Il faut rappeler les principales dimensions de ces catastrophes dites « écologiques » :

– *l'épuisement des ressources naturelles* sous l'effet de leur pillage et gaspillage, engendrant de nouvelles raretés et pénuries pour des générations ;

– *la pollution des éléments naturels* (air, eau, sol) par les rejets et déchets de la production industrielle non contrôlés ou non recyclés, ou par l'usage massif d'intrants chimiques dans l'agriculture ; la multiplication des catastrophes industrielles (marées noires, accidents dans les industries chimiques ou nucléaires, pluies acides) aux retombées morbides de plus en plus étendues dans l'espace et le temps pour les populations et leur environnement ;

– sous l'effet conjugué des différentes pollutions, *l'appauvrissement de la flore et de la faune* par extermination de milliers d'espèces et la dénaturation de milliers d'autres ; *la déstabilisation ou la destruction d'écosystèmes* de plus en plus vastes, voire de certains milieux naturels, tels que mers ou forêts ;

– *la rupture de certains équilibres écosystémiques globaux*, constitutifs de la biosphère et de ces cycles biochimiques, par destruction partielle de certains de leurs composants ; comme la destruction de la couche d'ozone ou, plus globale, comme le réchauffement de l'atmosphère terrestre, sous l'effet de la modification de sa composition chimique, aux conséquences redoutables.

La COP 26 s'est tenue à Glasgow début novembre 2021. Elle était censée organiser la collaboration des États pour endiguer le réchauffement climatique. Pour les États, le seul objectif, par de sordides négociations, souvent en parallèle de la COP, était de préserver les intérêts des entreprises capitalistes de leurs bourgeoisies. Le bilan est sans appel : en aucun cas leurs engagements et promesses, même s'ils étaient tenus, ne permettraient d'enrayer la transformation de la planète en une étuve, invivable pour une grande partie l'humanité. Au rythme actuel, inévitablement le cap du 1,5 °C d'un réchauffement moyen de la planète sera franchi vers 2030, et les projections pour 2050 dépassent les 2 °C voire les 3 °C. De fait il ressort de la COP, phagocytée par les trusts des énergies fossiles, que la voie est restée totalement libre pour développer leur activité en continuant à piller la planète sans entrave aucune.

La destruction de la planète par l'exploitation sans limite de la nature à la recherche d'un profit immédiat n'est que l'une des manifestations de la barbarie générée par le mode de production capitaliste. Les rapports sociaux de production capitaliste impliquent la recherche du profit et la reproduction du capital par l'exploitation de la force de travail afin d'extorquer la plus-value aux dépens de toute autre considération visant à satisfaire les besoins essentiels de l'humanité.

Depuis le début du XX^e siècle, le capitalisme a atteint son stade ultime, l'impérialisme. La lutte entre les impérialismes pour se partager le monde ne connaît pas d'interruption. Elle génère conflits armés incessants, migration et déplacement de millions de personnes fuyant la guerre, la misère et la famine. Près d'un tiers de la population mondiale souffre de sous-alimentation et n'a même pas accès à des services d'alimentation domestique en eau potable. L'immense majorité de la population mondiale est livrée à elle-même face à la pandémie due au Covid-19, les puissances capitalistes se réservant l'accès aux vaccins avec, comme première préoccupation, que les prolétaires ne soient pas empêchés de travailler pour suer la plus-value. La production et le commerce de l'armement battent chaque année des records. Spéculation financière, endettement inégalé et corruption rythment l'actualité politique. L'impérialisme en pleine putréfaction n'a pas d'autre solution que de remettre en cause partout dans le monde les acquis arrachés au cours des dernières décennies par les combats de la classe ouvrière et de la jeunesse (droit au travail, santé, éducation).

A la veille de la seconde guerre mondiale, en 1938, Léon Trotsky écrivait dans le *Programme de transition* : « Sans révolution socialiste, et cela dans la prochaine période historique, la civilisation humaine tout entière est menacée d'être emportée dans une catastrophe. Tout dépend du prolétariat, c'est-à-dire au premier chef de son avant-garde révolutionnaire. La crise historique de l'humanité se réduit à la crise de la direction révolutionnaire ». Ce pronostic est plus que jamais d'actualité.

Le premier obstacle à la marche à la révolution socialiste est que la classe ouvrière et la jeunesse sont confrontées à la trahison de leurs vieux partis (sociaux-démocrates, ex-staliniens) et des dirigeants des syndicats ouvriers. Tous collaborent étroitement avec leur bourgeoisie et ses partis, dont les Verts, au nom de « la transition écologique », dans la perspective de l'instauration d'un soi-disant « capitalisme vert », c'est-à-dire en défense de l'ordre bourgeois.

Ce que montre la série d'articles ici réunis, c'est que le combat pour le socialisme est une nécessité absolue. Pour le mener, la classe ouvrière et le prolétariat n'ont qu'une possibilité : construire un parti ouvrier révolutionnaire dans chaque pays, construire l'Internationale ouvrière révolutionnaire.

Pour cette tâche, aux côtés de la classe ouvrière, le CJR s'engage dans le combat pour la construction de l'Organisation révolutionnaire de la jeunesse et pour l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Dérèglement du climat : le capitalisme transforme inéluctablement la planète en enfer pour l'humanité

(publié pour la première fois dans CPS ns n° 80 du 29 septembre 2021)

« L'humanité à l'aube de retombées cataclysmiques »

C'est ainsi que le site du journal *Le Monde*, le 23 juin 2021, commente une information divulguée par l'AFP sur le contenu de la première partie du projet du sixième rapport du GIEC. Le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat a été créé en 1988 à la demande du G7, au sein duquel Reagan et Thatcher siégeaient alors, par l'Organisation météorologique mondiale (OMM) et le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). C'est une initiative des gouvernements bourgeois, mais son institution a échappé pour une part aux créateurs parce que des scientifiques ne peuvent pas, malgré en particulier la pression en son sein d'experts stipendiées par les trusts capitalistes, aboutir à des conclusions totalement antagoniques à la vérité scientifique.

Le GIEC n'est donc pas à proprement parler un organisme de recherche scientifique. Sa mission consiste à analyser le changement climatique, ses conséquences et les stratégies d'adaptations possibles à travers le monde sur la base d'une compilation des publications et des rapports de toutes sortes sur le sujet. S'il se veut scientifique, le GIEC a aussi pour but de fournir des éléments supposés objectifs aux gouvernements afin d'élaborer des politiques dans le domaine du climat. La version finale des publications restent soumises à une validation par les gouvernements des États. Et ces derniers veillent au grain. C'est ainsi que le cinquième rapport d'évaluation du GIEC (2013-2014) dit : « les modèles climatiques supposent des marchés qui fonctionnent pleinement et des comportements de marché concurrentiels ». Les 2^e et 3^e parties du sixième rapport doivent être publiées en février 2022 dans leur version finale.

« À l'aube », c'est un euphémisme. Les derniers phénomènes d'incendie et d'inondation d'ampleur sans précédent ont été qualifiés par les experts et les médias comme des événements cataclysmiques.

Depuis le début du printemps, presque partout sur la planète se sont déclenchés de gigantesques incendies rasant des millions d'hectares, détruisant forêts et zones urbaines. Le bassin méditerranéen a été en feu (Grèce, Turquie, Liban, Italie, France, Maroc, Algérie, Espagne). Par exemple pour la Grèce : « En deux semaines, ce sont près de 100 000 hectares qui sont partis en fumée « aux quatre coins » de la Grèce, selon le système européen d'information sur les feux de forêts (EFFIS) ». De la Californie et du Canada à la Sibérie, de l'Amazonie à l'Australie la terre a flambé. En Sibérie, 16 millions d'hectares ont été dévastés depuis quelques années, soit un territoire plus grand que la Grèce, selon un article publié sur le site internet du journal *Le Monde* du 19 août 2021. En Californie, l'incendie Dixie Fire qui s'est déclenché le 13 juillet 2021,

provoqué par la chute d'un arbre sur une ligne électrique, a ravagé 250 000 hectares et n'était toujours pas circonscrit un mois après.

Dans la même période, des pluies diluviennes d'une intensité très rarement observées auparavant ont provoqué de terribles inondations. Les crues des cours d'eau ont noyé des localités entières et détruit des milliers d'habitations, saccageant infrastructures routières et ferroviaires, bâtiments industriels, récoltes. Il en a été ainsi en Chine, en Inde, en Turquie et dans presque tous les pays d'Europe, notamment en Allemagne, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Grande-Bretagne. En Allemagne, il a plu en vingt-quatre heures l'équivalent de trois mois de précipitations du fait du phénomène de la « goutte froide ». Les inondations dans l'ouest du pays (Rhénanie-Palatinat et Nord-Westphalie) ont fait 184 victimes. Elles ont provoqué la destruction de centaines d'habitations, de graves endommagements de 80 gares, de 600 kilomètres de voie ferrée, de 40 ponts, de 40 postes d'aiguillage. Selon *Le Monde* du 9 août 2021, « le coût des dégâts causés par les inondations meurtrières en Allemagne en juillet devrait dépasser 26 milliards d'euros, ont fait savoir lundi les autorités ».

Dans les deux cas, il est aujourd'hui avéré et incontestable, malgré tous les efforts des trusts pétroliers, chimiques et miniers pour le nier, que la principale cause de ces phénomènes est le dérèglement du climat provoqué par le réchauffement de la planète (pression anthropique). Ce réchauffement aggrave la sévérité et la fréquence des événements météorologiques remarquables depuis quelques années. Ouragans, tempêtes, typhons se multiplient et gagnent en intensité. Les périodes de sécheresse s'allongent parfois sur des années, et les records de hausse des températures sont battus régulièrement (près de 50 °C au Canada, 38 °C au cercle arctique).

Il en résulte la transformation de territoires entiers en désert aride et une raréfaction des ressources en eau. De ce fait, les zones concernées deviennent incultivables ou les rendements agricoles sont à la baisse (par exemple, on lit dans *Les Echos* du 18 août 2021 : « Sécheresse en Amérique du Nord, pluies en Europe, mauvaises récoltes sur le pourtour de la Mer Noire... Les prix du blé grimpent à des sommets sur tous les marchés mondiaux. En France, les producteurs de pâtes craignent une pénurie de blé dur »).

La fonte des calottes glaciaires provoque une élévation continue du niveau des océans rendant submersibles des milliers de kilomètres de régions côtières. De plus, « le courant marin « circulation méridienne de retournement atlantique » (AMOC), qui joue un rôle de thermostat au niveau du climat

mondial, est en train de se détraquer. Les conséquences de cette bascule seraient en effet immenses sur le climat... Les températures deviendraient beaucoup plus fraîches dans l'hémisphère nord, avec une augmentation du nombre de tempêtes, tandis que le niveau de l'océan Atlantique connaîtrait une forte hausse. Les moussons en Afrique et en Amérique du Sud se déplaceraient, exposant encore davantage de populations à d'importantes sécheresses » (*France Info*, le 6 août 2021). Les perturbations de l'écosystème des océans dues à l'évolution du climat précipitent l'effondrement des ressources halieutiques déjà fortement entamées par la surpêche.

A l'heure où la pandémie provoquée par la COVID-19 et ses variants sévit et est loin d'être enrayée, de nombreux épidémiologistes avertissent : « nous sommes entrés dans l'ère des pandémies ». 75 % de maladies infectieuses émergentes sont des zoonoses, c'est-à-dire qu'elles ont pour origine la transmission par les animaux à l'homme d'agents pathogènes qui s'adaptent par mutation. Avec la COVID-19, il s'agit par exemple du SIDA, d'Ebola, du SRAS et des gripes aviaires et porcines. La déforestation pour faire place à l'agriculture, l'élevage intensif, l'exploitation minière et pétrolière, l'urbanisation anarchique et la fragmentation des milieux, modifient l'équilibre entre les espèces et font parties des causes de l'effondrement de la biodiversité (selon l'Union internationale de conservation de la nature, UICN, 28 % des espèces sont menacées de disparition). Le réchauffement climatique conduit certains animaux vecteurs de maladie à s'adapter et à prospérer là où ils ne vivaient pas avant. La destruction des écosystèmes multiplie les contacts entre espèces et avec l'homme. C'est là l'explication partagée par de nombreux spécialistes du développement des pandémies dues aux zoonoses.

Ce terrible état des lieux n'est probablement pas exhaustif. Il peut déjà paraître apocalyptique. Mais il est incomplet. Les atteintes destructrices de la nature ne se limitent pas au réchauffement climatique.

L'eau, l'air, et les sols sont massivement pollués par les déversements sans contrôle de pesticides (insecticides, les herbicides et les fongicides), d'engrais chimiques, de rejets des activités industrielles (métaux lourds, résidus du pétrole, produits chimiques), d'antibiotiques et de déchets de toutes sortes. Ces flux bouleversent l'écologie des écosystèmes,

amènent la destruction de milliers d'espèces vivantes d'une manière irréparable au regard des services et des ressources rendus par la biodiversité. Les milliers de substances répandues dans l'environnement, en particulier les pesticides et les métaux, se concentrent dans les chaînes alimentaires au point d'empoisonner ceux qui les consomment (êtres humains, faune et flore) et de provoquer de multiples maladies chroniques. La pollution de l'air via les microparticules, les poussières, l'ozone et les gaz à effet de serre est la cause, selon l'OMS, de près de dix millions de décès par an (47 000 en France). La plupart des grandes mégapoles sont au bord de l'asphyxie. (*Le Monde* du 7 septembre 2021 fait état d'une récente étude américaine selon laquelle, par exemple, l'espérance de vie des habitants de New Delhi et de Calcutta serait réduite de 9 ans en moyenne – 450 millions d'Indiens, soit 40 % de la population, voient leur espérance de vie diminuer de 2 à 3 ans en moyenne depuis l'année 2000.) La pollution et l'artificialisation des sols les rendent impropres à l'agriculture. Des millions d'hectares sont concernés. Ainsi, 20 % des terres agricoles en Chine, en particulier les rizières, soit deux fois la superficie de la France, sont polluées par les métaux lourds et autres substances chimiques, de sorte que les cultures qui en sont issues y seraient interdites dans de nombreux pays en Europe. S'ajoutant aux sécheresses, la pénurie d'eau menace presque partout du fait de la pollution qui rend cette dernière impropre à la consommation et à l'irrigation.

Pour une partie croissante de la population, la planète devient inhabitable. Ce sont essentiellement les plus déshérités, ceux dépendants directement de l'utilisation des ressources naturelles – la terre, l'eau, l'extraction de certaines matières, les cultures agricoles – qui sont les premières victimes. Toute modification dans la répartition géographique de ces ressources et leur quantité est un facteur de migration. Selon les évaluations de différentes organisations, depuis 2008, les personnes déplacées suite à un événement climatique représentent près de 300 millions de personnes, soit en moyenne près de 25 millions par an, ce qui représente 3 fois plus que les déplacements liés à des conflits.

Dans le résumé technique de leur rapport, les experts écrivent : « la vie sur terre peut se remettre d'un changement climatique majeur en évoluant vers de nouvelles espèces et en créant de nouveaux écosystèmes, l'humanité ne le peut pas. »

« Nous sommes engagés dans un voyage sans retour »

C'est ainsi que le climatologue Christophe Cassou, expert du GIEC, qualifie la situation. Selon les données publiées, l'élévation de la température de la planète atteint 1,1 °C en moyenne en se référant au début de l'ère préindustrielle (datée de 1750) puis se serait accélérée depuis la période 1850-1900, qualifiée comme le basculement vers l'ère industrielle. Ce n'est qu'une moyenne; l'élévation la température serait de 0,8 °C pour les océans et de 1,6 °C pour les continents, avec des pics au-delà de 3 °C dans certaines régions et de 6 °C depuis plusieurs années en Sibérie. Selon la NASA, le mois de juillet 2021 a été le plus chaud observé depuis 146 ans. En 2020, malgré la crise économique, la concentration en dioxyde de carbone (CO₂) s'est accrue de 0,68 %.

Le réchauffement climatique a pour première cause l'émission de gaz à effet de serre (GES), principalement

le dioxyde de carbone (70 % des émissions), le méthane (CH₄), le protoxyde d'azote (N₂O), l'ozone (O₃), les halocarbures, gaz provenant des activités humaines qui viennent ajouter à la vapeur d'eau naturellement présente dans l'atmosphère. Les activités concernées sont principalement l'utilisation de combustibles fossiles (pétrole, gaz, charbon) puis viennent l'élevage et l'agriculture intensive.

Mais par ailleurs, la déforestation massive (Amazonie, le « poumon de la planète », Afrique équatoriale, Asie du Sud-Est, forêts boréales, etc.) est l'une des causes du dérèglement du climat. Elle réduit la capacité d'absorption du dioxyde de carbone de la forêt (un « puits de carbone », comme le sont aussi les tourbières et les prairies saccagées par l'urbanisation) par la photosynthèse. S'ajoute le fait que le plancton, puits de carbone incommensurable, est menacé par la pollution, le

réchauffement climatique et l'acidification des océans due à l'excès de dioxyde de carbone. Et plus l'océan devient acide, moins le plancton se développe et moins il produit l'oxygène nécessaire à l'équilibre océanique et atmosphérique. À ce rythme-là, la « neutralité carbone », stade où les émissions seraient compensées par les absorptions, est une perspective plus que lointaine, promise pour 2050 au mieux.

Selon les prévisions du GIEC, la tendance actuelle vers un réchauffement au-delà 1,5 °C à l'horizon 2030, c'est-à-dire demain, est inévitable; et le scénario implicite le plus optimiste, même si des moyens considérables étaient mis en œuvre en termes d'énergies renouvelables et de réduction des émissions, est celui d'un « dépassement temporaire » de 1,5 °C (tant et si bien que la 3^e partie du rapport du GIEC

portera sur « les stratégies d'adaptation »). En effet, pour le GIEC, la réduction des GES devrait être de 58 % au niveau mondial d'ici 2030 pour avoir une « chance sur deux » de ne pas dépasser 1,5 °C. Pour les pays dits développés, cela impliquerait au moins 65 %. Par exemple, le GIEC situe le point de bascule de la calotte glaciaire du Groenland entre 1,5 et 2 °C de réchauffement: la cryosphère (de l'Arctique, de l'Antarctique et de l'ensemble de la planète) est au bord de la désintégration. La tendance actuelle de la déforestation transformerait la forêt amazonienne en savane.

En résumé, il est acquis qu'un réchauffement au-delà de 1,5 °C provoquerait déjà des changements du climat irréversibles avec toutes leurs conséquences catastrophiques pour l'humanité.

Une tendance inhérente au mode de production capitaliste

Les catastrophes qui résultent du bouleversement du climat ont pour conséquence des perturbations sensibles des cycles d'accumulation du capital et de réalisation de la plus-value. Il est en ainsi quand des installations industrielles, des infrastructures de toutes sortes, des récoltes, etc., sont partiellement ou totalement détruites. Il y a alors interruption de la production, et les coûts de remise en service ou de reconstruction viennent grever les profits. À titre d'exemple, l'ouragan Ida a impliqué l'évacuation des plates-formes de forage et l'arrêt de 95 % la production pétrolière pendant plusieurs jours dans le golfe du Mexique. Sans compter par la suite la quasi-submersion, historique et hallucinante, de New York qui a provoqué des dégâts considérables et tué plus de quarante personnes.

Du fait de la sécheresse dans l'Ouest américain, le Colorado ne fournit plus suffisamment d'eau pour la production d'électricité hydroélectrique (les États concernés doivent en importer), et l'absence d'eau réduit les capacités d'irrigation pour la culture des légumes verts (80 % de la production aux USA en hiver) et menace l'existence de certaines industries grandes consommatrices, comme celles de la Silicon Valley.

De fait, c'est toute l'activité économique qui est en sursis. S'ajoute la raréfaction des certaines ressources naturelles, comme le minerai de cuivre, dont les besoins croissent de manière exponentielle (véhicules électriques, éoliennes, câblage des réseaux pour le transport de l'électricité – les spécialistes prévoient qu'à partir de 2035 la capacité de production aura atteint un pic et sera en décroissance), ce qui exacerbe la concurrence entre impérialismes pour en prendre le contrôle et influe à la hausse sur les cours. « *Le Forum économique mondial a estimé en 2020 que plus de la moitié du produit intérieur brut (PIB) mondial est modérément ou fortement tributaire de la nature et par conséquent menacé par la perte de la biodiversité et la dégradation des écosystèmes* » (Le Monde du 3 septembre 2021).

Depuis la constitution du GIEC en 1988 à l'initiative du G7, les sommets et les conférences consacrés au climat, à la biodiversité, à la destruction des sols, à la pollution des océans, sous l'égide de l'ONU et de ses organisations, se sont multipliés avec pour objectif d'enrayer, par la collaboration entre les États, les conséquences du dérèglement du climat. Après le Sommet de la terre en 1992 à Rio de Janeiro réunissant 178 États qui a adopté la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (CCNUCC), en 1995, a été

constituée la Conférence des parties (COP) qui s'est réunie annuellement, celle prévue en 2020, la vingt-sixième, ayant été reportée à novembre 2021 pour cause de pandémie. En 2022 devrait se réunir en Chine la quinzième Convention des Nations unies sur la diversité biologique (CDB). Quel est le bilan alors que « *Il y a trente ans, les scientifiques prévoyaient qu'on rentrerait dans le dur à la fin de la décennie 2010 ou au début de la décennie 2020. Aujourd'hui, on y est; et si l'on continue à émettre des gaz à effet de serre au rythme actuel, on va dans le mur, parce que les événements actuels ne sont qu'un petit avant-goût de ce qui risque d'arriver* » (Christophe Cassou)? « *Nous ne sommes pas sur la bonne voie pour atteindre l'objectif de l'Accord de Paris et limiter la hausse de la température à 1,5 °C d'ici la fin du siècle. En fait, nous sommes sur la voie opposée, nous nous dirigeons vers une augmentation de plus de 3 °C* », vient d'alerter la secrétaire exécutive de la CCNUCC, Patricia Espinosa.

La COP21, qui s'est tenue à Paris en décembre 2010, a été saluée unanimement (gouvernements, partis et syndicats, ONG) comme un pas en avant historique. Les parties les États signataires auraient adopté un accord « *contraignant* » en s'engageant à limiter la hausse des températures à 2 °C au-dessus des niveaux préindustriels et de limiter cette hausse à 1,5 °C dans un « *avenir proche* ». Le constat? Les plans soumis par les États à cette fin (objectif de réduction des émissions, investissements dans les énergies décarbonées), quand ils ont été effectivement fournis, sont considérés par les experts du GIEC comme totalement insuffisants pour s'approcher de l'objectif. La réunion des ministres de l'Environnement et de l'Énergie du G20 (les 20 pays considérés comme les plus industrialisés responsables de 80 % des émissions), qui s'est tenue à Naples en juillet 2021, s'est soldée par un échec. On lit: « *Les ministres de l'Énergie et l'Environnement du G20 se quittent sans accord sur le climat. L'un des points délicats était la formulation d'un accord visant à œuvrer en faveur d'une augmentation maximale de la température de 1,5 °C d'ici fin 2030. La Russie, la Chine et l'Inde ont particulièrement freiné les négociations sur ce point. L'élimination des subventions aux combustibles fossiles et la fermeture des centrales à charbon d'ici 2025 ont constitué l'autre pierre d'achoppement.* »

La Commission européenne a présenté le 14 juillet 2021 douze propositions de loi pour le climat (transports, chauffage, importation...). L'objectif de ce plan climat, inspiré du Green New Deal (nouveau pacte vert) de Biden serait de limiter les émissions de GES de 55 % d'ici 2030. Bien évidemment,

il s'agit d'un objectif inatteignable compte tenu de la réalité du plan d'autant que, selon un expert cité par *Le Monde* du 16 juillet 2021, « il va falloir deux ou trois ans pour qu'il soit finalisé et mis en œuvre ». C'est-à-dire la transformation en directives et règlements. *Le Monde* indique : « *Le paquet a été soumis au vote de la Commission, une première depuis qu'elle est en place. Un commissaire a voté contre* ». En effet, les États membres s'empaillent sur le contenu et la mise en application et n'entendent pas se plier aux exigences de la Commission.

Le 21 juillet 2021, en France, l'Assemblée nationale a adopté la loi climat (une farce et du « blabla » selon de nombreux experts) qui limite l'objectif à 40 % de réduction des émissions d'ici 2030. La Commission prévoit une nouvelle taxe carbone dont devront s'acquitter les distributeurs d'essence, gasoil et fioul domestique. L'Allemagne est pour et elle a déjà instauré une taxe de ce type, mais une majorité d'États est contre, craignant que taxation carbone affecte principalement les ménages les plus pauvres et provoque des manifestations du type « gilets jaunes », les distributeurs n'ayant d'autre choix que de la répercuter sur leurs prix de vente. Autre exemple, le plan prévoit un dispositif qui a pour objectif de renchérir les importations dans les secteurs les plus polluants (acier, électricité, ciment, engrais, aluminium) en créant un mécanisme d'ajustement du carbone aux frontières de l'UE. La France est la plus chaude partisane de ce dispositif. L'Allemagne est contre cette mesure protectionniste redoutant les mesures de rétorsions affectent ses exportations vers des pays les plus visés, dont la Chine. Il faut ajouter, au sein de l'UE, que les négociations annuelles entre États pour se répartir les crédits carbone (attribution de quota d'émission à leurs industries jugées les plus émettrices de GES : production d'électricité, sidérurgie, fabrication de ciment, raffinage et chimie ; ces crédits faisant par ailleurs l'objet d'un marché spéculatif) tournent à des discussions de marchands de tapis. La COP26, qui doit se tenir à Glasgow en novembre prochain, s'annonce sous de mauvais augures.

Transition énergétique : recomposition du capital et vagues de licenciements

Une partie des plans de relance adoptés par les États pour tenter de contenir la crise économique est affectée à la transition énergétique (en France, le montant serait de 30 milliards d'euros sur les 100 milliards du premier plan de relance adopté en 2020). Les principaux secteurs du capital qui bénéficient de cette manne sont ceux du transport, de la construction (infrastructures et bâtiments), de la dépollution, des énergies dont celles dites renouvelables, etc. Ils sont à l'affût d'investissements assurés d'un taux de profit jugé suffisant. Ainsi, les investissements dans les énergies réellement renouvelables (solaire, éolien) sont grandement conditionnés par l'attribution de commandes et de subventions publiques (État, régions, collectivités locales).

L'un des secteurs phare de la transition énergétique est l'industrie automobile. La Commission européenne propose d'interdire la commercialisation de véhicules thermiques utilisant l'essence et le diesel en 2035. Ici aussi d'ailleurs, les États de l'UE divergent sur l'objectif. Certains pays (Suède, Danemark) annoncent 2030, d'autres (France, Allemagne) freinent des quatre fers pour retarder l'échéance à 2040. Dans cette perspective, les constructeurs ont engagé des plans d'investissement colossaux (à la mesure de leurs moyens :

Commentant le congrès de l'UICN, *Le Monde* du 3 septembre 2021 pose la question : « *Qui va payer pour protéger la nature ? A la veille de rencontres sur la biodiversité, la question du financement se retrouve au cœur des négociations.* » C'est aussi vrai d'une manière générale pour tout ce qui a trait au réchauffement climatique.

Au-delà de l'affichage d'un consensus et des promesses, les COP, conférences, congrès et colloques sur le sujet sont des arènes d'affrontement entre États, chacun cherchant à préserver les intérêts de sa bourgeoisie. S'y expriment par ailleurs et influencent le cours des débats les lobbies des trusts capitalistes qui, selon les secteurs, ont des objectifs contradictoires sur les rythmes et les moyens de la marche à la transition énergétique et sur la manière dont ils pourraient en tirer un profit maximum. Ainsi à propos du congrès de l'UICN, ouvert en grandes pompes par Macron, on lit : « *Quel est donc cet endroit distingué où l'on peut croiser Antoine Arnault, fils de Bernard et directeur de la communication de LVMH ; les présidents d'EDF, Engie et Veolia ; Christine Lagarde, présidente de la BCE ; le président du Medef ; la cheffe de "la stratégie de soutenabilité" du pétrolier Total ; un vice-président de Microsoft, le président d'une association de groupes miniers, Emmanuel Macron et toute une partie du gouvernement français ?* » (Médiapart, le 5 septembre 2021). Et à la question « qui doit payer ? », les capitalistes ont une réponse formulée par Jean Peyrelevade dans *Les Échos* du 8 septembre 2021 : « *Il faut annoncer le plus vite possible aux Français qu'ils devront à la fois travailler davantage et payer plus d'impôts, pour des raisons environnementales. Pas seulement les plus riches, comme le disent la gauche et les Verts, mais tous. Pas seulement à travers l'impôt sur le revenu ou l'établissement d'un prélèvement sur le patrimoine mais par une hausse de la TVA, particulièrement adaptée à une réduction de la consommation des produits les plus porteurs de carbone.* »

10 milliards d'euros pour Renault ; 73 pour Volkswagen). L'une des conditions nécessaires est que les infrastructures en termes de bornes de recharge soient disponibles. Ce sont les finances publiques (UE, États, collectivités locales) qui prendront en charge le coût des millions d'installations prévues, au plus grand profit d'opérateurs privés (par exemple Total Energie en France).

Le cœur d'un véhicule électrique est la batterie. Pour sa fabrication sont indispensables du lithium, du cobalt, du graphite, du nickel entre autres. D'une manière générale, ces minerais et d'autres, comme le cuivre, et les terres rares sont indispensables à la conception de toute une série d'équipements par ailleurs (cellules photovoltaïques pour l'énergie solaire, éoliennes, multiples appareils électroniques, de l'ordinateur au téléphone portable). Il est estimé par exemple que les besoins en lithium augmenteront de 7 % d'ici 2030 et de 40 % d'ici 2040. Mais les ressources de ces éléments sont en quantité limitée sur la planète, non renouvelables, et elles sont réparties dans un nombre réduit de zones géographiques (République démocratique du Congo, Argentine, Chili, Pérou, Australie, Bolivie, etc.).

De plus, leur extraction, leur transport et le traitement des minerais nécessitent des investissements colossaux. La prospection et l'exploitation telles que conduites actuellement contribuent aux saccages de l'environnement (forêts, pollution des eaux et des sols). Dans ces conditions, la lutte entre puissances capitalistes et la concurrence entre les trusts miniers pour organiser leur pillage s'exacerbent et attisent des conflits locaux meurtriers.

Le sous-sol de l'Afghanistan regorge de ses ressources, presque totalement inexploitées du fait de l'instabilité politique. L'une des arrière-pensées de l'impérialisme US était que l'instauration d'un État stable sous leur contrôle lui permettrait de les accaparer. Du fait de la victoire des talibans, les USA sont exclus de la compétition à ce stade. Par contre, l'impérialisme chinois est en pole position et prêt à toutes les compromissions avec le régime pour prolonger dans le pays les routes de la soie. Cette opportunité vient conforter la place prise par l'impérialisme chinois dans le domaine des batteries et par conséquent le fait qu'il a la possibilité de prendre une part prépondérante sur le marché mondial. La Chine possède une arme redoutable. Elle fournit 95 % des terres rares, 60 % du lithium. Via les routes la soie, l'impérialisme chinois a pris plus ou moins le contrôle de ressources minières en Afrique. Ses capacités de production sont limitées, mais il a acquis une avance technologique considérable en matière de traitement des minerais et de fabrication des batteries. Ainsi par exemple, 40 à 50 % des réserves mondiales en lithium identifiées se trouvent en Bolivie, mais c'est la Chine, en concurrence avec l'Allemagne et les USA, qui a obtenu le marché de la construction d'une des plus importantes usines de traitement au monde... avec une option prioritaire sur l'importation de la ressource transformée. Le trust chinois CALT contrôle 30 % de la production mondiale de batteries. Les constructeurs automobiles européens et même américains (Tesla) ne peuvent pas se passer des investissements de ce trust pour la construction d'usines de fabrication ou s'apprêtent à délocaliser une grande partie de la production de véhicules en Chine car, par ailleurs, le marché chinois représentera à court terme 50 % des ventes du marché mondial.

La marche aux véhicules électriques bouleverse cette industrie mondialement. Les conséquences pour la classe ouvrière sont redoutables. La construction des véhicules ne nécessite, selon les estimations, que 40 à 60 % de main d'œuvre par rapport à celle des véhicules thermiques. De plus, il s'agit d'une main d'œuvre nettement moins qualifiée. Des centaines de sous-traitants pour la conception d'équipements destinés aux moteurs à explosion sont condamnés à disparaître. En France, la filière, incluant les constructeurs, la sous-traitance, la commercialisation et la réparation, compte entre 400 000 et 500 000 emplois. À terme, 20 % de ces emplois sont menacés, venant s'ajouter à ceux supprimés du fait des délocalisations de la production. En Allemagne, le VBA, organisation patronale des constructeurs, estime que 600 000 emplois sur les 2,2 millions de la filière sont menacés. Il en appelle à l'assistance du gouvernement pour gérer la transition, c'est-à-dire les licenciements et les restructurations. Il a pu acter dans cette voie du plein soutien et de la collaboration de IG Metall, le principal syndicat de la métallurgie. *Le Monde* du 16 juin 2021 informe : « En Allemagne, IG Metall veut amortir le choc sur l'emploi de la voiture électrique. Entre 80 % et 90 % des salariés de l'industrie automobile allemande sont liés au moteur à explosion, souvent employés chez des sous-traitants. Un fonds

d'investissement privé, lancé à l'initiative du syndicat, doit organiser le déclin progressif des industries condamnées. »

En France, la première vague est engagée avec la liquidation des Fonderies de Bretagne et les licenciements chez le sous-traitant Bosch, à Rodez (10 000 à 15 000 emplois sont directement menacés à court terme du fait des restrictions de l'utilisation du diesel). Les dirigeants de la CGT et de FO se refusent à les organiser dans le combat sur le mot d'ordre « pas un seul licenciement », abandonnant les ouvriers livrés à eux-mêmes site par site. Dans le même temps, ils ne cessent de « revendiquer » des plans d'accompagnement pour le réemploi en participant par exemple aux multiples instances de suivi du plan de relance et négocient dans le cadre de ladite « transition écologique ». En aucun cas, on ne peut faire avaler au nom de la transition écologique les milliers de suppressions d'emploi, en particulier dans l'automobile. La position qui doit être défendue est : aucune suppression de poste, aucune fermeture d'usine. Les travailleurs ne sont pas responsables de la catastrophe.

Parmi les prétendants à contribuer à la transition énergétique, les trusts pétroliers et gaziers sont des plus actifs. Dans un rapport publié par l'Agence Internationale de l'énergie (AIE), cet organisme appelle « à ne plus investir dans de nouvelles installations pétrolières ou gazières » pour ne pas dépasser une élévation de la température terrestre de 1,5 C° en 2030 (*Le Monde* du 19 mai 2021). Autant dire que c'est un vœu pieux. Les principaux pays producteurs ne sont pas disposés à abandonner cette ressource vitale. La compétition entre États et trusts pour s'approprier ces ressources ne connaît pas d'interruption depuis le début du XX^e siècle. Elle tend même à s'intensifier. La prospection pour découvrir et exploiter de nouveaux gisements se poursuit : Arctique, mer de Chine, large des côtes d'Amérique latine et d'Afrique, ouest de la Méditerranée où elle génère un conflit entre la Grèce et la Turquie, tentatives d'obtenir des autorisations de forage y compris dans les parcs dits naturels, comme aux Canada et en Afrique, etc. Les trusts n'envisagent pas de donner suite aux recommandations de l'AIE, bien au contraire, sachant que, étant donné le rythme actuel de développement des énergies décarbonées, les énergies fossiles ont encore plusieurs décennies devant elles.

La demande en hydrogène, combustible qui ne génère pas de dioxyde de carbone, va croître fortement dans les toute prochaines années. La production d'hydrogène par électrolyse, en utilisant de l'électricité issue d'énergies dites décarbonées, l'hydrogène dit « vert », ne représente que 5 % de la production mondiale et elle nécessite des quantités considérables d'électricité. Elle revient trois fois plus cher que la production par reformage du méthane en présence de la vapeur d'eau à haute température, dit hydrogène « gris », qui représente actuellement 95 % de la production mondiale. « Gris », car le procédé est un grand émetteur de dioxyde de carbone et de méthane (la production de méthane elle-même étant déjà source de rejet du fait des émissions fugitives). Par un lobbying intense, les trusts cherchent à détourner les subventions que vont engager certains États (10 milliards d'euros en Allemagne, 7 en France, 8 aux USA, 4,5 au Royaume-Uni) pour la production d'hydrogène « vert » vers celle de hydrogène « bleu », en promettant qu'elle ne serait pas émettrice de gaz à effet de serre par la mise en place de dispositif de captage et de séquestration du carbone. Selon nombre d'experts c'est une véritable arnaque car ces dispositifs sont encore à un stade de développement

embryonnaire et leur efficacité et leur faisabilité ne sont pas prouvées. Ces derniers expliquent : « *l'hydrogène bleu doit être considéré au mieux comme une diversion qui peut retarder l'action nécessaire pour décarboner véritablement l'économie mondiale.* »

Dans le mode de production capitaliste, le développement d'énergies décarbonées reste dépendant de la possibilité de réalisation de profit pour les capitalistes. Ce type d'énergie se développe d'une manière anarchique, non pas en fonction des besoins collectifs/sociaux réels, mais de l'intérêt des capitalistes à investir. Le montant des investissements consentis reste limité de ce fait et dépend pour beaucoup des aides publiques ayant pour source la transition énergétique. Le BDI, MEDEF allemand, déplore dans une étude publiée en 2018 que « *80 % des investissements de décarbonation ne sont pas actuellement avantageux* ». Selon cette étude, la neutralité carbone pourrait être atteinte en 2050 mais « *l'effort financier est estimé à 2 300 milliards d'euros. Une somme gigantesque, à dépenser en investissements supplémentaires durant les trente prochaines années* » (*Le Monde* du 5 au 6 septembre 2021). De plus, la production de ces énergies selon les techniques actuelles, leur mise en œuvre et l'origine des matières premières donnent le lieu à de nombreuses controverses scientifiques quant à sa contribution bénéfique pour l'environnement.

Union sacrée au nom de la sauvegarde de la planète

Les COP, où ce sont les États qui avalisent les décisions finales, sont ouvertes à la « société civile ». En l'occurrence aux ONG, aux organisations de consommateurs, aux entreprises capitalistes – lesquelles les sponsorisent conséquemment – et aux organisations syndicales. Dans un rapport de la Confédération syndicale Internationale (CSI) sur la COP 21 (Paris 2015), on apprend : « *suivant la tradition des COP précédentes, les syndicats du pays hôte (CFDT, CGT et FO) ont présidé des séances* ». La CSI et les syndicats affiliés justifient leur participation car elle permettrait de défendre « *une transition juste pour les travailleurs et leurs communautés* ». De fait, les COP sont un haut lieu de la collaboration de classe. Dans ce concert, les dirigeants de la CGT sont à l'avant-garde.

Dans une interview au journal mensuel de la CGT *Ensemble* de septembre 2021, Philippe Martinez se vante : « *Mi-Juin, la CGT a organisé durant six jours le forum syndical international des transitions écologiques, un événement inédit qui a rassemblé plus de 140 organisations syndicales issues de tous les continents et abouti à un appel unitaire pour une transition juste et solidaire, en vue de la COP26 qui se déroulera à Glasgow, en Ecosse* ». Il se félicite par ailleurs « *que des ONG environnementales viennent visiter des usines pour avec nous trouver des solutions* ». Le 18 mai 2020, la CGT, avec la FSU et l'UNEF, en compagnie, entres autres, d'Attac et de Greenpeace, ont signé un communiqué commun se concluant par : « *le but commun que nous leur proposons [aux partis politiques tels le PS, EELV, le PCF et le NPA, ndlr] de viser : reconstruire ensemble un futur, écologique, féministe et social, en rupture avec les politiques menées jusque-là et le désordre néolibéral* ».

Pour ce qui est des ONG et en particulier de Greenpeace, Daniel Tanuro, chantre des écosocialistes, militant du Comité international de la IV^e Internationale (ex-Secrétariat unifié pabliste), explique : « *Il faut noter au passage que dans ce camp [celui des partisans d'un capitalisme vert, ndlr], on retrouve un grand nombre d'ONG et d'organisations environnementales*

Les trusts pétroliers (Shell, Exxon, BP, Total) sont les premiers investisseurs en matière de biocarburants. Mais outre le fait que ce derniers restent dans leur utilisation une source d'importante émission de dioxyde de carbone, leur production conduit, dans les pays dominés, au détournement de cultures destinées à l'alimentation et à l'expansion de monoculture pour fournir des matières premières. La production de biogaz (méthane) est considérée comme fortement émettrice de GES. L'éolien et le photovoltaïque engendrent des nuisances quant à la gestion des dispositifs en fin d'usage (l'Allemagne, précurseuse de l'éolien depuis 20 ans, est confrontée à l'abandon sur sites de centaines d'installations qui ne sont plus en fonction). Les véhicules électriques sont présentés comme la voie royale pour la transition énergétique. En réalité, si l'on prend en compte les activités d'extraction et de traitement des matières premières, c'est un désastre pour la nature et pour les populations des pays concernés en termes de pollution. De fait, le mode de production capitaliste entrave la production pour les besoins de l'humanité d'énergies renouvelables et décarbonées en fonction de leur utilité et de leur efficacité réelle.

telles que WWF ou même Greenpeace, qui travaillent main dans la main avec les évangélistes de l'efficacité environnementale et les entreprises pétrolières comme Shell ou Exxon, les exploitants miniers polluants comme Barrick Gold ou les entreprises géantes comme Walmart, Cargill ou Monsanto, participant de fait à la destruction environnementale derrière une façade écolo ».

La CGT ainsi que l'UNEF ont soutenu les manifestations et grèves « internationales » scolaires appelées par le mouvement « *Fridays for Future* » créé par Greta Thunberg. Tout est presque dit en rappelant que ce mouvement, qui se proclame apolitique, s'est vu décerner par l'ONU le titre « *de champion de la Terre* » en septembre 2019. Son orientation se résume à supplier les gouvernements en place de prendre les mesures pour résoudre la crise climatique (parmi les « revendications », la généralisation des taxes à la consommation). Il participe utilement pour la bourgeoisie et les appareils contre-révolutionnaires à désorienter la jeunesse en l'écartant de toute perspective de combat pour en finir avec le mode de production capitaliste. Enfin, FO et la CGT collaborent avec le gouvernement en participant au Conseil national de la transition écologique (CNTE) créé en 2013 en complément du Conseil national du développement durable (CNDD) qui a pris le relais du Grenelle de l'environnement (CNDDGE), et au Conseil Économique, Social et Environnemental (CESV).

Dans une interview au *JDD* du 8 août 2021, Fabien Roussel, candidat du PCF à la présidentielle, se déclare trivialement « *écoco* » en précisant que « *c'est tenir compte de la crise que nous vivons, donc dire qu'il nous faut sortir du système qui privilégie l'argent et la compétition, pour remettre l'humain et la planète au cœur du projet de société... il faut modifier nos modes de production en donnant aux travailleurs un droit de gestion de leur entreprise et sur l'utilisation des richesses créées pour faire respecter la dignité humaine, les droits sociaux et la planète* ».

La motion d'orientation déposée en octobre dernier par Olivier Faure, premier secrétaire du PS, s'intitule « *De la*

renaissance à l'alternance: pour un printemps de la gauche et de l'écologie ». C'est une bouillie indigeste prônant un Green New Deal à la française. Mais surtout avec cette motion, Olivier Faure laissait la porte ouverte à son projet ouvertement affiché à ce que le PS se range derrière les Verts pour la candidature à la présidentielle, en l'occurrence en soutenant une éventuelle candidature de Jadot. Mais suite aux élections régionales, enivrée par le score du PS (piètres résultats en réalité avec 5,3 % par rapport aux inscrits), Anne Hidalgo a commencé à afficher ses ambitions à être candidate. Olivier Faure a dû alors opérer un virage à 180° en publiant début juillet un addendum à sa motion se prononçant pour un soutien à Hidalgo.

Les partis Verts: en défense du capitalisme

Après chaque élection, les partis et organisations dit Verts – EELV aujourd'hui en France (EELV est un parti bourgeois anti-ouvrier avec des facettes que l'on peut qualifier d'ultra-réactionnaires) – sont comptabilisés dans le camp de la « gauche » par les commentateurs, mais aussi par le PS, le PCF, LFI. Ignorance ou intoxication? La vérité est que ces partis Verts sont des partis bourgeois réactionnaires.

C'est en Allemagne que s'est constitué en 1980 l'un de ces partis les plus importants parmi eux. Un petit bilan de leur politique ces dernières années est très éclairant. De 1998 à 2005, les Verts allemands, en coalition avec le SPD, ont participé à deux gouvernements successifs constitués durant cette période sous la direction du chancelier Gerhard Schröder (SPD). C'est le gouvernement qui a engagé une offensive générale contre le prolétariat avec les lois Hartz et l'Agenda 2010 (voir *CPS ns n° 13* du 29 septembre 2003). Le ministre des Affaires étrangères était Joschka Fischer, membre des Verts, qui s'est distingué en donnant le feu vert à l'intervention de l'OTAN au Kosovo en 1999. Prenant ses fonctions en octobre 1998, Fischer avait déclaré: « *Il ne s'agit pas de faire une politique étrangère "verte", il s'agit de faire la politique étrangère de la République fédérale d'Allemagne...* ». Début 2002, le gouvernement SPD-Verts a élargi le champ d'intervention de la Bundeswehr avec l'envoi de soldats en Afghanistan, sous couvert de l'ONU. La candidate des Verts aux prochaines élections législative du 26 septembre, Annalena Baerbock, coprésidente des Verts, a présenté son programme. *Le Monde* du 11 décembre 2020 indique: « *Sans aller jusqu'à approuver l'objectif fixé par l'OTAN à ses membres de consacrer 2 % de leur PIB à leurs dépenses militaires (l'Allemagne en est à moins de 1,5 %), la dirigeante écologiste n'en souhaite pas moins renforcer la Bundeswehr, en état de sous-équipement chronique. "Nous devons être honnêtes avec nous-mêmes. Dans certains domaines, il faut investir davantage pour que les fusils tirent et que les dispositifs de vision nocturne fonctionnent."* ». Après les élections du Bundestag du 18 septembre 2005 les Verts étaient partant pour gouverner au sein d'une « coalition jamaïcaine » avec la CDU/CSU et la FDP. L'opération a échoué du fait de l'opposition finale du parti libéral. Avant les prochaines élections du 26 septembre 2021, les Verts n'excluent pas une coalition avec le CDU/CSU, selon les résultats. Pour le reste, on peut se reporter à une interview de l'ancien patron de Siemens, qui appelle à voter Annalena Baerbock: « *Mais à mon avis, c'est Annalena Baerbock qui a le plus grand potentiel pour construire ce que j'appelle une économie de marché sociale et*

Quant à Mélenchon, aux temps où il s'exprimait au nom du Parti de Gauche, il se réclamait de l'écocapitalisme présenté ainsi: « *nous proposons un nouvel énoncé de la stratégie émancipatrice pour le futur de l'humanité. Cette nouvelle conscience et son programme d'action sont l'écocapitalisme. Ses méthodes sont la radicalité concrète, la planification écologique, la révolution citoyenne* ». Devenu candidat de LFI, il évite soigneusement ne serait-ce que l'emploi du terme socialisme.

Les points communs à ces partis: hors de question de s'attaquer à la propriété privée des moyens de production et en défense du capitalisme; ils sont les promoteurs d'un « capitalisme vert ».

écologique... Les Verts ont déjà montré, par leur participation aux gouvernements régionaux, qu'ils peuvent pousser en avant des préoccupations écologiques tout en maintenant un capitalisme social de marché, sans glisser vers le socialisme. Seule cette économie de marché sociale et écologique peut assurer l'avenir de notre planète et de notre prospérité ».

En Autriche, les écologistes gouvernent avec le chancelier conservateur Sebastian Kurz depuis janvier 2020 dans une coalition avec le Parti populaire autrichien (ÖVP), parti conservateur chrétien qui avait constitué le gouvernement précédent en alliance avec le FPÖ, parti ultra réactionnaire, raciste et xénophobe.

En Irlande, depuis juin 2020, les Verts participent à une coalition avec les deux principaux partis bourgeois: le parti de centre droit Fianna Fail et le parti centriste rival Fine Gael. Une des caractéristiques de ce gouvernement bourgeois est son opposition à la réunification de l'Irlande en entretenant des relations étroites avec le parti unioniste d'Irlande du Nord (DUP).

En France, Europe Écologie-Les Verts (EELV) n'échappe pas à une qualification de parti bourgeois. *Le Monde* du 15 septembre 2021 rapporte: « *Côté écologistes, on revendique d'avoir fait coïncider la primaire et les élections fédérales allemandes. Un "rendez-vous crucial" estime Julien Bayou, pour qui les Grünen sont un "un parti frère avec les écologistes belges"* ». Il faut rappeler que les Verts doivent grandement leur émergence sur le terrain électoral au Parti socialiste (voir *CPS ns n° 39* du 22 janvier 2010). Ils doivent leurs élus à tous les niveaux grâce aux alliances passées avec le PS, voire avec le PCF et LFI (jusqu'à présent, depuis plus de trente ans, le PS renonce à présenter des candidats aux élections législatives dans nombre de circonscriptions au profit des Verts). Les partis écologistes (les Verts avant 2010, EELV ensuite) ont régulièrement participé aux gouvernements anti-ouvriers dirigés par le PS (on peut ajouter la participation de Nicolas Hulot aux gouvernements dirigés par Edouard Philippe). Sur le fond, Noël Mamère, député EELV, estime que les programmes de Yannick Jadot et Éric Piolle sont à 95 % compatibles. Les cinq candidats qui se présentent à la primaire pour l'élection présidentielle sont imprégnés des mêmes idéologies réactionnaires: le développement durable, la décroissance, le productivisme (voir aussi *CPS ns n° 39* du 22 janvier 2010). Ce qu'ils partagent tous: ce n'est pas le capitalisme qui est responsable mais l'humanité qu'il faudrait raisonner et inciter à un « mode de vie durable ». Ils sont les promoteurs d'un

capitalisme vert réalisé par un Green New Deal. Clairement, ils sont des défenseurs du capitalisme.

Sur une question fondamentale, interrogé sur *France Inter* le 28 novembre 2019, l'eurodéputé EELV Yannick Jadot a soutenu l'opération militaire française au Sahel (« *On ne peut pas laisser s'installer, sur une région grande comme l'Europe, un État Islamique* ») tout en déplorant : « *Quand on voit l'état de nos hélicoptères, de nos chars, de nos gilets pare-balles... Cela ne permet pas à nos soldats qui interviennent sur des terrains d'action lourds d'être opérationnels et suffisamment protégés* ». En février 2020, la direction d'EELV a tenté de rendre plus neutre cette prise de position qui avait créé quelques remous dans le parti en adoptant une position, présentée fallacieusement se prononçant pour le retrait des troupes, qui propose « *de remplacer peu à peu les militaires par des forces de médiation, à l'exemple de ce qui avait été tenté au Kosovo, ou encore au Rwanda, avec les sociétés civiles et en lien avec l'UA; de travailler à une force militaire internationale sous commandement africain, comme le prévoit la résolution 2085 du Conseil de Sécurité de l'ONU* ». En réalité, il y a peu de différence avec le tournant amorcé par Macron.

Pour sa part, Eric Piolle, dans son livre *De l'espoir, pour une république écologique* (juin 2021) affirme : « *L'État français doit aussi conserver et améliorer les moyens de sa défense. L'armée est l'un des piliers de la nation* ». Yannick Jadot, Delphine Batho et Jean-Marc Governatori, entrepreneur qui a financé une liste gilets jaunes emmenée par Francis Lalanne aux élections européennes, ont participé, avec Marine Le Pen, à la manifestation des policiers du 19 mai 2021.

Le Monde du 5 au 6 septembre 2021 rend compte de l'université d'été d'EELV. Quelques citations permettent de compléter le tableau.

Delphine Batho, qui milite pour la décroissance : « *Elle peut revendiquer d'être citée – avec le pape François ! – comme tenante de l'« écologie intégrale ».* Son dernier livre, *Écologie intégrale. Le manifeste* (Éditions du Rocher, 2019), développe une version laïque de ce concept-phare de l'encyclique *Laudato si* (2015), pour « *faire de notre appartenance à la nature le nouveau moteur de l'histoire* ». Rappel : le pape François, l'auteur de l'encyclique, est fortement soupçonné de compromission avec le

régime du dictateur Videla en Argentine. Et « *elle assume de porter : "une espérance en rupture totale avec le libéralisme et le socialisme, qui sont en réalité les deux faces d'une même pièce : celle de l'effondrement de la nature"* ».

Yannick Jadot, ancien cadre de Greenpeace, déclare : « *Mais je dis aussi qu'on ne peut pas changer la société contre les entreprises. Donc, il faut parler à tout le monde. Voilà...* ». Dans une interview d'octobre 2020 à *Challenges*, il avait mis les points du les I : « *Ma vision est claire : la transition écologique se fera avec les entreprises ou ne se fera pas. On a besoin d'elles – plus que jamais – pour réorganiser notre économie* ».

De Sandrine Rousseau, dont il faut rappeler qu'elle est vice-présidente de l'université de Lille et participe ainsi sans ciller à la mise en œuvre de l'infâme politique de Macron et Vidal de destruction de l'université publique : « *Défense des minorités discriminées, l'intersectionnalité des luttes féministes, antiracistes et décoloniales...* "Je porte un projet de renversement de la domination au sens large", explique-t-elle. *Des convictions irréversibles sur l'écoféminisme, au risque de perdre les écolos purs, qui peuvent tenter de se résumer ainsi : "Tout notre système économique, social et sociétal est fondé sur le triptyque : nous prenons, nous utilisons et nous jetons. Le corps des femmes, le corps des racisés. Nous ne voulons plus ça et c'est ça la révolution que je vous propose"* ». Et de plus, à propos de l'accueil des réfugiés afghans en France : « *S'il y a de potentiels terroristes, ce n'est pas parce qu'ils restent en Afghanistan qu'ils sont moins dangereux (...). Quelque part, les avoir en France, ça permet aussi de les surveiller.* » Elle a dû réagir illico : « *C'était une phrase maladroite.* ».

Du côté d'Eric Piolle : « *Ce jour-là, Éric Piolle a posé sur la table, entre une soupe de cresson et un morceau de mimolette – son déjeuner du jour – Une terre promise (Fayard, 2020), de Barack Obama. Le livre de mémoires de l'ancien président américain est hérissé de mémos colorés pour en marquer les passages intéressants, et il sait bien qu'on va l'interroger sur la lecture de ce pavé, posé si ostensiblement à ses côtés. "Ce qui m'a passionné, reconnaît d'emblée le maire de Grenoble, c'est le récit de son ascension vers le pouvoir."* »

L'Écosocialisme contre le socialisme

Selon les théoriciens de l'écosocialisme, il y a un double rapport d'exploitation : le rapport d'exploitation capitaliste du travail d'une part, le rapport d'exploitation capitaliste de la nature d'autre part. La tâche urgente serait d'en finir d'abord avec le second. Il s'agira après de s'occuper de la première contradiction.

C'est une idéologie dans laquelle s'engouffrent de nombreux défenseurs de la propriété privée des moyens de production. Parmi les promoteurs de la seconde contradiction, directement ou indirectement, on trouve bien entendu les partis Verts. Mais ils pullulent aussi au sein de la « gauche de la gauche » (le NPA, le PG) et des débris des partis staliniens et d'organisations décomposées se réclamant du trotskisme.

À l'avant-garde de ces théories est le Comité International de la IV^e Internationale, qui se réclame frauduleusement du trotskysme. Une résolution de cette internationale, « *motion sur la lutte pour le climat en perspective de la COP26* », adoptée en mars 2021, s'intitule : « *La question stratégique majeure est plus que jamais l'engagement du mouvement ouvrier*

dans la lutte pour le climat, et contre la catastrophe écologique en général ». On y lit : « *Qu'est-ce que le socialisme ? Pour beaucoup de marxistes, c'est la transformation des rapports de production – par l'appropriation collective des moyens de production – pour permettre le libre développement des forces productives. L'écosocialisme se réclame de Marx, mais rompt de façon explicite avec ce modèle productiviste.* » Plus loin : « *Que ce soit dans le cadre des COP ou dans d'autres enceintes, les négociations climatiques sont subordonnées aux impératifs de la croissance capitaliste et des rivalités géostratégiques... En ce sens, nous appuyons la déclaration de Greta Thunberg lors de la COP25 à Madrid que la solution ne viendra pas de ces négociations, elle ne peut venir que des luttes des peuples.* » Et encore : « *La seule possibilité réaliste d'arrêter la catastrophe est de travailler sans relâche à une mobilisation mondiale de masse et de longue haleine. Il faut œuvrer à rassembler tous les mouvements sociaux des exploités et des opprimés pour faire descendre dans les rues des dizaines de millions, des centaines de millions de femmes et d'hommes.* » Enfin : « *Ce n'est que si la classe dominante voit sa domination menacée que certains courants en*

son sein envisageront d'abandonner le tout-au-marché néolibéral pour commencer à prendre les mesures de régulation qui sont indispensables pour juguler en partie la frénésie productiviste » ; et : « la Quatrième Internationale appelle à organiser partout des mobilisations à l'occasion de la COP26, y compris les plus grandes mobilisations possible à Glasgow même, si les conditions de la pandémie le permettent. »

Daniel Tanuro, déjà cité plus haut, membre de la section belge de cette « internationale », confirme cette orientation : « Il faut détruire le capitalisme, bien sûr, et en effet cela demande une révolution. Mais on s'illusionne si on croit qu'il n'y a qu'à désigner l'ennemi capitaliste pour que la lutte de la classe « en soi » arrête la catastrophe écologique. Le problème clé aujourd'hui est en effet la recomposition de la classe « pour soi ». Cette recomposition ne peut venir que des luttes et des convergences des luttes, et ce processus sera parfois douloureux, voire conflictuel. Si on le voit du point de vue de l'écologie, il va de soi qu'il implique nécessairement l'écologisation de la vision du monde ». Lui aussi porte aux nues Greta Thunberg

et d'autres ; coup de chapeau à Bernie Sanders et Alexandria Ocasio-Cortez : « Je ne dirais pas que le Green New Deal tel qu'il est défendu par la gauche étasunienne est contradictoire avec une solution écosocialiste. Ce New Green Deal (GND) comporte au contraire deux idées importantes que les écosocialistes partagent pleinement : pour arrêter la catastrophe, il faut un plan, et ce plan doit nous sortir à la fois de la crise sociale et de la crise écologique. Certes leur GND n'implique pas de rupture avec la dynamique capitaliste d'accumulation, et ne met pas en cause les mécanismes néocoloniaux, tels que la compensation carbone. Mais, contrairement à son ersatz européen proposé par la Commission de l'UE, le GND est un plan, et ce plan ambitionne de résoudre à la fois la crise sociale (l'emploi, les revenus, les conditions de travail) et la crise écologique/climatique. Ces deux caractéristiques majeures font du GND un événement politique important et un levier pour élargir le débat sur les moyens d'arrêter la catastrophe. À cet égard, l'impact de la proposition dans le mouvement ouvrier est particulièrement important et doit être favorisé. »

Les théoriciens de l'écosocialisme font obstacle au combat pour le socialisme. Pour enrayer le cataclysme, une seule perspective possible : le socialisme

Dans le livre 1 du *Capital*, Marx écrit : « La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en sapant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur ». Dans le livre 3, il explique que seul le socialisme peut permettre la maîtrise de l'humanité sur les échanges matériels avec la nature : « la seule liberté possible est la régulation rationnelle, par l'être humain socialisé, par les producteurs associés, de leur métabolisme avec la nature, qu'ils le contrôlent ensemble au lieu d'être dominés par lui comme par une puissance aveugle ».

La destruction de la planète est inhérente au mode de production capitaliste. L'accélération considérable de ce processus depuis plusieurs décennies est une manifestation de la nature fondamentale de l'impérialisme, stade suprême du capitalisme, dans lequel l'humanité est entrée au début du XX^e siècle : une tendance généralisée à la putréfaction.

Tant que perdureront les rapports sociaux de production capitalistes, le processus de destruction de la nature ne connaîtra pas d'interruption. Il n'y a pas d'autre issue que d'exproprier le capital à l'échelle de la planète et d'instaurer la propriété collective des moyens de production. Sous la direction de la classe ouvrière et de l'ensemble du prolétariat, il s'agira d'organiser la production en fonction des besoins de l'humanité – au compte desquels figure bien évidemment la préservation de son environnement – et non du profit, et dont les modalités seront éclairées par l'analyse scientifique des rapports entre l'homme et la nature.

Cette tâche ne peut être réalisée que si le prolétariat constitue dans tous les pays des gouvernements ouvriers, seuls à même d'organiser une réelle collaboration entre les peuples par la marche à la république universelle des soviets. Plus

le temps passe, plus l'échéance est reportée, plus la tâche du prolétariat sera difficile. Du mode de production capitaliste, le prolétariat héritera d'un stade de développement des forces productives de l'humanité rendant possible la socialisation des moyens de production et l'organisation de la production selon un plan conforme aux besoins de l'humanité. Mais il héritera aussi de l'une de ses tares : une nature saccagée et déjà, sous certains aspects, d'une manière irréversible.

L'une des conclusions de l'article publié dans *CPS ns* n° 39 est : « Indiscutablement, le mode de production capitaliste a aussi développé les techniques qui permettent à l'homme de réparer la nature ou tout au moins de maîtriser les conditions dans lesquelles il l'exploite. Mais tant que perdurera le mode de production capitaliste, ces techniques ne seront mises en œuvre que dans la mesure où elles permettront la réalisation du profit et l'accumulation du capital. Ce qui est une certitude, c'est dans le contexte de la propriété privée des moyens de production, le développement de ces technologies ne peut se faire, comme l'indique Engels, qu'en prenant en considération « le résultat le plus proche », c'est-à-dire la réalisation du profit au mépris des risques potentiels pour l'humanité. C'est seulement libérés de la domination du capital, leur activité étant uniquement orientée par la satisfaction des besoins réels de l'humanité, que les chercheurs, les ingénieurs et les scientifiques pourront traiter en toute indépendance de ces questions. »

Le combat pour le socialisme est une nécessité absolue. Pour le mener, la classe ouvrière et le prolétariat n'ont qu'une possibilité : construire des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque pays, construire l'Internationale ouvrière révolutionnaire. Et à la jeunesse, il revient, en collaboration avec la classe ouvrière, d'avancer vers l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse.

Face à l'imposture écologique : contre la destruction de la planète par le capitalisme, une seule issue, le combat pour le socialisme

(publié pour la première fois dans *CPS ns* n° 39 du 22 janvier 2010)

Pour « sauver la planète », les travailleurs payent...

En septembre 2009, Sarkozy a confirmé l'instauration en janvier 2010 d'une taxe carbone. Cette taxe est le fruit des travaux d'une commission présidée par Rocard.

Bien que décrépi, le « petit singe » garde le cap. Il faut rappeler que c'est son gouvernement qui a instauré la CSG, coup décisif porté contre la Sécurité sociale en ouvrant la porte à la substitution des cotisations ouvrières par l'impôt. La taxe carbone faisait partie des propositions de la charte que Nicolas Hulot - homme sandwich de grands pollueurs de la planète tel Rhodia (ex-Rhône-Poulenc), EDF, Bouygues, la société des Autoroutes du Sud de la France et l'Oréal, promoteur de la marque « écologique » Ushuaia de TF1 (et qui a été attribuée à un 4X4 produit par Volkswagen!) - avait soumises aux candidats à l'élection présidentielle en 2007. Il est opportun de rappeler que Sarkozy, Bayrou, Royal et Buffet avaient alors signé cette charte. En décembre 2009, l'INSEE a publié une étude sur l'impact de cette nouvelle taxe. Elle devrait permettre de prélever 2,7 milliards d'euros d'impôts supplémentaire et entraîner au premier semestre 2010 une

hausse des prix de 0,3 % (dans le même temps, la réforme de la taxe professionnelle va diminuer en 2010 de 11,7 milliards d'euros les impôts payés par les patrons).

Sous prétexte qu'ils ont déjà soumis à des quotas d'émission, qui leur ont été délivrés gratuitement, les plus grands pollueurs (industries pétrolières et chimiques, cimenteries, aciéries, etc.) sont exemptés jusqu'en 2013 pour près de 1 100 installations industrielles. C'est aussi le cas pour les producteurs d'électricité et les transporteurs aériens. D'autres professions, comme celle du transport routier, ont obtenu que l'Etat prenne en charge une partie significative de cette taxe.

La taxe carbone, dont l'instauration a été volontairement médiatisée, s'inscrit déjà dans la multitude des impôts résultant de la « fiscalité écologique » que supportent ou vont devoir supporter pour l'essentiel les travailleurs (écopastilles, écoredevances sur les appareils électriques, taxe climat-énergie, etc.). Pour une fois on peut citer l'une des formules lapidaires de Claude Allègre : la taxe carbone c'est « *les riches en auto, les pauvres en vélo* » (*Le Parisien* du 23/08/2009).

... parce qu'ils sont « coupables »

Les travailleurs devraient payer parce qu'ils sont « coupables » du fait de leur mode de consommation. L'église catholique s'est évidemment emparé de ce thème, comme en témoigne le sermon de Benoît XVI lors de sa messe de Noël, appelant les fidèles « à préserver l'environnement ». Ont été édictés un huitième péché capital, « la pollution », et un onzième commandement « *Tu ne pollueras point* ». A juste titre, certains se demandent si l'on n'assiste pas à l'avènement d'un nouveau culte « le développement durable ».

Dans les semaines qui ont précédé la tenue du sommet de Copenhague, le matraquage des médias a été intensif. Il suffit de reprendre deux titres récents du journal *Le Monde*. Le premier, le 19 novembre 2009 : « *Le poids de la natalité menacerait le climat* ». Le journal fait état sans abuser de commentaires des propositions du Fond des Nations unies pour la population (FNUAP). L'une des pistes pour pallier le « *péril climatique* » serait de mettre à l'ordre du jour un vaste programme en faveur de la contraception. Sans nuance, il s'agit de donner crédit à la théorie du pasteur anglican Malthus (1766-1834), ce « *babouin* », selon Marx, lequel qualifiait avec Engels cette théorie comme « *une infâme, une abjecte doctrine, un blasphème hideux contre la nature et l'humanité* », cette théorie qui prônait (déjà!) une politique active de « *réduction de la population et de la consommation* » car pour lui la pauvreté résultait de l'excès de population.

Le même journal titre le 23/12/2009 : « *Manger moins de viande pour sauver la planète ?* » L'on peut y lire que de savants professeurs Nimbus ont calculé que « *un repas avec viande et produits laitiers équivaut, en émission de gaz à effet de serre, à 4 758 km parcourus en voiture contre 629 km pour un repas sans produits carnés ni laitiers* », du fait les émissions de méthane par les troupeaux et de leur consommation en aliments. Au sommet de Copenhague, un appel a été lancé par Paul McCartney, soutenu, entre autres, par le sinistre député Vert Yves Cochet, à ne plus consommer de viande qu'un jour par semaine. Une fois de plus, les travailleurs seraient tous responsables et devraient réduire leur consommation (et comment feront le milliard d'êtres humains, au bas mot, qui souffrent dans le monde de malnutrition!).

Critique de la consommation des masses, surtout pas de la production capitaliste qui pourtant façonne le monde : chez ces gens-là, il ne saurait être question de s'en prendre directement aux trusts de l'agroalimentaire qui organisent systématiquement la destruction des surfaces destinées à l'agriculture vivrière, expulsant de leurs terres des centaines de millions de paysans pauvres, pour y substituer des pâturages et des cultures fourragères (un exemple : selon la FAO, 70 % des terres autrefois boisées d'Amérique du Sud sont aujourd'hui consacrées à l'élevage).

Au nom du « développement durable », à tous les niveaux, les masses laborieuses sont soumises à une propagande intensive destinée à les « responsabiliser », voire à les culpabiliser : l'humanité tout entière est accusée de sacrifier la planète à sa voracité en matière de consommation. On assiste à un pilonnage incessant incitant à moins consommer ou à consommer « durablement », la responsabilité de chacun étant de contribuer à sauver la planète pour les générations futures.

Inéluctablement, pas une seule grande entreprise, pas une seule collectivité territoriale, des régions aux grandes communes, pas une seule administration publique qui n'aura pas publié sa charte, son « agenda » ou son rapport développement durable (c'est même une « obligation » pour certaines entreprises cotées en bourse depuis l'adoption de

la loi sur les Nouvelles réglementations économiques, ou NRE, votée en mars 2001 !).

Sous des formes variées, l'enseignement du « développement durable » devient une matière au programme dès l'école primaire. Les travailleurs et la jeunesse sont ainsi incités à s'associer à la mise en œuvre d'« engagements » qui, tant au sein des entreprises que des administrations, concourent le plus souvent à la réalisation d'objectifs de réduction des coûts, de réorganisation et d'augmentation de la productivité... et autant d'incitation à la modération en termes de salaires !

L'« intérêt supérieur » de la sauvegarde de la planète devrait contribuer à effacer la frontière de classe entre les patrons et les salariés, tous unis dans une même quête.

Le « développement durable » : une idéologie réactionnaire

Aux origines de la nouvelle religion du « développement durable », se trouve le Club de Rome, fondé en 1968 à l'initiative d'industriels italiens et sponsorisé par la Fondation Agnelli, le propriétaire du groupe Fiat. À l'initiative du Club de Rome, un premier rapport, produit par un groupe d'une trentaine d'experts « indépendants », est publié en 1972. Son titre résume le programme : « *Halte à la croissance ? Rapport sur les limites de la croissance* ». C'est alors la fin de la période des « trente glorieuses », et ce rapport arrive à point nommé. Les capitalistes sont alors confrontés à une baisse générale du taux de profit qui annonce les crises des années 1970. En stigmatisant les modes de consommation des pays occidentaux comme incompatibles avec la survie de la planète (les « experts » annonçaient l'épuisement des énergies fossiles, gaz et pétrole, pour la fin du XX^e siècle !) ils expliquaient : « *La planète n'est pas assez vaste et ses ressources ne sont pas suffisantes pour tolérer plus longtemps le comportement égocentrique de ses habitants* ». En fait, ce premier rapport prône implicitement la remise en cause de tous les acquis sociaux arrachés par la classe ouvrière après la seconde guerre mondiale.

Par la suite, le Club de Rome produira une série de rapports dont il faut signaler le contenu car ils constituent la genèse pour les partisans de la décroissance et de l'écologie politique. À titre d'exemple, le rapport intitulé « *Questions de survie. La révolution mondiale a commencé* », publié en 1991, déplore que « *la contradiction est de plus en plus évidente entre certaines urgences et les procédures démocratiques fondées sur le dialogue – débat parlementaire, discussions publiques et négociations avec les syndicats ouvriers et patronaux* » pour ensuite fustiger « *le matérialisme, le laxisme sexuel... et vanter l'identité ethnique, la communauté, la cellule familiale, les vertus féminines...* » (Jean Jacob, *Histoire de l'Écologie politique*).

En 1972, se tient la conférence des Nations unies baptisée « *Une seule terre* » appelant le monde à mieux protéger la nature et aboutissant à la création du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE). Il s'ensuivra toute une série de rapports et de conférences centrés sur les questions de l'environnement. Les termes de « développement durable » voient le jour en 1980 dans un rapport intitulé « *La stratégie de la conservation mondiale* » publié conjointement par le PNUE et deux ONG, l'UICN (Union internationale de conservation de la nature) et le WWF (*World Wildlife Fund*, devenu *World Wide Fund for Nature*, fondée en 1961 par le trust pharmaceutique Hoffman-Laroche). En 1987, est publié, sous l'égide de l'ONU, le rapport du PNUE « *Notre avenir* » (dit rapport Brundtland)

qui est considéré comme le texte fondateur du « développement durable ». La nouvelle religion est née.

En 1988 est constitué par le PNUE le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). En réalité, la question du climat va remettre à l'ordre du jour les analyses du réactionnaire Club de Rome. Sous prétexte de mesures écologiques, sont multipliées les attaques contre les travailleurs telles celles résultant de la « fiscalité verte » ou destinées à modifier les « modes de consommation », c'est-à-dire à réduire par exemple les dépenses de santé... C'est sous le signe du « développement durable » que se tiendront tous les « sommets » de la conférence de Rio de Janeiro en 1992 (dite « le sommet de la terre », dans une ville encerclée de favelas !) à celui de Copenhague en 2009, en passant par la conférence de Kyoto en 1997, qui donne lieu à la signature d'un protocole sur la réduction des gaz à effet de serre, que mettra en œuvre l'Union européenne qu'à partir de 2005, et par celui de Johannesburg en 2002 (encerclée de townships...).

Selon la définition de la Commission mondiale sur l'environnement (rapport Brundtland de 1987), le concept de « développement durable » a été consacré au sommet de Rio de 1992. Ce concept, issu des représentants du capital, a bien vite été mis en vogue par les écologistes et les partis contre-révolutionnaires socio-démocrates et « radicaux ». Il veut tresser le filet idéologique de la collaboration de classes « planétaire ». Le « développement durable » se caractérise par ses trois piliers : social dit équitable, économique dit viable, écologique dit vivable, qu'il veut concilier. Le rapport du sénateur Marcel Deneux (« *L'évaluation de l'ampleur des changements climatiques, de leurs causes et de leur impact prévisible sur la géographie de la France à l'horizon 2025, 2050 et 2100* ») précise avec un certain humour : « *De prime abord, le concept de "développement durable" peut rallier à peu près tous les suffrages, à condition souvent de ne pas recevoir de contenu trop explicite ; certains retenant surtout de cette expression le premier mot "développement", entendant par là que le développement tel que mené jusqu' alors doit se poursuivre et s'amplifier ; et, de plus, durablement ; d'autres percevant dans l'adjectif "durable" la remise en cause des excès du développement actuel, à savoir, l'épuisement des ressources naturelles, la pollution, les émissions incontrôlées de gaz à effet de serre...* ».

Ainsi, le concept de « développement durable » est une production idéologique réactionnaire élaborée par les cercles du grand capital et par l'officine à son service qu'est l'ONU. À la crise du mode de production capitaliste, il s'agit de

substituer la crise « écologique ». Ce n'est pas le mode de production capitaliste qui est responsable des dégâts irréversibles que subit la planète mais l'activité humaine en général. Le mode de production capitaliste et la propriété privée des moyens de production ne sont en aucun remis en cause, bien au contraire. Sous couvert de « développement durable » la « responsabilité sociale des entreprises » et la « bonne gouvernance des entreprises » font l'objet de multiples colloques, publications et normes internationales.

Dans cette affaire, il convient de souligner le rôle joué par les grands « prêtres » des ONG car la presse leur a attribué une grande place de « trouble-fêtes » à l'occasion du sommet de Copenhague. Après le droit d'ingérence humanitaire, voilà qu'elles promeuvent le droit d'ingérence écologique. Depuis trois décennies, ce type de droit d'ingérence, sous prétexte d'ouverture de « couloirs humanitaires », a toujours servi à

ouvrir la voie aux interventions militaires impérialistes, de la même manière que les moines évangélistes ouvraient la voie aux puissances coloniales du XVII^e siècle.

Sur la place des ONG, l'ouvrage de Sylvie Brunel (*Le développement durable*) rétablit quelques vérités : « La grande majorité des ONG sont d'origines anglo-saxonne. Il existe en effet une convergence d'intérêts entre la diplomatie de l'Amérique du Nord et ses ONG environnementales, qu'elle utilise comme vecteur. (...) Il existe une véritable consanguinité entre les milieux politiques, les firmes multinationales et les grandes ONG environnementales, dont les responsables passent d'un milieu à l'autre avec une aisance déconcertante. Très efficace dans leurs actions de lobbying, elles ont depuis longtemps des bureaux à Bruxelles et Washington et travaillent en étroite collaboration avec l'Union européenne, la Banque mondiale, les gouvernements américain, mais aussi canadien, australien, scandinaves... »

« Le vert vaut de l'or. Green is business »

C'est ainsi que le journal économique *La Tribune* du 24/10/2007 titrait un article tirant le bilan du Grenelle de l'environnement. Il commentait : « Contrairement au Grenelle de mai 68, qui avait abouti à une augmentation d'un quart du salaire minimum des salariés, le Grenelle 2007 ne risque pas d'obérer la rentabilité des entreprises. Au contraire ! »

En effet, s'il est acquis que les travailleurs doivent payer, pour les patrons « le vert vaut de l'or ». Du Grenelle de l'environnement, convoqué par Sarkozy après son élection et conclu en octobre 2007 par Sarkozy, les capitalistes ont tiré grands profits, avant même que la loi dite Grenelle 1 ne soit votée en juillet 2009. On peut donner quelques exemples. La prime à la casse a permis à l'industrie automobile de faire face aux effets de la récession : en 2009, les ventes ont progressé de plus de 10 % par rapport à 2008, atteignant le niveau record de 1990. Les crédits d'impôts pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et la rénovation des logements auraient généré pour l'industrie du bâtiment près de 10 milliards d'euros de chiffres d'affaires en 2009. D'une manière générale, la mise en œuvre de la « fiscalité verte » est directement source de profit pour le patronat (et accessoirement pour la petite bourgeoisie). Dans le cadre de la loi dite Grenelle 2, en préparation, l'achat de 40 000 à 50 000 voitures électriques par l'Etat est programmé (sachant que par ailleurs c'est l'Etat, les collectivités locales et les particuliers qui prendront en charge l'essentiel des infrastructures nécessaires, notamment l'installation de points de recharge des véhicules). A noter que le projet de loi autorise les villes de plus de 300 000 habitants à instaurer des péages autoroutiers pour limiter la circulation !

En décembre, Sarkozy a présenté les modalités de mise en œuvre de son grand emprunt. Sur les 35 milliards d'euros affichés, 4,5 à 5 milliards devraient être consacrés au « développement durable ». En clair, comme c'était déjà le cas avec les possibilités ouvertes par la loi sur le Grenelle de l'environnement, les capitalistes vont bénéficier directement d'apport en capital au titre de la « croissance verte » et du « développement durable ».

Les grands groupes tels que Veolia ou GDF Suez se voient ouvrir de nouveaux champs d'accumulation du capital sur les marchés de la dépollution des sols, du traitement des eaux et des déchets etc., marchés induits par la commande publique (Etat, collectivités locales, subventions de l'UE). Les grands producteurs d'énergies comme EDF et Total

investissent massivement dans les technologies dites vertes (énergies solaire et éolienne, biocarburants, etc.), ce qui leur permet par ailleurs de contrôler étroitement les recherches dans ces domaines... et de préserver leurs marchés sur les énergies traditionnelles. De fait, si l'on considère le cas de la France, les plus grands investisseurs dans le domaine des « éco-industries », par exemple dans le marché « prometteur » du stockage du dioxyde de carbone, sont tout simplement... les plus grands pollueurs tels EDF, Total, ArcelorMittal, qui bénéficient de larges subventions à ce titre de l'Union européenne et de l'Etat via l'ADEME (l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie).

Les nouvelles réglementations prises au niveau de l'Union européenne deviennent en tant que telles sources de profits et de spéculations. Le marché des droits à polluer (marché des permis d'émission), dont les principes ont été adoptés au niveau de l'Union européenne en application du protocole de Kyoto en 2002 et qui est en place depuis 2005, s'élevait en 2008 à près de 90 milliards d'euros selon les statistiques publiées par la Banque mondiale. En Europe, il concerne les rejets de 11 000 installations industrielles. *Le Monde* du 19 novembre 2009 indiquait : « Les financiers alléchés par le marché du CO₂ : les banques multiplient les partenariats avec des start-up écologiques pour générer du crédit carbone ».

En résumé, car les mécanismes sont complexes, les entreprises se sont vues attribuées gratuitement des droits d'émission de gaz à effet de serre. Le montant total des quotas attribués par les Etats découlent en théorie des accords internationaux sur les objectifs de réduction d'émission. Il est de notoriété publique que les quotas attribués initialement étaient supérieurs, au moins de 10 %, aux émissions réelles, chaque Etat ne voulant pas pénaliser son industrie, et cela d'autant plus que les contrôles et les évaluations sont effectuées par des cabinets privés rémunérés par les industriels !

Ainsi, ceux qui ne consomment pas leurs quotas peuvent les mettre sur le marché ; ceux qui dépassent leurs quotas peuvent en acheter. Des bourses d'échange se sont constituées. Par ailleurs, les mécanismes dits de développement propres (MDP) qui résultent du protocole de Kyoto permettent à des entreprises de récupérer des droits à polluer (des crédits carbone) en échange d'investissements considérés comme « propres » (par exemple planter des forêts en Afrique!).

A titre d'exemple : « Grâce à Bionersis, société dont EDF a pris le contrôle, EDF, qui produit 100 millions de tonnes d'équivalent CO₂ par an en Europe, pourra compenser partiellement son statut de membre de plus gros émetteurs de gaz à effet de serre européens ». *Le Monde* commente : « Cette stratégie purement financière montre que les choix opérés par le protocole de Kyoto fonctionnent :

une authentique industrialisation du développement durable est désormais en cours ». Ainsi, c'est une véritable spéculation source de profit qui s'est instituée. La Banque mondiale constate pudiquement : « Ces échanges ne correspondent pas directement à des réductions d'émission ».

La peste verte

Une véritable épidémie d'abat sur les organisations issues du mouvement ouvrier. En juillet 2009, a été adoptée la loi Grenelle 1 issue du Grenelle de l'environnement. Avec l'UMP, le PS a voté pour ; le PCF s'est abstenu. *Le Monde* du 23/07/2009 titrait : « consensus final pour le Grenelle de l'environnement ». De fait, cette loi est le produit d'une intense concertation qui a duré plusieurs mois en 2007, à laquelle on a accepté de participer le PS, le PCF les fédérations et confédérations syndicales aux côtés des ONG et du MEDEF.

D'une manière générale, la CGT-FO, la CGT, la FSU ont salué l'initiative du Grenelle. Le porte-parole du PS sur le projet, Philippe Toutelier, a déclaré lors du vote : « Il y a urgence écologique. L'ensemble de la société en a pris conscience, c'est pour cela que nous avons voté la loi ».

Dans la même veine, lorsque que la commission Rocard, missionnée par le gouvernement, a rendu son rapport sur la taxe carbone, fin juillet 2009, le PS, le PCF, le CGT ont en approuvé le principe tout en ergotant sur les conditions de sa mise en œuvre. Ainsi, pour la CGT, Jean-Christophe Le Duigou déclarait : « Nous sommes favorables au principe de la taxe carbone mais opposés à la façon dont elle devrait être mise en œuvre par le gouvernement » (*Libération* du 29/07/2009). Martine Aubry en personne a rencontré Sarkozy à l'Élysée le 9 septembre 2009 à la veille de sa communication officielle sur le sujet... en déplorant que le niveau de la taxe ne soit pas plus élevé que celui prévu par le gouvernement. Aubry, Royal, Laurent – numéro 2 – du PCF et Olivier Besancenot se sont rendus au sommet de Copenhague. A plusieurs reprises, le PS et le PCF, les confédérations syndicales se sont déclarés disposés à préparer avec le gouvernement ce sommet afin que soit entendue « la voix de la France ».

Au nom de l'« urgence écologique », la défense de l'environnement est un terrain propice utilisé par les appareils pour justifier la collaboration et la concertation avec le gouvernement Sarkozy-Fillon, voire l'Union nationale.

La CGT a placé son dernier congrès de décembre 2009 sous le signe du « développement humain durable ». Le Parti socialiste affirme sa conversion à la « social-écologie » et le slogan du Parti socialiste européen est maintenant : « Le social-libéralisme est mort, vive la social-écologie ». Même la « gauche de la gauche » est affectée.

Au sein du NPA, le débat est lancé : il s'agit de substituer à la perspective du socialisme, celle de l'« écosocialisme ». Lors de sa dernière convention, en octobre 2009, le Parti de gauche a adopté sa nouvelle oriflamme aux couleurs rouge et verte, et le slogan est maintenant « écologie-socialisme-république ». N'ayant pas obtenu un accord avec le NPA pour le premier tour des élections régionales, Mélenchon a proposé, en vain, une alliance avec Europe Ecologie.

Du PS au PCF, en passant par le NPA et le PG, c'est la même soupe qui est servie avec les mêmes ingrédients : de nouveaux modèles de croissance voire pour la décroissance, le développement soutenable ou durable, la condamnation du productivisme, de nouveaux modes de consommation. C'est au nom de la possibilité de se retrouver sur un programme commun de « développement soutenable » que Vincent Peillon entend militer pour la constitution d'un rassemblement « écologique, socialiste et démocratique », arme de destruction contre le PS, un soi-disant front anti-Sarkozy, avec le PCF, le PS, le MODEM et Europe Ecologie. La peste verte sévit sur le mouvement ouvrier.

Des dégâts irréversibles...

A l'occasion de la préparation du sommet de Copenhague, les débats et les communications sur le réchauffement climatique se sont intensifiés. Il n'est pas dans la vocation de CPS de s'inscrire dans de tels débats et polémiques contre les « négateurs », les « climato-septiques » qui nient pour tout ou partie les conclusions du GIEC.

Néanmoins, il semble définitivement acquis que le réchauffement climatique provoqué par l'émission de gaz à effet de serre générés par l'utilisation des énergies fossiles, l'industrie chimique et l'agriculture, combinée à la destruction ou à la dégradation massive des réservoirs naturels qui absorbent du gaz carbonique (forêts, océans), ne puisse plus être nié. Cela semble indéniable, en particulier si l'on se réfère aux rapports des compagnies d'assurance qui tiennent des comptes précis de la fréquence et l'intensité d'accidents climatiques de par le monde (inondations, périodes de sécheresse, ouragan et tempêtes, etc.) qui se sont significativement accrus. La fréquence des ouragans, des inondations et des sécheresses aurait triplé en trente ans.

Ce qui peut être sujet à caution, en revanche, ce sont les prévisions sur l'ampleur et les échéances. Les prévisions fluctuent sensiblement avec le temps et les données peuvent être manipulées par ceux qui en contrôlent la publication (les Etats, les organisations internationales) avec peut-être une tendance à la dramatisation en fonction d'objectifs politiques (de la même manière que les « climato-septiques » sont indiscutablement sponsorisés par les lobbies des Etats producteurs de pétrole et de gaz naturel!).

Depuis le dernier quart du XIX^e siècle, de nombreux scientifiques (géographes, biologistes, anthropologues, physiciens, chimistes, agronomes, etc.) ont consacré une partie de leurs travaux à mettre en évidence les conséquences de l'activité humaine sur la dégradation de l'environnement naturel (le physicien Sven Arrhenius avait déjà théorisé l'effet de serre planétaire en 1896!). En réalité, depuis le néolithique, à partir du moment où il a cessé d'être un simple préleveur par la chasse et la cueillette, l'homme a commencé à modifier significativement les processus dans la nature. Mais avec

les développements du mode de production capitaliste, le phénomène a pris une toute autre ampleur.

Dans son ouvrage *Une histoire de l'écologie*, Jean-Paul Déléage dresse le constat suivant : « Les forêts dévastées, les terres désertifiées, les fleuves pollués et l'atmosphère transformée à l'échelle planétaire : si les crises écologiques (...) étaient jadis régionales ou locales, avec la mondialisation du capitalisme industriel, la perspective d'une situation écologique critique à l'échelle planétaire est devenue une réalité tangible ». Il poursuit par ailleurs : « Pendant des millénaires, les groupes humains n'avaient disposé que de moyens extrêmement limités, précaires, fragiles, pour se défendre contre les rigueurs de la nature. Avec la révolution industrielle, les termes de ce rapport de dépendance se sont déplacés. Aujourd'hui, ils tendent à s'inverser. Notre espèce violente le mouvement global de la nature. Elle a commencé à décimer les espèces animales et végétales et à bouleverser les chaînes alimentaires. Elle installe des poisons dans les écosystèmes pour des siècles, voire des millénaires avec les déchets radioactifs. Elle modifie la composition chimique de l'atmosphère et, par là, elle commence à influencer l'évolution climatique globale ».

Bien entendu, au-delà du constat scientifique, il faut rectifier, n'en déplaise aux écologistes. Ce n'est pas notre « espèce » qui est responsable de la catastrophe annoncée. C'est le capitalisme.

Dans *Travail salarié et capital*, Marx explique :

« En produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature. Ils ne produisent que s'ils collaborent d'une certaine

façon et font l'échange de leurs activités. Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux ».

Et en effet le mode de production capitaliste, dont l'unique finalité est la réalisation du profit, a induit un saccage et un gaspillage sans précédent des ressources de la nature. Marx constatait déjà : « (...) Dans l'agriculture comme dans la manufacture, la transformation capitaliste de la production semble n'être que le martyrologue du producteur, le moyen de travail que le moyen de dompter, d'exploiter et d'appauvrir le travailleur. (...) Dans l'agriculture moderne, de même que dans l'industrie des villes, l'accroissement de productivité et le rendement supérieur du travail s'achètent au prix de la destruction et du tarissement de la force de travail. En outre, chaque progrès de l'agriculture capitaliste est un progrès non seulement dans l'art d'exploiter le travailleur, mais encore dans l'art de dépouiller le sol ; chaque progrès dans l'art d'accroître sa fertilité pour un temps, un progrès dans la ruine de ses sources durables de fertilité. Plus un pays, les Etats-Unis du nord de l'Amérique, par exemple, se développe sur la base de la grande industrie, plus ce procès de destruction s'accomplit rapidement. La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur » (*Le Capital*, livre 1 – chap. XIII).

...dont les masses laborieuses payent le prix

Il est un fait : avec le mode de production capitaliste des dégâts irréversibles et de surcroît non maîtrisés affectent la biosphère, c'est-à-dire l'écosystème constitué par la planète. Dans quasi-totalité des régions du monde, la pollution par les substances chimiques, par exemple l'utilisation massive de pesticides et d'engrais chimiques et les rejets des installations industrielles, avec leurs conséquences sur les milieux aquatiques, l'air et les sols mettent directement en péril les populations, en les exposant à de multiples maladies chroniques.

Dans une partie croissante de la planète, la pollution rend inutilisable l'exploitation des sols, des ressources naturelles issues de la pêche de l'agriculture, prive d'eau potable des centaines de millions d'êtres humains. Les ressources halieutiques sont en voie d'épuisement du fait de l'exploitation intensive des océans par la pêche industrielle. Chaque année, des millions d'hectares de terres cultivables deviennent totalement infertiles, inexploitable et sont en voie de désertification. Sous les effets conjugués des évolutions climatiques, de la pollution et de l'exploitation des forêts, la biodiversité est compromise par l'extinction massive d'espèces de la faune et de la flore qui jouent un rôle déterminant dans les processus de fertilisation des sols, de pollinisation des cultures et d'adaptation des modes de cultures aux aléas du climat.

Dans les pays capitalistes dits « avancés », l'existence d'un prolétariat organisé a abouti à ce que soit mis en œuvre certaines législations visant à contrôler, tout au moins à limiter, la pollution résultant des activités industrielles (il est à noter qu'en France, par exemple, du fait de la réduction du nombre de fonctionnaires par la mise en œuvre de la RGPP, les corps techniques de contrôle de l'Etat sont en cours de démantèlement). C'est le cas en Europe occidentale et en Amérique du Nord.

Mais dans les autres régions du monde, dans les pays coloniaux et semi-coloniaux, les capitalistes ont généralement gardé les coudées franches, ce qui est par ailleurs un facteur non négligeable de rentabilité de leurs investissements. Pour exemples : la Chine, transformée en atelier du monde où les pollutions atteignent des niveaux effroyables ; l'Afrique, qui sert en partie de décharge pour les déchets industriels de l'Europe ; l'Amérique du Sud et l'Indonésie, qui subissent les effets dévastateurs de la déforestation. Les exemples pourraient être multipliés.

Il faut aussi noter que dans les pays qui constituaient l'ex-URSS et dans les régions d'Europe centrale qui ont été sous la domination de la bureaucratie du Kremlin, la dégradation de l'environnement par la pollution atteint des niveaux records avec des effets catastrophiques sur la santé des populations concernées (un exemple : la Pologne est considérée comme le pays le plus pollué au monde!).

Mais en fin de compte, ce n'est pas abstraitement « la planète » qui est en danger. Dans l'immédiat, se sont les masses laborieuses qui payent un lourd tribut à la survie du mode de production capitaliste. Ce sont elles les victimes de l'exploitation anarchique, dictée par la logique du profit, des ressources de la nature conduisant à une dégradation sans précédent dans l'histoire de l'humanité de la biosphère.

Les dernières décennies sont jalonnées d'« accidents industriels » terrifiants. La presse a rappelé récemment l'explosion de l'usine chimique Union Carbide, à Bhopal en Inde. En 1985, en trois jours, 8000 à 10000 personnes sont mortes du fait de l'exposition aux gaz toxiques. Par la suite 25000 personnes ont péri du fait de l'exposition aux déchets laissés aux abords de l'usine, déchets auxquels restent encore exposés des dizaines de milliers.

En 1986, l'accident nucléaire de Tchernobyl a pris des allures d'apocalypse. Selon les données officielles, près de 4 millions de personnes vivent encore dans des zones contaminées où l'exposition dépasse les normes sanitaires de l'Organisation mondiale de la santé ; près d'un million de personnes devraient être déplacées de leur lieu actuel de résidence.

Selon l'ONU, les « catastrophes climatiques » aurait fait 20 millions de déplacés en 2008. Il faut préciser : « les catastrophes naturelles ou climatiques », provoquées ou pas par les changements climatiques, ont bon dos. En effet, pour les médias (radio, télévision, journaux), chaque catastrophe (ouragans, raz-de-marée, tremblements de terre, etc.) est du pain béni pour augmenter l'audience et les ventes. Ils se gavent sur la misère du monde, en cultivant un voyeurisme écoeurant, et profitent de l'occasion pour faire de la publicité sur l'« assistance » des puissances impérialistes, « assistance » tout à fait

dérisoire au regard des besoins auxquels sont confrontés les « sinistrés ». Car les victimes, par centaines de milliers, ce sont avant tout les masses laborieuses du fait de la cupidité des capitalistes. Les premières victimes, ce sont les millions d'êtres humains qui vivent dans les favelas et les bidonvilles. Ce sont celles qui, comme l'ont montré les tremblements de terre en Italie en 2009, sont entassées dans des habitations où aucune des normes de construction antisismiques n'ont été respectées. Ce sont celles de l'ouragan Katrina en 2005, alors que les budgets destinés à l'entretien des digues ont été détournés dès 2000 vers l'armement des troupes de l'impérialisme US en Irak ! Les exemples pourraient être multipliés.

Il faut le répéter avec Marx : « *La production capitaliste ne développe donc la technique et la combinaison du procès de production sociale qu'en épuisant en même temps les deux sources d'où jaillit toute richesse : la terre et le travailleur* ».

L'homme et la nature pour Marx, Engels ou Lénine

Il serait totalement anachronique de reprocher à Marx et Engels de ne pas avoir analysé les effets dévastateurs de mode de production capitaliste sur l'environnement tels qu'ils s'expriment à notre époque. Mais armés de la méthode du matérialisme dialectique qu'ils ont élaborée, il ne fait aucun doute qu'ils avaient une claire compréhension des ravages qu'engendrent les forces productives soumises à la loi du profit capitaliste tant dans l'industrie que dans l'agriculture. Marx a été cité plus haut. Mais on peut aussi rappeler que sa dans sa *Critique du programme de Gotha* (le congrès de Gotha s'est tenu en mai 1875 ; il a été le congrès fondateur du Parti ouvrier socialiste allemand), il corrige la phrase « *le travail est la source de toute richesse* » en expliquant : « *le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme* ».

Engels éclairé par les données scientifiques en son temps disponibles par l'étude encyclopédique des travaux des physiciens (Carnot, Podolinski), des biologistes (Darwin, Haeckel), géographes (Humboldt, Reclus) et agronomes (Liebig) du XIX^e siècle écrivait dans *Dialectique de la Nature* (nous soulignons) : « *... par les changements qu'il y apporte, l'homme l'amène (la nature) à servir à ses fins, il la domine. Et c'est en cela que consiste la dernière différence essentielle entre l'homme et le reste des animaux, et cette différence, c'est encore une fois au travail que l'homme la doit. Cependant, ne nous flattons pas trop de nos victoires sur la nature. Elle se venge sur nous de chacune d'elles. Chaque victoire a certes en premier lieu les conséquences que nous avons escomptées, mais en second et en troisième lieu, elle a des effets tout différents, imprévus, qui ne détruisent que trop souvent ces premières conséquences. Les gens qui, en Mésopotamie, en Grèce, en Asie mineure et autres lieux essartaient les forêts pour gagner de la terre arable, étaient loin de s'attendre à jeter par là les bases de l'actuelle désolation de ces pays, en détruisant avec les forêts les centres d'accumulation et de conservation de l'humidité. Les Italiens qui, sur le versant sud des Alpes, saccageaient les forêts de sapins, conservées avec tant de soins sur le versant nord, n'avaient pas idée qu'ils savaient par là l'élevage de haute montagne sur leur territoire ; ils soupçonnaient moins encore que, ce faisant, ils privaient d'eau leurs sources de montagne pendant la plus grande partie de l'année et que celles-ci, à la saison des pluies, allaient déverser sur la plaine des torrents d'autant plus furieux. Ceux qui répandirent la pomme*

de terre en Europe ne savaient pas qu'avec les tubercules farineux ils répandaient aussi la scrofule.

Et ainsi les faits nous rappellent à chaque pas que nous ne régnons nullement sur la nature comme un conquérant règne sur un peuple étranger, comme quelqu'un qui serait en dehors de la nature, mais que nous lui appartenons avec notre chair, notre sang, notre cerveau, que nous sommes dans son sein, et que toute notre domination sur elle réside dans l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement. »

« *Mais s'il a déjà fallu le travail de millénaires pour que nous apprenions dans une certaine mesure à calculer les effets naturels lointains de nos actions visant la production, ce fut bien plus difficile encore en ce qui concerne les conséquences sociales lointaines de ces actions. Nous avons fait mention de la pomme de terre et de la propagation de la scrofule qui l'a suivie. Mais qu'est ce que la scrofule à côté des effets qu'a eus sur les conditions de vie des masses populaires de pays entiers la réduction de la nourriture de la population laborieuse aux seules pommes de terre ? Qu'est-elle à côté de la famine qui, à la suite de la maladie de la pomme de terre, s'abattit sur l'Irlande en 1847, conduisit à la tombe un million d'Irlandais se nourrissant exclusivement ou presque exclusivement de ces tubercules et en jeta deux millions au-delà de l'océan* »

« *La science sociale de la bourgeoisie, l'économie politique classique, ne s'occupe principalement que des effets sociaux immédiatement recherchés des actions humaines orientées vers la production et l'échange. Cela correspond tout à fait à l'organisation sociale dont elle est l'expression théorique. Là où des capitalistes individuels produisent et échangent pour le profit immédiat, on ne peut prendre en considération au premier chef que les résultats les plus proches, les plus immédiats. Pourvu que individuellement le fabricant ou le négociant vende la marchandise produite ou achetée avec le petit profit d'usage, il est satisfait et ne se préoccupe pas de ce qu'il advient ensuite de la marchandise et de son acheteur. Il en va de même des effets naturels de ces actions. Les planteurs espagnols à Cuba qui incendièrent les forêts sur les pentes et trouvèrent dans la cendre assez d'engrais pour une génération d'arbres à café extrêmement rentables, que leur importait que, par la suite, les averses tropicales emportent la couche de terre superficielle désormais sans protection, ne laissant derrière elle que les rochers nus ? Vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible ; et ensuite on s'étonne encore que les*

conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées... »

Les partisans de l'« écologie politique » n'ont de cesse de s'en prendre aux « productivistes » que ce sont les marxistes, dont Engels, Mehring et Lénine. Or ceux-ci (pour ce dernier dans son ouvrage *Matérialisme et empiriocriticisme*) ont considéré que les travaux de Ernst Haeckel (biologiste allemand qui inventa en 1866 le terme « écologie » et posa les bases de cette science) constituaient un apport décisif au matérialisme scientifique.

Lénine explique : « *La tempête soulevée dans les pays civilisés par Les Enigmes de l'Univers de E. Haeckel a fait ressortir avec un singulier relief l'esprit de parti en philosophie, dans la société contemporaine d'une part et, de l'autre, la véritable portée sociale*

de la lutte du matérialisme contre l'idéalisme et, l'agnosticisme. La diffusion de ce livre par centaines de milliers d'exemplaires, immédiatement, traduit dans toutes les langues et répandu en éditions à bon marché, atteste avec évidence que cet ouvrage « est allé au peuple », et que E. Haeckel a du coup conquis des masses de lecteurs. Ce petit livre populaire est devenu une arme de la lutte de classe. Dans tous les pays du monde, les professeurs de philosophie et de théologie se sont mis de mille manières à réfuter et à pourfendre Haeckel. (...) Les théologiens partis en guerre contre Haeckel sont légion (...) dans tout ce rugissement des bonzes de la philosophie, (...) l'oreille discerne ce motif essentiel : contre la « métaphysique » des sciences de la nature, contre le « dogmatisme », contre l'exagération de la valeur et de la portée des sciences », contre le « matérialisme des sciences ». Il est matérialiste, (...) Haro sur le matérialiste ! ».

La réaction peinte en vert

L'écologie est une science, celle du rapport des êtres vivants, dont l'espèce humaine, avec la nature. Elle s'est développée à partir du milieu du XIX^e siècle. Comme toute les sciences et techniques, ce sont d'ailleurs les besoins du mode de production capitaliste, par exemple dans le domaine de l'agronomie, qui furent le moteur de son développement. Mais l'écologie politique est une idéologie réactionnaire au service du capital.

Les mouvements et partis Verts se réclament de l'écologie politique. Ce sont des organisations bourgeoises ou petites bourgeoises réactionnaires. Il ne s'agit pas ici de refaire un historique de leur développement mais de rappeler quelques jalons. En France, le premier mouvement politique écologique a été constitué par Antoine Waechter en 1973. En 1984 s'est constitué le parti Les Verts. Sur une ligne de fond « ni droite, ni gauche », l'inspiration est en ligne avec celle des naturalistes réactionnaires prônant le retour à la nature, la défense du régionalisme, l'éloge du monde rural, la référence à « l'identité ».

A. Waechter, Dominique Voynet, Yves Cochet et bien d'autres ont été des disciples du naturaliste Robert Hainard dont on peut résumer ainsi la pensée : « *A mots couverts, Robert Hainard se déclare même en faveur de la lutte pour la vie. C'est bien elle qui permet à la nature de trouver un certain équilibre. La vie, en effet, qui offre son spectacle harmonieux aux hommes, connaît par ailleurs des régulations brèves mais impitoyables. Les malades et les individus en surnombre sont radicalement éliminés. Mais ces régulations sont nécessaires à son équilibre (...) S'il l'on tente de situer les propos de Robert Hainard dans le champ des idées politiques, il est difficile de les concevoir ailleurs que très à droite »* (Jean Jacob, *Histoire de l'Ecologie politique*).

En tant que parti politique, Les Verts, jusqu'en 1989, ont joué un rôle marginal avec des résultats électoraux en dents de scie stagnant au-dessous de 4 % des exprimés. En réalité, c'est en France le Parti socialiste qui va leur donner une certaine place politique en relation avec la politique d'ouverture impulsée par Mitterrand.

C'est à la demande de Mitterrand, inquiet du succès relatif Verts aux élections régionales de 1989 avec 10,6 % des exprimés, que Brice Lalonde fondera Génération Ecologie en 1990, avec Jean-Louis Borloo, afin de faire contrepoids au « ni droite, ni gauche » des Verts. De 1988 à 1992, Lalonde participera aux gouvernements Rocard, puis Cresson. Le parcours politique permet de situer le personnage : en 1995 il a appelé à voter Chirac pour se rapprocher ensuite de Madelin ; il a

été nommé par Sarkozy ambassadeur des négociations sur le changement climatique.

En 1994, Les Verts, alléchés par la réussite de Lalonde, cherchent à se débarrasser de leurs oripeaux « naturalistes » et, sous l'impulsion de Dominique Voynet et de Noël Mamère, acceptent le principe d'alliances et d'accords électoraux dès le premier tour avec le PS.

En 1997, Lionel Jospin poursuit la politique initiée par Mitterrand. Les Verts sont l'une des composantes de la gauche plurielle, le PS leur offrant un certain nombre de circonscriptions aux élections législatives de 1997. Dominique Voynet, remplacée en 2001 par Yves Cochet, est au gouvernement en tant que ministre de l'Environnement et de l'Aménagement du territoire. Après la gifle reçue par Dominique Voynet à l'élection présidentielle de 2007 (1,57 % des exprimés), l'aventurier Daniel Cohn-Bendit reprend la main avec la création en 2008 du rassemblement Europe Ecologie constitué par Les Verts et la Fédération Régions et Peuples solidaires, fédération d'associations écologistes parmi lesquelles les plus réactionnaires.

A l'occasion des dernières élections européennes, les listes présentées sous la bannière Europe Ecologie ont été propulsées par la bourgeoisie contre le PS. La même opération pourrait être remise sur l'établi à l'approche des élections régionales de mars 2010. Quoi qu'il en soit, Les Verts et Europe Ecologie restent des instruments politiques au service de la bourgeoisie.

Est-ce exagéré de qualifier l'écologie politique d'idéologie réactionnaire ? Comme le dit le dicton, « *chassez la nature, il revient au galop* ». On peut citer quelques exemples qui valent autant que l'exposé fastidieux des programmes. Ainsi, Yves Cochet, député Vert, a déclaré en septembre dernier devant l'université d'été du MEDEF :

« *Il faut réduire les allocations familiales à partir du troisième enfant (...). On ne peut sérieusement réfléchir sur la question démographique qu'en prenant comme indicateur principal l'empreinte écologique. C'est-à-dire la multiplication entre le nombre d'habitants d'un territoire et leur impact sur l'environnement. Soit encore l'extraction des ressources naturelles avant la production et les rejets après la consommation. Donc un enfant européen a une empreinte dix fois supérieure à un enfant africain* ».

Ou encore Daniel Cohn-Bendit : « *L'écologie politique défend un projet de société. Prenez Ivan Illich, l'un de ses fondateurs (...) Il a analysé comment l'école obligatoire pour tous pouvait paralyser l'apparition de formes d'éducation innovantes* ». Dans la même interview publiée dans *Le Monde magazine* du

5/10/2009, il déclare : « Prenons le débat sur la Poste. On s'enferme comme d'habitude dans un débat stérile public-privé, on n'essaie pas de réinventer le rôle de la Poste, de la penser à l'intérieur du développement du territoire... l'écologie politique refuse la désresponsabilisation, compte sur l'esprit d'entreprise, l'associatif, la réflexion de chacun ».

Pour l'écologie politique, il ne s'agit en aucun cas de remettre en cause le mode de production capitaliste. Le programme des organisations comme Les Verts sur des questions fondamentales pour le capital, par exemple celle de la réforme des

retraites, est celui de la bourgeoisie (sur les retraites, Cohn-Bendit déclare : « je suis d'accord pour travailler jusqu'à 65 ans, si on commence à travailler à mi-temps à partir de cinquante-cinq ans ? Une préretraite active de cinquante-cinq ans à soixante-dix, allant crescendo »). C'est une idéologie politique utilisée par la bourgeoisie et les appareils contre-révolutionnaires pour défendre l'ordre bourgeois en contribuant au désarmement politique des travailleurs et de la jeunesse.

La destruction de l'environnement résulte de l'impasse de mode de production capitaliste

Le sommet de Copenhague a été un échec. Malgré les affirmations des appareils contre-révolutionnaires, il ne pouvait en être autrement. Les antagonismes inter-impérialistes et le mode de production capitaliste en tant que tel sont contradictoires avec la mise en place d'une « gouvernance mondiale » en matière d'environnement.

De ce sommet, n'est sortie qu'une vague déclaration d'intention. *Le Monde* du 22/12/2009 résume : « Concrètement la conférence se solde par un texte dénommé « accord de Copenhague » qui a seulement pu être acté et non adopté faute de consensus. Ce texte n'a pas été signé par la vingtaine d'Etats qui l'ont rédigé et il ne vaut que pour ceux qui s'y rallieront. Les Etats ont jusqu'à la fin du mois de janvier pour décider d'y inscrire leurs engagements de réduction de gaz à effet de serre et les actions qu'ils entreprendront pour y parvenir ».

Autant le dire, c'est un véritable fiasco !

Si l'on considère le seul aspect des évolutions du climat, les accords et les protocoles signés depuis une quinzaine d'années n'ont pas permis de faire un quelconque progrès. *Le Monde* du 19 novembre 2009 commente : « Rien ne semble y faire. Ni la diplomatie climatique, ni la crise économique. Selon l'étude annuelle du consortium scientifique Global Carbon Project publiée mardi 17 novembre dans la revue *Nature Geoscience*, les émissions mondiale de CO₂ ont augmenté en 2008 établissant un nouveau record de 10 milliard de tonnes de carbone (GtC) (...) Sans surprise, la combustion des ressources fossiles (pétrole, charbon, gaz, etc.) compte pour l'essentiel des émissions humaines de CO₂, soit environ 8,7 GtC. Un montant excédant de 29 % le niveau de l'année 2000 et de 41 % celui de 1990, année de référence du protocole de Kyoto ».

Dans le mode de production capitaliste, l'organisation de la production n'est pas orientée par la satisfaction des besoins des larges masses. Elle est déterminée par la course au profit, l'extraction de la plus-value et l'accumulation du capital. Dans *le Capital*, Marx indique que « la production n'est une production que pour le capital et non l'inverse, les moyens de production n'y sont pas élargis au bénéfice de la société des producteurs ».

Dans la brochure *Aperçus sur les crises à l'époque impérialiste*, Stéphane Just citait Marx : « On produit trop de moyens de travail et de subsistance pour les faire fonctionner comme moyens d'exploitation à un certain taux de profit » ; et il expliquait : « Le mode de production capitaliste est le seul mode de production sociale qui engendre des crises de surproduction. Dans tous les autres modes de production sociale antérieurs, les crises résultaient généralement au contraire de l'insuffisance de la production sociale. C'est que tous les modes de production sociale qui ont précédé le mode de production capitaliste (...) avaient comme moteur la satisfaction des besoins sociaux. La production dans le mode de production capitaliste doit également satisfaire des besoins sociaux, mais son moteur est la production de la plus-value, sa réalisation en argent, une partie de cette plus-value se transformant en capital supplémentaire. »

La recherche du profit conduit à ce que capital épuise toujours plus « la terre et les travailleurs ». La production, le transport des marchandises et leur commercialisation se développent en réalité d'une manière anarchique dans tous les domaines avec une exploitation sans ménagement et un gaspillage énorme des ressources naturelles conduisant à leur épuisement. Les puissances impérialistes dominantes procèdent à un véritable pillage de la planète, pillage qui reste la raison profonde des conflits armés dans le monde. Dans le même temps, alors que la satisfaction des besoins élémentaires des masses en matière d'alimentation, de santé et d'éducation est constamment remise en cause ou tout simplement niée, plongeant ainsi une partie de l'humanité dans la misère et la barbarie, des besoins artificiels, conduisant à une sorte de surconsommation avide de la partie « solvable » de l'humanité (ou rendue momentanément solvable par le développement du crédit) sont créés.

A titre d'exemple, des études récentes démontrent, selon *Le Monde* du 12/12/2009, qu'aux USA 40 % de l'alimentation disponible est jetée et que « ce gâchis entraîne la dilapidation d'un quart de l'eau douce consommée annuellement dans le pays (...) ; ces données confirment des estimations antérieures du gaspillage alimentaire dans les pays développés, évalué de 30 à 40 % des denrées ».

Dans le même temps, plus d'un milliard d'êtres humains souffrent de malnutrition et des dizaines de millions meurent chaque année, soit directement de famine, soit indirectement du fait des pathologies provoquées par la sous-alimentation.

Leur condition ne risque pas de s'améliorer. Ainsi depuis quelques années, les trusts de l'agroalimentaire, les producteurs d'agrocultures, les fonds d'investissements privés ou souverains qui veulent spéculer sur les denrées alimentaires, s'accaparent des millions d'hectares de terre cultivables en Asie, en Afrique et en Amérique du Sud. Une grande partie de ses terres sont destinées à des cultures industrielles en direction du marché mondial pour l'agroalimentaire (par exemple celle des palmiers à huile) ou pour la fabrication d'agrocultures (par exemple la canne à sucre, le maïs). Les zones concernées deviennent importatrices de céréales pour nourrir les populations locales... payées au prix fort du fait de la spéculation.

« Crise écologique », « crise alimentaire », voire « crise sociale », ces expressions sont utilisées en boucle par les idéologues au service du capital et par ses agents dans le mouvement ouvrier, de la « gauche à la gauche de la gauche », afin de masquer qu'en réalité, c'est de la crise du mode de production capitaliste, à son stade suprême de développement dont il est question. Effectivement, l'impérialisme pourrissant mène l'humanité toute entière à la catastrophe.

Combattre pour le socialisme

Il faut préciser les choses sur le « productivisme » et autres rabâchages sur la décroissance (notons que les partisans de la décroissance voient une partie de leur programme largement réalisée avec la crise économique actuelle!).

Contrairement aux accusations, on pourrait dire aux fatwas, prononcées contre eux par les écologistes de tout bord, ni Marx, ni Engels, pas plus que les marxistes en général, ne sont « productivistes ». Ils ont simplement analysé que le mode de production capitaliste avait développé les forces productives et la socialisation de la production ainsi que la productivité du travail de telle manière qu'étaient en voie de réalisation les conditions objectives permettant à chaque être humain d'être libéré des contraintes quotidiennes pour assurer sa survie élémentaire et de consacrer une partie croissante de sa vie à son développements intellectuel, artistique, etc.

Ce n'est pas le « productivisme » qui est la source des dégâts irréversibles portés à la planète, dégâts qui, à terme, pourraient remettre en cause la possibilité d'y survivre. C'est le développement de la production dans le cadre des rapports sociaux de production capitalistes.

Marx et Engels n'ont jamais expliqué que le développement de la production et de la productivité du travail en soi allait permettre mécaniquement à l'humanité de résoudre les questions fondamentales qui assaillent les larges masses. Pour eux, la condition nécessaire pour que l'humanité passe à un stade supérieur de développement en intégrant les acquis du mode de production capitaliste était d'en finir avec l'aliénation du travail par le capital. En clair, qu'à l'échelle mondiale, il était nécessaire que le prolétariat prenne le pouvoir et exproprie le capital. Ce sont les fondements du combat pour le socialisme.

Ce n'est pas le propos de CPS de se prononcer sur le fait que les développements de l'énergie nucléaire, les nanotechnologies, le génie génétique et les OGM, etc. représentent ou pas un risque pour l'humanité. Il est à souligner que ces sciences et techniques n'ont pas en soi un caractère de classe.

Dans *Littérature et révolution*, Léon Trotsky rappelle: « La technique et la science ont leur propre logique, la logique de la connaissance de la nature et de son asservissement aux intérêts de l'homme. Mais la technique et la science ne se développent pas dans

le vide, elles le font dans une société humaine divisée en classes. La classe dirigeante, la classe possédante domine la technique et, à travers elle, elle domine la nature. La technique en elle-même ne peut être appelée militariste ou pacifiste. Dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme ».

Ce qui est une certitude, c'est que dans le contexte de la propriété privée des moyens de production, le développement de ces technologies ne peut se faire, comme l'indique Engels, qu'en prenant en considération « le résultat le plus proche », c'est-à-dire la réalisation du profit au mépris des risques potentiels pour l'humanité.

C'est seulement libérés de la domination du capital, leur activité étant uniquement orientée par la satisfaction des besoins réels de l'humanité, que les chercheurs, les ingénieurs et les scientifiques pourront traiter en toute indépendance de ces questions.

Indiscutablement, le mode de production capitaliste a aussi développé les techniques qui permettent à l'homme de réparer la nature ou tout au moins de maîtriser les conditions dans lesquelles il l'exploite. Mais tant que perdurera le mode de production capitaliste, ces techniques ne seront mise en œuvre que dans la mesure où elles permettront la réalisation du profit et l'accumulation du capital.

Pour conclure, on peut citer Léon Trosky qui résume avec son optimisme révolutionnaire le sens du combat pour le socialisme :

« L'homme socialiste maîtrisera la nature entière, y compris ses faisans et ses esturgeons, au moyen de la machine. Il désignera les lieux où les montagnes doivent être abattues, changera le cours des rivières et emprisonnera les océans. Les idéalistes nigauds peuvent dire que tout cela finira par manquer d'agrément, c'est pourquoi ce sont des nigauds. Pistent-ils que tout le globe terrestre sera tiré au cordeau, que les forêts seront transformées en parcs et en jardins ? Il restera des fourrés et des forêts, des faisans et des tigres, là où l'homme leur dira de rester. Et l'homme s'y prendra de telle façon que le tigre ne remarquera même pas la présence de la machine, qu'il continuera à vivre comme il a vécu. La machine ne s'opposera pas à la terre. Elle est un instrument de l'homme moderne dans tous les domaines de la vie. »

L'Écosocialisme contre le socialisme

C'est sous ce titre que l'avant-dernier paragraphe de l'article de CPS n° 80, qui portait sur la menace cataclysmique que fait peser sur l'humanité le dérèglement climatique généré par le système capitaliste, aborde l'obstacle que représente « l'Écosocialisme », une offensive idéologique contre le socialisme. Comme le précise Michaël Löwy dans son livre¹, « ce courant est loin d'être politiquement homogène mais la plupart de ses représentants partagent certains thèmes communs » ; c'est peu dire que règnent une grande confusion et un éclectisme politiques dans des arguments qui quelquefois frisent la « décroissance » de la pensée, pour paraphraser les « penseurs de la décroissance », alliés des tenants de « l'Écosocialisme ».

Cette offensive vient de courants qui se réclament formellement de Marx, comme l'ex-Secrétariat unifié (ex-SU), aujourd'hui « Bureau exécutif de la IV^e internationale », qui publie la revue *Inprecor*. Lui-même se réclame frauduleusement du trotskysme. De ce fait, il s'agit d'aider les militants à dégager de ce palimpseste du révisionnisme les enjeux politiques de cette offensive.

En 2021, le « Comité international de la IV^e internationale » a adopté une motion intitulée « la lutte pour le climat en perspective de la COP26 », une base programmatique du concept « d'Écosocialisme » rompant de façon explicite avec le modèle « productiviste » du socialisme selon Marx. Les instigateurs de ce texte, Daniel Tanuro et Michael Löwy, se sont engagés depuis des années et nombre de publications dans une croisade ambitieuse visant à « écologiser le marxisme » et « renouveler profondément la pensée marxiste », citations extraites des livres de Tanuro (*L'Impossible capitalisme vert* et *Trop tard pour être pessimistes*) et de Löwy (*Qu'est-ce que l'Écosocialisme ?*). Le but des ces auteurs est de tenter « d'articuler luttes sociales et écologiques » et de résoudre la question suivante : « Quelles erreurs ceux qui se réclament du socialisme ont-ils commises pour que cette articulation soit si difficile ? ».

Pour nous aider dans cette tâche, nos chantres de la « synthèse dynamique des approches "rouges et vertes" » qui, s'« ils n'ont pas de plan fixe pour la transformation de la société et adoptent un point de vue critique envers les expériences réalisées au nom du socialisme au cours du dernier siècle (...) ont en commun la conviction que la création d'un avenir viable exige que le monde

entier travaille ensemble pour éliminer le capitalisme et construire une société alternative, fondée sur les principes de la justice sociale et environnementale, ainsi que sur la participation populaire »², ont dans ce but publié des « notes pour contribuer au débat sur la société future ». Ces notes proviennent de la « commission écologie de la IV^e internationale » (*Inprecor*, juillet 2020) :

« L'abolition du capitalisme est une condition indispensable, mais en aucun cas suffisante. Sortir de la crise écologique nécessite d'aller au-delà de la critique du mode de production capitaliste. Une révolution culturelle est nécessaire, qui devra continuer bien au-delà de l'abolition du capital. »

On notera que « sans plan fixe », donc sans programme de transformation sociale, pour les Écosocialistes de l'ex-SU, la nécessité de la critique du mode de production visant à l'abolition du capitalisme semble superfétatoire sans une « révolution culturelle » écologique.

Nous nous cantonnerons à commenter quelques points qui tiennent à cœur nos croisés de l'Écosocialisme, tant à *Inprecor* que dans les ouvrages évoqués, et qui renvoient aux fondements du programme socialiste. Concernant les autres développements « idéaux », moralistes et éclectiques « pour contribuer au débat sur la société future », on ne sait trop s'ils font l'objet d'un programme pour cercles *new age* ; ils sont en vrac : les besoins aliénants à déconstruire, l'être plutôt que l'avoir, étendre l'anticapitalisme aux objets, la démarchandisation et la gratuité, le règne de la liberté, reconstituer des communautés humaines durables, les relations entre humains et animaux ou argumenter contre l'anthropocentrisme, etc. Nous nous limiterons à rappeler la citation de Marx et Engels :

« Une transformation massive des hommes s'avère nécessaire pour la création en masse de cette conscience communiste comme aussi pour mener à bien la chose elle-même ; or, une telle transformation ne peut s'avérer que par un mouvement pratique, par une révolution ; cette révolution n'est donc pas seulement rendue nécessaire parce qu'elle est le seul moyen de renverser la classe dominante, elle l'est également parce que seule une révolution permettra à la classe qui renverse l'autre de balayer toute la pourriture du vieux système qui lui colle après et de devenir apte à fonder la société sur des bases nouvelles » (*L'Idéologie allemande*).

« Déconstruire la propriété, construire le commun »

Les membres de la « commission écologie » concèdent en passant que : « L'expropriation des groupes capitalistes et l'abolition de la propriété privée des ressources naturelles et des ressources du savoir s'imposent. Mais au-delà se pose la question de quelle socialisation ? Ces questions nous amènent à déconstruire la notion de propriété au profit d'une conception du commun. Le commun est un processus social et non un donné naturel qui ferait de certains domaines des communs par essence (...) Il s'agit d'une construction sociale infiniment plus riche que la propriété exclusive, qui remet au centre la démocratie et rompt avec la marchandisation qui uniformise tout ce qu'elle touche. »

Loin de « déconstruire la notion de propriété (...) pour remettre au centre la démocratie », pour les communistes, avec la création

de la Ligue des Communistes en 1847 confiant à Marx et Engels le soin de rédiger le *Manifeste communiste*, il s'agit maintenant de comprendre « le mouvement réel » et non plus de s'orienter à partir d'idées utopiques.

C'est pourquoi il faut partir de l'étude de la dynamique des rapports sociaux de production et de leur expression politique, la lutte des classes. Quant à l'action, c'est « en finir avec les traditions des sociétés utopistes sur le bien commun »³ en élaborant le programme du socialisme, et construire le parti mondial de la classe ouvrière. Mais Löwy (p. 28 de son ouvrage précédemment cité) et l'ex-SU nous invitent à « enrichir le matérialisme historique » avec les idées de Charles Fourier et celles de Walter Benjamin (un auteur « marxiste » imprégné

de messianisme et de religion), pour une « *nouvelle harmonie entre la société et la nature et contre le culte du progrès technique, faire de ces socialistes utopiques un complément à Marx* » (p. 90). Dans les *Manuscrits de 1844*, Marx voit dans les communs « *une approche d'un communisme grossier, une expression positive de la propriété généralisée* ». Pour lui, c'est une conception imaginaire de la communauté qui fait de tous les individus des travailleurs soumis à la domination du capital collectif et « *tous égaux dans la pauvreté partagée* ».

Plus ancré dans les rapports sociaux de production capitaliste, le prix Nobel d'économie Elinor Ostrom, qui ne remettait en cause ni l'économie libérale ni le marché, plaidait dès les années 1990 pour une « *gouvernance des communs* », c'est-à-dire

une pratique collective organisée qui soit à même d'empêcher l'épuisement des ressources naturelles. Ses travaux ne signifiaient pas supprimer la propriété privée ni même restreindre son périmètre par transfert aux services publics de certains domaines d'activité (santé, éducation, etc.).

Très vite, une frange écologiste à la recherche d'une « *solution au dépassement du capitalisme* » a substitué le « *temps du commun* » à l'appropriation collective des moyens de production par l'Etat ouvrier. C'est à celle-ci que l'ex-SU, par ce verbiage, tente de s'associer en tournant le dos au programme de la révolution qui est : destruction de l'Etat capitaliste et abolition de la propriété privée des moyens de production et non des seules « *ressources naturelles et du savoir* ».

« Transformer radicalement l'appareil productif »

« *L'appareil productif n'est pas neutre, il est tout entier construit, organisé pour l'accumulation capitaliste, le pillage impérialiste (...)*

Des technologies sont effectivement destructrices (nucléaire, armement, biocides, pétrochimie, élevage industriel), des secteurs d'activité sont inutiles et destructeurs comme la publicité (...) et l'expropriation des capitalistes n'y changera rien !

Il ne s'agit pas seulement d'exproprier et socialiser l'appareil productif, mais d'en transformer radicalement la conception (...) »

Dans son livre (p. 29), Löwy cite Bagarolo, autre dirigeant du SU : « *la formule selon laquelle se produit une transformation de forces potentiellement productives en forces effectivement destructrices nous semble plus appropriée et plus significative que le schéma bien connu de la contradiction entre forces productives et*

rapports de productions qui les enchaînent » ; il ajoute : « *qu'il soit marxiste ou pas le mouvement ouvrier traditionnel reste marqué par l'idéologie du progrès et par le productivisme* ».

Enfin, dans les « 18 thèses pour l'écosocialisme » : « *Nous combattons donc les deux moteurs du système actuel : le capitalisme et le productivisme.* »

Juger de la production indépendamment de l'organisation de la société, de la nature de classe des rapports de production, de leurs capacités à développer ou non les forces productives sociales, c'est être en opposition avec la méthode de Marx qui, elle, souligne le caractère contradictoire, limité et purement historique, donc transitoire, du système de production capitaliste.

Forces productives et rapports sociaux de production

« En produisant, les hommes ne sont pas seulement en rapport avec la nature (...) *Pour produire, ils établissent entre eux des liens et des rapports bien déterminés : leur contact avec la nature, autrement dit la production, s'effectue uniquement dans le cadre de ces liens et de ces rapports sociaux.* » (Karl Marx, *Grundrisse*)

Les forces productives sont « le médiateur entre l'homme et la nature » mais aussi des rapports des hommes entre eux. Elles sont donc le produit de rapports de production et d'un mode de production déterminé : aujourd'hui le capitalisme. Le pouvoir productif de l'humanité se réalise dans le cadre stimulant ou contraignant, selon leurs évolutions, de ces rapports sociaux.

Chaque société divisée en classes s'est constituée à partir des moyens définis principalement par la lutte contre la nature et non à son adaptation. Dans son ouvrage *Dialectique de la nature*, Engels explique : « *Nous ne devons pas nous vanter trop de nos victoires humaines sur la nature. Pour chacune de ces victoires, la nature se venge sur nous. Il est vrai que chaque victoire nous donne, en première instance, les résultats attendus, mais en deuxième et troisième instance elle a des effets différents, inattendus qui trop souvent annulent le premier...* ».

Ces moyens ont évolué en fonction du développement des sciences et de la technique. Leur base, ce sont les forces productives dans lesquelles s'expriment matériellement l'habileté économique de l'homme, son savoir-faire historique pour assurer son existence. Sur cette base dynamique croissent les classes, qui de par leurs relations, déterminent le caractère de la culture de la société. Malgré les ruptures

intervenues dans l'histoire de l'humanité (effondrement de civilisations et de modes de production, transition vers d'autres modes de production, mais aussi les effets non maîtrisés de son action sur la nature), ainsi faite d'avancées ou de reculs, la progression des forces productives se déroule selon une certaine continuité et elles constituent un héritage transmis de génération en génération : « *l'histoire n'est pas autre chose que la succession des différentes générations dont chacune exploite les matériaux, les capitaux, les forces productives qui lui sont transmis par toutes les générations précédentes ; de ce fait, chaque génération continue donc, d'une part le mode d'activité qui lui est transmis, mais dans des circonstances radicalement transformées, et d'autre part elle modifie les anciennes circonstances en se livrant à une activité radicalement différente* » (Marx et Engels, *L'Idéologie allemande*)

Polémiquant contre Trotsky, Tanuro écrit⁴ : « *Si la technologie, en général, était une conquête fondamentale de l'humanité, les anticapitalistes d'aujourd'hui devraient inscrire à leur programme la mise en œuvre socialiste des OGM, du clonage des animaux et de l'énergie nucléaire. C'est en effet ce que font certains courants marxistes : pour eux, les dangers de ces technologies découlent uniquement des rapports de production capitalistes, de sorte que le contrôle ouvrier sur la production suffirait à les éliminer. L'exemple de la fission nucléaire montre que c'est une illusion : une fois que la réaction est lancée, aucun contrôle, ouvrier ou bourgeois, ne peut l'arrêter. Le génie génétique présente des risques analogues. C'est donc bien la technologie elle-même qui est en cause, pas seulement l'organisation de la production (...) la technologie n'est rien d'autre*

que l'application des sciences à la production, il (Trotsky) ne paraît pas intégrer le fait qu'une culture de domination peut engendrer des technologies intrinsèquement dominatrices au niveau de l'appareil productif (...) Selon nous, il est indiscutable que les techniques (...) ont un caractère de classe. (...) Il est clair que la technologie de la révolution industrielle est considérée comme caractéristique du capitalisme, et taillée sur mesure pour les objectifs de ce mode de production. »

Ces technophobes prétendent démontrer que la technologie a un contenu de classe par elle-même. C'est la technologie, le progrès des sciences en soi qui devient condamnable et non l'usage et les choix techniques qui en sont faits par le système capitaliste. Leur combat « radical » se concentre contre une prétendue « technique capitaliste » (à opposer à une technologie socialiste ?). Ainsi, les tenants de l'écosocialisme nous indiquent que la révolution doit s'assigner l'objectif de détruire l'appareil de production. Ainsi s'estompe le combat contre le capitalisme en tant que rapport social de production.

Dans le *Capital*, au paragraphe sur le machinisme, Marx développe largement l'usage que font les capitalistes de la science appliquée, de la technique, des machines : « *c'est comme puissance ennemie de l'ouvrier que le capital l'emploie et il le proclame hautement* » ; l'automatisation des usines l'illustre tous les jours depuis des décennies, par exemple Amazon qui, à l'époque de Noël, utilise des milliers de robots pour faire face aux commandes de Noël et aux menaces de grèves ; c'est la cas aussi dans les usines de périphériques Rapoo en Chine où, comme le titrait *Le Monde* en 2015 : « Face aux revendications des travailleurs, le Guangdong se robotise ». Bien qu'elle serve jusqu'à présent l'instrument d'exploitation, la technique est en même temps la condition principale de la libération de l'exploité. « La machine étrangle l'esclave salarié. Mais il ne peut se libérer qu'avec la machine »⁵. Marx, à propos des révoltes luddites et ailleurs, pour la réduction de la journée de travail rappelle dans le *Capital* : « Il faut du temps et de l'expérience avant que les ouvriers, ayant appris à distinguer entre la machine et son emploi capitaliste, dirigent leurs attaques non contre le moyen matériel de production, mais contre son mode social d'exploitation ».

Les forces productives intègrent les contradictions entre les classes sociales qui en sont la composante essentielle. Par conséquent, la capacité d'un mode de production à développer

l'ensemble de la force de production de l'humanité pour sa propre existence est un critère essentiel pour en qualifier la nature progressiste ou le caractère réactionnaire, et, dans ce dernier cas, se fixer l'objectif de sa destruction. La nécessité du renversement du système fondé sur la propriété privée des moyens de production découle pour Marx de la nature même de celui-ci marquée par son incapacité à développer les forces productives, en les transformant en forces destructives (dont les aspects environnementaux et climatiques ne sont qu'une composante) et en menant l'humanité à la stagnation, la régression, la barbarie.

A ce titre, il est amusant de constater que nos éminents écosocialistes sont les mêmes (ou leurs héritiers) que ceux qui, derrière E. Mandel et son « 3^e âge » du « néocapitalisme », au stade de l'impérialisme pourrissant (« la réaction sur toute la ligne », disait Lénine), niaient le diagnostic du *Programme de transition* de Trotsky pour la période : « La prémisses économique de la révolution prolétarienne est arrivée depuis longtemps au point le plus élevé qui puisse être atteint sous le capitalisme. Les forces productives de l'humanité ont cessé de croître » ; et qui, niant la tendance que les forces productives se transforment en force destructives, dénonçaient alors le « catastrophisme » des militants trotskistes de l'OCI.

L'analyse marxiste procède des rapports sociaux de production pour analyser les données contradictoires des rapports entre l'homme et la nature et des hommes entre eux dans leur activité productive à chaque étape de leur développement. C'est pourquoi nous reprenons à notre compte la position de Trotsky :

« *La technique et la science ont leur propre logique, la logique de la connaissance de la nature et de son asservissement (la maîtrise de ses lois, dirait Engels) aux intérêts de l'homme. Mais la technique et la science ne se développent pas dans le vide, elles le font dans une société humaine divisée en classes. La classe dirigeante, la classe possédante, domine la technique et, à travers elle, elle domine la nature. La technique en elle-même ne peut être appelée militariste ou pacifiste. Dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme (...) Tantôt la culture progresse, tantôt elle décline (...). La pensée scientifique et technique avance non sans interruption et défaillance* ».⁶

N'est-ce pas ce qu'on appelle le progrès dans sa compréhension historique et dialectique ?

Redisons-le, pour Marx, le seul fondement matériel à la révolution prolétarienne, c'est la contradiction entre les rapports sociaux de production et le développement des forces productives : « *Des formes de développement des forces productives qu'ils étaient, ces rapports en deviennent des entraves. Alors s'ouvre une époque de révolution sociale* » (*Contribution à la critique de l'économie politique*).

Mais pour nos théoriciens de l'écosocialisme, le combat pour le socialisme et le communisme ne sont en somme qu'illusion sans une « conscience écologique ».

A l'heure où le caractère décomposé du capitalisme, la crise de l'impérialisme pourrissant s'expriment, par les délocalisations et le chômage de masse, la précarisation et la déqualification du travail salarié, par des famines et des pandémies mondiales, par le développement sans fin du militarisme et de l'industrie d'armement, des conflits

meurtriers et destructeurs, les « anticapitalistes » du SU disent aux travailleurs : ce n'est pas la faute au capitalisme mais celle de la technologie et du productivisme. Travailleurs de l'automobile, de la métallurgie, des mines, au lieu de vous poser le problème de vos salaires, de vos emplois, de vos conventions collectives, de vos qualifications posez-vous d'abord la question de la nécessité de votre industrie au regard de l'intérêt supérieur de la planète !

Et en toute logique, le renversement du capitalisme étant si peu à l'ordre du jour, les résolutions, de congrès en congrès, de forums en conférences écosocialistes proposent aux organisations ouvrières un plan basé sur « *la reconversion collective et sous contrôle ouvrier des travailleurs des entreprises inutiles ou nuisibles (...). A partir de ce cadre, nous intervenons dans les luttes, notamment autour des restructurations industrielles dans les secteurs écologiquement non soutenables (automobile, par exemple), pour*

proposer des issues concrètes au choix infernal entre la poursuite de la production et la destruction de l'emploi. »⁷

Des « issues concrètes » dans les « secteurs écologiquement insoutenables », des « reconversions collectives des entreprises inutiles et nuisibles » sans le préalable du renversement du mode de production, ce n'est pas autre chose qu'une politique d'accompagnement et de justification des restructurations, des destructions et des délocalisations d'entreprises et d'emplois. Ainsi, en toute logique, Tanuro peut tirer son chapeau devant Biden/Sanders : « Je ne dirais pas que le Green New Deal tel qu'il est défendu par la gauche étasunienne est contradictoire avec une solution écosocialiste. Ce Green New Deal (GND) comporte au contraire deux idées importantes que les écosocialistes partagent pleinement : pour arrêter la catastrophe, il faut un plan, et ce plan doit nous sortir à la fois de la crise sociale et de la crise écologique. Certes leur GND n'implique pas de rupture avec la dynamique capitaliste d'accumulation, et ne met pas en cause les mécanismes

néocoloniaux, tels que la compensation carbone. Mais, contrairement à son ersatz européen proposé par la Commission de l'UE, le GND est un plan, et ce plan ambitieux de résoudre à la fois la crise sociale (l'emploi, les revenus, les conditions de travail) et la crise écologique/climatique. Ces deux caractéristiques majeures font du GND un événement politique important et un levier pour élargir le débat sur les moyens d'arrêter la catastrophe. À cet égard, l'impact de la proposition dans le mouvement ouvrier est particulièrement important et doit être favorisé. »⁸

Le Green New Deal, les plans de transition énergétique et leurs « destructions créatrices » schumpétériennes ne sont que la tentative pour le capital de préserver ses capacités d'accumulation, de lutter contre la baisse tendancielle de son taux de profit ; ils ne sont que l'expression actuelle du caractère destructif des forces productives dans le système capitaliste mondial.

La « double contradiction du capitalisme » et sa variante d'une « double exploitation du travail et de la nature »

Dans son livre⁹ (voir aussi page xx de cette brochure), J.B. Forster polémique à juste raison contre la tendance « écosocialiste » appuyée sur les travaux de James O'Connor, économiste universitaire américain. Pour Löwy, « O'Connor a ouvert une piste féconde (...) le capital met en danger ou détruit ses propres conditions à commencer par l'environnement naturel, une possibilité que Marx n'avait pas pris suffisamment en considération ». Marx serait un borgne qui n'a pas vu la « seconde contradiction » du capitalisme. Celle-ci serait due à la « rareté écologique » qui produit des crises de sous-production, car la nature et les matières premières tendent à se réduire du fait du mode de production en vigueur et deviennent la cause de la crise économique.

La « seconde contradiction » nécessiterait l'urgence de sauver la terre pour le bien de l'ensemble de l'humanité avant de régler la « première contradiction » entre la socialisation de la production et la propriété privée des moyens de production.

Comme le rappelle Forster, rien ne montre que la « rareté écologique » produise la crise économique. La disparition des espèces et de leurs ressources, le rétrécissement de la couche d'ozone, la fonte des glaciers, la surexploitation de la forêt d'Amazonie, la pollution des eaux, la désertification des sols, la raréfaction des poissons marins, n'ont provoqué ni la crise financière de 2008 ni la récession prépandémique de 2019.

« Il n'y a pas d'équivalent écologique au cycle des affaires. (...) Comme Marx l'avait signalé en son temps, si au final l'épuisement de mines de charbon peut aboutir à une augmentation du prix du charbon, d'ici là, la production est souvent dopée par la baisse des coûts de l'énergie. Durant la période 2007-2009, les prix du pétrole brut grimperont de façon spectaculaire du fait de la crainte d'une pénurie, mais ils chutèrent ensuite rapidement suite au déclin économique. Le pic pétrolier est certes désormais une préoccupation réelle, mais à aucun moment les prix mondiaux du pétrole n'ont reflété les coûts écologiques à long terme liés notamment à l'épuisement du pétrole et aux émissions de CO₂. » (Foster, Marx écologiste). Cela n'empêche pas Michael Löwy, et son Manifeste écosocialiste, de prétendre que Marx n'a pas vu les « limites naturelles au développement des forces productives ».

Ainsi il y aurait un double rapport d'exploitation : le « rapport d'exploitation capitaliste du travail », d'une part, et le « rapport fondamental d'exploitation capitaliste de la nature », d'autre part. Pour comprendre le tour de passe-passe, il faut encore une fois revenir au Capital de Marx : l'exploitation capitaliste suppose la mise en mouvement de la force de travail sur les ressources naturelles. En « exploitant la nature », le capitaliste n'en extorque aucune plus-value. L'« exploitation » de la nature, qu'elle se fasse directement par l'extraction de ressources naturelles dans les forêts, les océans ou les mines, ou indirectement par leur transformation en marchandises, ne produit de valeur nouvelle que par le truchement du travail humain. L'usage des ressources naturelles, leur pillage pour leur transformation, ne vaut, pour le capitaliste, qu'à travers ce rapport social d'exploitation.

L'« exploitation de la nature » n'a d'intérêt pour le capitaliste que dans la mesure où elle est le support à l'exploitation de la force de travail ; seules lui importent les conditions sociales et économiques qui permettent, d'une part, d'extorquer de la plus-value, d'autre part de réaliser cette plus-value dans la vente des marchandises elles-mêmes.

Prétendre dissocier l'exploitation de la nature de l'exploitation de la force de travail, parler avec O'Connor de « double contradiction du capital » c'est se livrer à une double supercherie. D'abord cela revient à faire disparaître le nœud du rapport social d'exploitation dans la production de la plus-value à travers l'utilisation du travail salarié et, par là-même, l'acteur principal du changement social, le prolétariat, au profit des « nouveaux mouvements sociaux » issus de cette « nouvelle contradiction ». Ensuite, c'est d'en appeler à la recherche de solutions politiques, sociales ou économiques visant à combattre prioritairement « l'exploitation écologique » distincte du combat contre l'exploitation de la force de travail. De là, on arrive à la participation aux grandes messes d'union sacrée du type COP, derrière les tenants du capitalisme vert, dès lors investis d'une nouvelle mission historique et frauduleusement devenus protecteurs de l'environnement pour notre propre survie.

« Articuler autogestion et planification »

« Les exigences de localisation de la production et de souveraineté alimentaire s'inscrivent dans une perspective autogestionnaire et internationaliste. »

La production, la distribution, la consommation doivent être organisées non seulement par les "producteurs et productrices" mais par l'ensemble de la société. La planification démocratique doit permettre aux hommes et aux femmes de se réappropriier comme citoyen-es, habitant-es, usager-es, les grands choix sociaux relatifs à la production, de décider de ce qu'il faut produire. Ce niveau de démocratie économique et politique doit s'articuler avec un autre niveau, celui qui nous permet en tant que travailleur-es, producteur-es de maîtriser la gestion et l'organisation de son unité de travail, de décider la manière de produire. C'est la combinaison de ces différents niveaux de démocratie qui permet la coopération et non la concurrence, une gestion effectivement rationnelle d'un point de vue écologique et social, épanouissante d'un point de vue humain, à l'échelle de l'atelier, l'entreprise, la branche (...) mais aussi de la commune, de la région, du pays et même de la planète ! »¹⁰

Dans sa « critique » du « Manifeste écosocialiste » du parti de Mélenchon, Daniel Tanuro ni voyait à redire que sa perspective « davantage étatiste et centralisatrice qu'autogestionnaire et décentralisée. Elle fait l'impasse sur la nature de classe de l'État, pare la République française de vertus qu'elle n'a pas... »¹¹. Mais nos théoriciens ne sont pas à une contradiction près. Löwy, quant à lui, signe, avec les auteurs des thèses du « Manifeste écosocialiste » évoquées ci-dessus, « les propositions alternatives de l'économie sociale et solidaire en termes d'autogestion et de coopératives » car « l'écosocialisme est une alternative pour sortir de la crise et imposer l'intérêt général humain, partager les richesses sans attendre, fonder une nouvelle économie des besoins et de la sobriété, préserver le climat, l'écosystème et sa biodiversité. » On s'étonne de ne pas y trouver la signature du Pape.

Confronté à cet électisme confus mélangeant la démarche transitoire pour un gouvernement ouvrier (qui n'est jamais cité) et la planification socialiste après la prise révolutionnaire du pouvoir, et pour dégager l'essentiel quant à la nature de classe de la gestion et de la planification, nous préférons citer ce que Stéphane Just écrivait en 1976 à propos des thèses d'Ernest Mandel :

« Mais que signifie "centraliser démocratiquement (c'est-à-dire planifier) l'autogestion de la société et de l'économie" » (E. Mandel, ndlr) ? Jusqu'alors, les marxistes pensaient,

écrivaient, disaient que le prolétariat, lorsqu'il prend le pouvoir et exproprie le capital, gère la société et l'économie.

(...)

« Le camarade Ernest Mandel consacre ses 10°, 11°, 12°, 13°, 14°, 15° Thèses : à affirmer la nécessité des conseils ouvriers, d'abord en tant qu'embryons du pouvoir prolétarien, organismes du double pouvoir, l'exigence de leur fonctionnement démocratique avant, pendant, après la prise du pouvoir ; à la nécessité qu'ils incluent les organisations syndicales et politiques des masses, à celle de la pluralité des partis. Ces parties des thèses soulèvent abondamment la question de « l'État ouvrier », de la destruction de l'État bourgeois, de la dictature du prolétariat.

(...)

Stéphane Just cite le Programme de transition :

« Dès le moment de l'apparition des comités d'usine, il s'établit en fait une dualité de pouvoir. Par son essence même, elle est quelque chose de transitoire car elle renferme en soi deux régimes inconciliables : le régime capitaliste et le régime prolétarien. »

Comme toutes les revendications du Programme, le contrôle ouvrier aboutit rapidement à une seule et même conclusion : la nécessité de prendre le pouvoir politique. (...)

Il poursuit :

(...) faut-il que le pouvoir du prolétariat soit centralisé ? "L'autogestion" de chaque usine, de chaque branche de l'économie signifie la dislocation de la planification. En outre, elle est obligatoirement anti-démocratique. Livrés à leur entreprise, à une branche de la production, les travailleurs sont le jeu des forces aveugles qu'ils ne peuvent maîtriser, qui les dominent et les écrasent. Seule la détention du pouvoir politique et son exercice central leur permettent de maîtriser la "gestion de la société et de l'économie". Alors, mais alors seulement, les masses prolétariennes peuvent contrôler l'élaboration et l'application au niveau de leur entreprise, de leurs branches réciproques de production. Encore n'est-ce pas d'une belle simplicité : les exigences générales de la société et de l'économie entrent bien souvent en contradiction avec les intérêts particuliers de tel ou tel groupe social, de tel ou tel secteur de la société, y compris des prolétaires ; la planification n'exclut pas le jeu des lois du marché mais exige leur utilisation conjointement au plan : les normes bourgeoises de répartition resteront un temps en vigueur avant de mourir de leur belle mort. "L'autogestion" libérerait toutes ces contradictions disloquantes. »¹²

Les notes du SU abordent l'argument de tous les partisans de « l'horizon indépassable du capitalisme »

« Au cours du XX^e siècle, les pays du dit « socialisme réel » ont été incapables d'offrir une alternative à la destruction productiviste de l'environnement, à laquelle ils ont contribué de façon importante.

Le bilan de l'URSS, de la Chine et des pays de l'Est ne peut pas être attribué exclusivement à la dégénérescence bureaucratique et à la contre-révolution stalinienne.

Sur le plan idéologique, elle fut favorisée en partie par l'imprégnation du mouvement révolutionnaire par les conceptions scientifiques mécanistes. Ces conceptions, qui doivent être analysées dans leur contexte historique, ont déterminé une vision de l'environnement comme un élément à dominer, modelable à volonté et sans limites. Ces idées étaient présentes dans la plupart des tendances du mouvement ouvrier, même dans l'opposition de gauche au stalinisme. »

Ainsi les bolchéviques, le mouvement ouvrier, et même l'Opposition de gauche seraient responsables du bilan écociadaire de l'URSS ?

Si Tanuro enfonce le clou : « en effet, il est indiscutable que le bilan du socialisme qui a "réellement existé" [il a beau mettre des guillemets il assume cette formulation stalinienne, ndlr] au XX^e siècle est un repoussoir, non seulement du point de vue de l'émancipation humaine, mais aussi du point de vue de l'établissement de relations aussi harmonieuses que possible entre l'humanité et son environnement naturel. Inutile ici de détailler ce point (...) leurs "performances" en la matière étaient même supérieures à celles des plus grands pollueurs du monde capitaliste "développé", les Etats-Unis et l'Australie. »

Mais ne s'adressant pas qu'à ses alliés écologistes, il se doit d'ajouter : « *Ce bilan environnemental négatif du "socialisme réel" est dû principalement à la contre-révolution bureaucratique qui a triomphé dans les années 20 sous la houlette de Staline. Le productivisme à l'Est résultait en effet d'un système de primes qui étaient offertes aux managers des entreprises nationalisées pour les inciter à dépasser les objectifs du plan. Par appât du gain, ces managers utilisaient et gaspillaient le maximum de matière et d'énergie par unité produite... Ils n'avaient pas à se soucier des conséquences pour la qualité de la production, puisque les consommateurs n'avaient ni liberté de choix, ni liberté de critique, ni possibilité de contester les effets sociaux et environnementaux d'une production qui n'était soumise à aucun « contrôle ouvrier ». (...) Cette comparaison (entre le productivisme capitaliste et bureaucratique) débouche sur une conclusion importante : le productivisme capitaliste est endogène au mode de production, tandis que le productivisme soviétique était exogène. De cela découle que le bilan environnemental désastreux de l'URSS n'apporte pas la preuve irréfutable que le socialisme est par définition et inévitablement aussi écocide que le capitalisme. »¹³*

Ainsi apprend-on que le socialisme régnait aux pays de l'état bureaucratiquement dégénéré ! Quant à son bilan, ce n'est pas seulement dans le domaine écocide qu'il est

très lourd ! La bureaucratie stalinienne a ouvert l'URSS à la pénétration capitaliste, détruisant les bases de la propriété d'état et des conquêtes arrachées en octobre 1917 par la classe ouvrière russe avec à sa tête le parti bolchévique. Elle a ouvert la voie à une offensive de réaction dans tous les domaines contre les classes ouvrières et les peuples du monde entier. Il en fut de même dans les pays d'Europe de l'Est (où le capital avait été exproprié) gouvernés par les bureaucraties staliennes. En Chine, Mao et ses successeurs mirent en œuvre une politique similaire au nom du « socialisme dans un seul pays », mythe opposé à la révolution mondiale, leur mode de « planification » bureaucratique, contraire à la démocratie ouvrière des conseils, conduisant au rétablissement du mode de production capitaliste.

Ce bilan, au-delà du domaine écologique qui semble retenir l'attention de Tanuro et de l'ex-SU, c'est l'exacerbation de tous les traits de la barbarie inexorable dans laquelle la putréfaction du capitalisme plonge l'humanité. Le stalinisme ne fut pas le « socialisme réel » ; il fut le fossoyeur de la révolution. Au stade de l'agonie du capitalisme « la crise de l'humanité se résume à la crise de la direction révolutionnaire » ; c'est en cela que la nécessité du socialisme est le contraire de la fatalité.

Reprenons les notes « ambitieuses » d'Inprecor « pour contribuer au débat sur la société future »

« Il s'agit de développer pas à pas une nouvelle conscience écologique, une nouvelle cosmogonie, une nouvelle culture développant des valeurs de respect, de soin et de prudence. L'humanité a causé beaucoup de destructions écologiques, mais il n'y a aucune raison de penser que l'intelligence et la sensibilité humaines ne puissent pas nous permettre de réapprendre ce que les conceptions mécanistes de la nature nous ont fait oublier, de prendre soin de l'environnement, de reconstruire ce qui peut l'être et d'inventer, une nouvelle culture de notre relation à la nature (...) la cosmogonie des peuples indigènes (la Terre-Mère) constitue une source d'inspiration pour une autre conception des rapports humanité-nature, une conception libérée de la monomanie de la valeur et de la rationalité instrumentale propre aux « eaux glacées du calcul égoïste ». Une société communiste, sans classes, ressemblera à certains égards aux sociétés dites « primitives », mais sera cependant bien différente, vu le niveau de développement des forces productives. De même, cette société élaborera une conception des rapports humanité-nature qui, probablement, ressemblera à certains égards à celle des peuples indigènes, mais sera néanmoins différente. Une conception dans laquelle les notions éthiques de précaution, de respect et de responsabilité, ainsi que l'émerveillement devant la beauté du monde, interféreront en permanence avec une appréhension scientifique à la fois de plus en plus fine et de plus en plus clairement incomplète. »

Löwy (p. 136 de son ouvrage) vante « l'écologie profonde qui a le mérite de proposer une révolution Copernicienne qui détrône l'homme de sa place dominante... le problème c'est sa tendance antihumaniste qui conduit à valoriser le sida comme vengeance de Gaïa ». Rien que ça !

Tanuro (*L'impossible capitalisme vert*) explicite : « Les rêves de domination sur la nature doivent s'effacer au profit d'un sentiment collectif de responsabilité, bienveillant et attentif. Du coup, la conception même de la liberté n'échappe pas à un examen. Car accepter les limites naturelles, respecter les cycles et les rythmes écologiques revient en fin de compte à accepter les limites de l'émancipation possible par rapport au travail, les limites de l'augmentation de la productivité. Donc, aussi, les limites de la liberté humaine. »

Là encore, l'écologisme kidnappe l'écologie scientifique pour lui faire dire frauduleusement ce qu'elle ne dit pas. Loin de « l'idolâtrie de la nature », Engels, définit dans la *Dialectique de la nature* le fondement de la maîtrise de l'homme sur la nature, à savoir : « l'avantage que nous avons sur l'ensemble des autres créatures, de connaître ses lois et de pouvoir nous en servir judicieusement »... et engager ainsi l'humanité « du règne de la nécessité à celui de la liberté ».

Les nouvelles avant-gardes « rouges et vertes »

Dans leur dernier recyclage écosocialiste de librairie du 27 octobre 2021 (*Luttes écologiques et sociales dans le monde ; Allier le vert et le rouge*) Löwy et Tanuro veulent, ainsi que l'annonce la 4^e de couverture de leur livre, « rassembler des récits de luttes où s'articulent la défense des droits sociaux et celle de l'environnement. Du Canada au Japon, des Philippines à l'Équateur ou au Brésil, de la France aux États-Unis en passant par l'Afrique du Sud ou le Moyen-Orient, les auteurs nous embarquent dans des expériences collectives de résistance. Ici, des peuples indigènes s'associent

aux communautés paysannes pour défendre les écosystèmes dont ils dépendent toutes et tous. Là, des syndicalistes se rapprochent d'écologistes afin de dépasser l'antagonisme entre la défense de l'emploi et le combat écologique. Ces luttes écologiques et sociales démontrent, en acte, que sans rupture du compromis productiviste qui lie le monde du travail à la croissance économique, la destruction de la planète se poursuivra inéluctablement. Dans cette alliance du vert et du rouge on découvre, au fil des chapitres, le rôle central que jouent la jeunesse et les mouvements féministes. »

Nos écosocialistes affectionnent les rassemblements altermondialistes comme le « Forum social mondial », rassemblant des féministes, des militants antiracistes, des représentants des peuples autochtones spoliés par l'impérialisme¹⁴, des « activistes écologistes » et même des « syndicalistes en rupture ». Loin d'eux l'intention de se rassembler autour de la classe ouvrière pour en finir avec le capitalisme et les États bourgeois, car complaisants avec la « thèse d'André Gorz d'une complicité structurelle liant le travailleur et le capital ». Ils diront timidement que « la classe ouvrière fait partie de la solution ». Ils mobiliseront pour des « journées d'action climat », pour faire pression sur les gouvernements bourgeois en leur faisant « honte » avec Greta Thunberg, et pour réclamer « un million d'emplois verts », etc. Cette politique n'est que le pendant « climatique » de celle qu'ils pratiquent dans les luttes de la classe ouvrière contre le patronat et les gouvernements à sa solde, en se mettant à la traîne des bureaucraties syndicales (le dernier exemple en date est la déclaration « plus jamais ça » de 16 organisations initiée par la CGT et à laquelle les écosocialistes ont pu contribuer) et leurs « journées d'action » visant à faire

pression sur les gouvernements avant de négocier avec eux des plans de conversion, c'est-à-dire de licenciements massifs.

Dès lors, la seule question qui vaille est celle-ci : comment œuvrer à donner au prolétariat et à la jeunesse les moyens de se dresser contre les gouvernements capitalistes qui mènent l'humanité à la barbarie, et échapper à la catastrophe climatique. Il n'y a qu'une voie : le combat pratique pour le socialisme, en rupture avec toutes les tentatives d'enchaîner les travailleurs à la bourgeoisie sous couvert d'urgence climatique et d'adaptation au réchauffement global.

Pour le mener à bien, la classe ouvrière et la jeunesse, chez qui « l'enthousiasme le plus brûlant se refroidit vite et s'évapore s'il n'est pas soutenu à temps par une compréhension claire des lois du développement historique » (Trotsky, juillet 1938), n'ont qu'une possibilité : se réapproprier le programme communiste, les enseignements de Marx, Engels, Lénine, Trotsky « pour construire des partis ouvriers révolutionnaires dans chaque pays, construire l'Internationale ouvrière révolutionnaire. Et à la jeunesse, en collaboration avec la classe ouvrière, d'avancer vers l'Internationale révolutionnaire de la jeunesse. »

Novembre 2021

Notes

1. *Qu'est-ce que l'écosocialisme ?*
2. *Manifeste écosocialiste international*, initié il y a quelques années par J. Kovel du parti vert américain et M. Löwy
3. Dans ce but, Marx encourage la création de la *Land and Labour League*
4. *Le Lourd héritage de Léon Trotsky*, Tanuro
5. *Littérature et révolution*, « Radio, science, technique et société », L. Trotsky
6. *Inprecor*, XVI^e congrès mondial : « Le basculement climatique capitaliste et nos tâches »
- 7 « La lutte pour le climat en perspective de la COP26 »
8. « La lutte pour le climat en perspective de la COP26 »
9. *Marx écologiste*, J. B. Forster
10. Commission écologie de la IV^e internationale (ex-SU), 3 novembre 2020
11. A propos du « Manifeste écosocialiste du Parti de Gauche » (2013, NPA, *l'Anticapitaliste*)
12. *A propos des 25 thèses sur « La révolution mondiale »* d'E. Mandel, 1976, S. Just in marxist.org
13. « Les chantiers de l'écosocialisme révolutionnaire », *Inprecor*, juillet 2015
14. A ce titre, s'opposer aux trusts qui s'approprient les terres et les ressources de la forêt tropicale, défendre les peuples d'Amazonie

contre la violence des gangs financés par les latifundiaires au Brésil, ne fait pas débat. Mais quand Rossetto (alors membre du Secrétariat unifié et du PT) s'est retrouvé ministre de la « Réforme agraire » du gouvernement Lula au Brésil, il s'était refusé à l'effectuer, et donc à défendre ces peuples et les paysans. Alors qu'en 2004 les paysans sans terre multipliaient les mobilisations, se saisissant des terres, Rossetto en appelait au « respect de la légalité » ! Pendant ce temps, les hommes de main des latifundiaires se livraient à des exactions contre les paysans. Au lendemain d'une vague d'assassinats, à propos des occupations de terres, le ministre Rossetto déclarait : « *Il ne s'agit pas d'un problème de propriété foncière, mais de sécurité publique* » (*Folha de Sao Paulo*, 25 novembre 2004). Nulle évocation de ces faits dans le livre de Löwy qui fait l'éloge du combat de Chico Mendes (lui-même assassiné 15 ans avant) et du MST, et pour cause : *Inprecor* à l'époque osait écrire : « *Sur le plan de la réforme agraire, les réponses données par Miguel Rossetto, ministre de la Réforme agraire, donnent les grandes lignes de la politique du PT et du gouvernement. Il s'agit de stimuler un vaste mouvement de réforme agraire en s'attaquant au système féodal qui domine les rapports de propriété de la terre au Brésil... Pour Rossetto, les occupations de terre réalisées par le mouvement des sans-terre doivent être soutenues* » (*Inprecor/Rouge* 27 mars 2003). On est bien loin des « notions éthiques de précaution, de respect et de responsabilité ».

Notes de lecture :

Marx écologiste de John Bellamy Foster

(publié pour la première fois dans *CPS ns* n° 54 du 31 mai 2014)

CPS a publié deux articles qui contribuent au combat politique en défense du marxisme contre l'idéologie au service de la réaction, l'écologie dite « politique », portée par les partis bourgeois Verts, comme EELV en France. Il s'agit des articles « Face à l'imposture écologique: contre la destruction de la planète par le capitalisme, une seule issue combattre pour le socialisme » (*CPS nouvelle série* n° 39 (121) – janvier 2010); « Catastrophe de Fukushima: sortir du nucléaire ou sortir du capitalisme? Un cataclysme d'une portée planétaire » (*CPS nouvelle série* n° 43 (125) – mai 2011). Ces deux articles sont disponibles sur le site de *CPS*, socialisme.free.fr.

En septembre 2011, les Éditions d'Amsterdam ont publié la traduction d'une série d'articles écrits par John Bellamy Foster rassemblés dans un recueil intitulé *Marx écologiste*. J.B. Foster ne partage probablement pas le combat politique

de notre Groupe: c'est un promoteur de l'écocapitalisme aux États-Unis. Le titre du recueil peut paraître ambigu en donnant une image réductrice et déformée de la pensée de Marx. Néanmoins, *CPS* recommande la lecture de cet ouvrage. En se basant sur de nombreux textes de Marx et d'Engels (*Le Capital*, *l'Idéologie Allemande*, *Dialectique de la Nature*, *l'Anti-Dühring*, *le Manifeste du Parti Communiste* parmi de nombreuses autres références), J.B. Foster procède à des analyses qui sont autant de pavés dans la mare fangeuse des Verts et dans les eaux nauséabondes dans lesquelles pataugent des chiens de garde du capital que sont les marchands et promoteurs de la Responsabilité sociale des entreprises (RSE)¹.

Il ne s'agit pas ici de résumer le livre, mais seulement d'en rappeler les grandes lignes.

L'homme et la nature

Le premier fil conducteur est de rappeler comment Marx (on doit toujours associer Engels ici et tout au long de cette note) concevait les rapports de l'homme et la nature. Toute l'élaboration de Marx peut se résumer à sa critique du programme de Gotha, congrès fondateur du Parti ouvrier socialiste allemand en mai 1875, où il corrige la phrase « Le travail est la source de toute richesse » en expliquant « Le travail n'est pas la source de toute richesse. La nature est tout autant la source des valeurs d'usage (qui sont bien, tout de même, la richesse réelle) que le travail, qui n'est lui-même que l'expression d'une force naturelle, la force de travail de l'homme ».

S'appuyant sur les découvertes de leur temps, par exemple *L'origine des espèces* de Darwin ou les progrès de l'anthropologie avec Morgan, « Marx et Engels virent immédiatement que la théorie de Darwin impliquait "la mort de la théologie" et Marx affirma qu'elle fournissait "les fondements de nos conceptions

dans l'histoire naturelle" » (*Marx écologiste*, p. 19). Critiquant le matérialisme vulgaire de Feuerbach, sans employer le terme de « coévolution », Marx développe la relation dialectique entre l'homme et la nature, relation qui ne peut être comprise qu'en considérant l'Homme en général mais en partant de l'homme réel, c'est-à-dire dans le contexte de rapports sociaux de production donnés. Dans un article brillant « Objectif-Subjectif » (*La Vérité* n° 573 – septembre 1976), Stéphane Just résumait: « Au point de départ, il y a la nature qui conditionne du point de vue externe et interne l'homme, mais par son activité c'est l'homme qui devient sujet, il modifie la nature qui est son objet, mais il redevient objet de cette nature modifiée par son activité objectivée. Ce rapport n'est pas une sorte de jeu de tennis – la balle une fois dans un camp, l'autre dans l'autre camp - mais un métabolisme, un échange constant ».

La rupture métabolique

Le deuxième fil conducteur est le rappel et l'exégèse de nombreux textes des deux fondateurs du matérialisme dialectique sur les conséquences de l'activité humaine sur la nature. Dans *Le Capital*, en particulier les livres I et III, Marx, se référant aux travaux de l'agronome Justus Von Liebig, analyse comment le développement de l'agriculture dans le cadre du capitalisme conduit à un appauvrissement des sols sans précédent. John Bellamy Foster cite le livre I du *Capital*: « Avec la prépondérance toujours croissante de la population urbaine qu'elle entasse dans des grands centres, la production capitaliste amasse d'un côté la force motrice historique de la société et perturbe d'un autre côté le métabolisme entre l'homme

et la terre, c'est-à-dire le retour au sol des composantes de celui-ci usées par l'homme sous forme de nourriture et de vêtements, donc l'éternelle condition d'une fertilité du sol [...] Mais en détruisant les facteurs d'origine simplement naturelle de ce métabolisme, elle oblige en même temps à instituer systématiquement celui-ci en loi régulatrice de la production sociale, sous une forme adéquate au plein développement de l'homme. [...] Et tout progrès de l'agriculture capitaliste est non seulement un progrès dans l'art de piller le travailleur, mais aussi dans l'art de piller le sol, tout progrès dans l'accroissement de la fertilité dans un laps de temps donné est en même temps un progrès de la ruine des sources de cette fertilité [...] Si bien que la production capitaliste ne développe la technique et la

combinaison du procès de production social qu'en ruinant en même temps les sources vives de toute richesse: la terre et le travailleur. » C'est Marx et Engels qui élaborent et développent le concept de la « rupture métabolique ». John Bellamy Foster indique: « L'idée développée par Marx d'une rupture métabolique était l'élément fondamental de sa critique écologique ».

Ce concept ne se réduisait pas à la question agraire. Ainsi John Bellamy Foster précise: « Dans le cadre de leur analyse de la rupture métabolique, Marx et Engels ne s'en sont pas tenus au cycle des nutriments de la terre, ou aux relations ente villes et campagnes. A divers moments de leur travail, ils ont évoqué des problèmes comme ceux de la déforestation, de la désertification, du changement climatique, de la disparition des cerfs des forêts, de la pollution, des

déchets industriels, du relâchement de substances toxiques, du recyclage, de l'épuisement des mines de charbon, des maladies, de la surpopulation et de l'évolution (ou de la coévolution) des espèces ». Ainsi, John Bellamy Foster rapporte: « Marx observait que l'agriculture « lorsqu'elle se développe spontanément et n'est pas contrôlée... laisse derrière elle des déserts ». *Au sein de l'industrie aussi, Marx était préoccupé par les masses énormes de déchets produites et mettait en avant l'importance de la « réduction » et de la « réutilisation » des déchets en particulier dans la section du Capital intitulée « Utilisation des résidus de production » (livre III). Qui plus est, il dit explicitement que ces problèmes continueront à affliger toute société s'efforçant de construire un régime socialiste (ou communiste) ».*

« Le développement soutenable »

John Bellamy Foster démontre que l'idée du « développement soutenable » est inscrite d'une manière constante chez Marx et Engels: « En soulignant la nécessité de préserver la terre pour "les générations suivantes", Marx saisissait l'essence de l'idée contemporaine de développement soutenable [...] Marx était profondément préoccupé par le problème des limites écologiques et de la soutenabilité ». Il indique « Ce qui l'intéressait à l'origine dans ce domaine - et cet intérêt ne devait pas cesser de croître -, c'était les questions de durabilité et de régulation rationnelle du métabolisme des sociétés humaines et de la nature à travers l'organisation du travail humain. Pour lui, il s'agissait d'une question centrale pour la construction d'une société communiste, qui exigeait une nouvelle relation à la nature ». Il cite Marx: « Du point de vue d'une organisation économique supérieure de la société, le droit de propriété de certains individus sur des parties du globe paraîtra aussi absurde que le droit de propriété d'un individu sur son prochain. Une société entière, une nation et même toutes les sociétés contemporaines réunies ne sont pas propriétaires de la terre. Elles n'en sont que les possesseurs, elles n'ont que la jouissance et doivent léguer aux générations futures après l'avoir améliorée en boni patres familias [bons pères de familles] » (*Le Capital*, livre III). Une analyse de l'auteur qui a dû faire enrager la réaction peinte en vert, les écologistes, qui n'ont cessé d'accuser Marx et d'Engels de « prométhéisme » et de « productivisme ».

Fort à propos, l'auteur rappelle que, dans la continuité de Marx et Engels, les marxistes ont porté une grande attention à la dégradation de l'environnement dans la société capitaliste. Il se réfère à Auguste Bebel, Rosa Luxemburg, Nicolas Boukharine et Karl Kautsky (pour ce dernier, à propos

de son ouvrage *La question agraire* dans lequel il étudie les conséquences de l'utilisation massive d'engrais artificiels). Il souligne l'importance que Lénine accordait à la question de l'écologie: « Dans ses écrits et ses déclarations, Lénine soulignait que le travail humain était tout à fait incapable de se substituer aux forces de la nature et qu'une exploitation rationnelle de l'environnement, ou une gestion scientifique des ressources naturelles, était essentielle. En tant que principal dirigeant du nouvel Etat soviétique, il prônait la "préservation des monuments de la nature", et nomma à la tête du Commissariat à l'éducation Anatoli Vassilievitch Lounatcharski, un écologiste convaincu, qui était chargé des questions de conservation pour toute la Russie ». L'URSS a été le premier Etat au monde à fonder une réserve naturelle, dans le sud de l'Oural, à des fins exclusives d'étude scientifique de la nature. Lénine considérait que les travaux de Ernst Haeckel, biologiste allemand qui inventa le terme « écologie » et posa les bases de cette science, constituaient un apport décisif au matérialisme scientifique. L'auteur ajoute « Lénine avait un respect immense pour V.I. Vernadsky, le fondateur de la géochimie (ou biogéochimie) et l'élaborateur du concept dialectique de biosphère ». Sous l'impulsion des dirigeants du jeune Etat ouvrier, il s'est développé dès le début des années 1920 une brillante école de renommée internationale dans le domaine des sciences de l'environnement.

John Bellamy Foster relate: « Mais avec la mort précoce de Lénine et le triomphe du stalinisme à la fin des années 1920, les conservationnistes furent accusés de « bourgeoisie ». Pire encore avec l'ascension de Lyssenko, devenu arbitre de la science biologique, des attaques « scientifiques » furent lancées d'abord contre l'écologie puis contre la génétique². A la fin des années 1930, le mouvement soviétique de conservation était complètement décimé. ».

En guise de conclusion

Incontestablement les travaux de Foster contribuent à l'armement politique contre les détracteurs du marxisme sur les questions de l'écologie. En complément, l'auteur, bien que se réclamant lui-même de l'écosocialisme, fustige les partisans réactionnaires de « la seconde contradiction ». Ces derniers, pour expliquer la crise du mode de production capitaliste et, en particulier, la baisse tendancielle du taux de profit, proposent de substituer à la contradiction fondamentale entre le capital et le travail la « contradiction

écologique » que Marx aurait occultée. John Bellamy Foster résume ainsi cette idéologie réactionnaire: « La dégradation de ces conditions de production a entraîné une augmentation des coûts pour le capitalisme, comprimant les profits d'un côté des coûts (ou de l'offre): c'est la « seconde contradiction » du capitalisme ». Pour ses partisans, la priorité pour surmonter la crise n'est pas d'exproprier le capital mais d'abord de résoudre la seconde contradiction. Il s'agira après de s'occuper de la « première contradiction » (en réalité

elle est dans la démonstration souvent (re)niée au nom du consensus écologique).

C'est une idéologie dans laquelle s'engouffrent de nombreux défenseurs de la propriété privée des moyens de production. L'auteur réplique, entre autres, qu'au contraire « Nous aurions tort de sous-estimer la capacité du capitalisme à accumuler au beau milieu de la plus flagrante des destructions écologiques, à profiter de la dégradation environnementale (par exemple la

florissante industrie de la gestion des déchets) et à continuer à détruire la planète jusqu'au point de non-retour - tant pour les sociétés humaines que pour la plupart des espèces vivantes ». Parmi les promoteurs de la seconde contradiction, on trouve bien entendu les partis Verts. Mais ils pullulent aussi au sein de la « gauche de la gauche » (le NPA, le PG) et des débris des partis staliniens et d'organisations décomposées se réclamant du trotskisme³.

Notes

1. Définition de la CE: « la RSE concerne l'intégration volontaire par les entreprises de leur rôle social, environnemental, et économique. Elle couvre, par exemple, la qualité globale des filières d'approvisionnement, de la sous-traitance, le bien-être des salariés, leur santé, l'empreinte écologique de l'entreprise... ». On a vu ce qu'il en était de cette « éthique, des chartes de bonne conduite et normes de qualité sociale et environnementale » dans la sous-traitance des entreprises du textile au Bangladesh!

2. « L'affaire Lyssenko » fut l'épisode le plus commenté dans le monde scientifique de l'après-guerre avec la destitution de la génétique soviétique et de son plus éminent et courageux chercheur Vavilov par la bureaucratie stalinienne (cf. à ce propos le livre de

Medvedev *Grandeur et chute de Lyssenko* et l'essai de Stephen Jay Gould in *Quand les poules auront des dents* Paris, Fayard, 1984).

3. Tanuro, le chef de file de l'écosocialisme au SU, engagé dans sa croisade contre ce qu'il considère comme « le lourd héritage productiviste de Léon Trotsky » et sa « rupture (sic) avec le legs des écrits de Marx dans ce domaine », se doit de considérer sans plus d'explication que « la thèse d'une écologie de Marx, défendue par JB Foster est quelque peu abusive ». Par ailleurs, ce faussaire, entraîné par sa volonté de trop vouloir prouver à charge contre Trotsky, en vient à lui suspecter des sympathies lyssenkistes; il suffit de rappeler que Trotsky a été assassiné 8 ans avant « l'affaire Lyssenko »!

Catastrophe de Fukushima :

Sortir du nucléaire ou sortir du capitalisme ?

(publié pour la première fois dans *CPS ns* n° 43 du 11 mai 2011)

Un cataclysme d'une portée planétaire

Le 11 mars 2011, un tremblement de terre de magnitude 9 se produisait au large des côtes nord-est du Japon. Ce tremblement de terre a provoqué un gigantesque tsunami qui a rasé les villes côtières. A ce jour [mai 2011, ndlr], on dénombre 28 000 morts et disparus. Près de 200 000 personnes restent sans abris et déportées, et cinq semaines après le raz-de-marée, des dizaines de milliers restent sans secours véritables, livrées à elles-mêmes en se battant pour survivre au jour le jour. « *Un mois après le tsunami, le nord-est du Japon offre toujours l'image du chaos* », indique *Le Monde* du 12/04/2011.

Un premier fait à souligner : le nombre des victimes du seul tremblement de terre, dont les secousses ont été ressenties fortement jusqu'à Tokyo, est relativement limité. Après le tremblement de terre de Kôbe en 1995, le gouvernement a dû relever les normes antisismiques pour la construction des bâtiments et des infrastructures. Cela met en relief que si ces mêmes normes avaient été mises en œuvre en Haïti, par exemple, cette « catastrophe naturelle » n'aurait pas eu l'ampleur qu'elle a eue, c'est-à-dire plus de 200 000 victimes, sans compter celles par la suite dues à l'épidémie de choléra et aux conditions sanitaires effroyables. Il en a été autrement avec le tsunami. Malgré les alertes émises depuis des dizaines d'années par de nombreux sismologues et géologues, les défenses contre ce phénomène « naturel » n'ont jamais été au niveau des phénomènes prévisibles, compte tenu des historiques établis par les chercheurs.

De ce fait, le tsunami a dévasté la centrale nucléaire de Fukushima construite à la fin des années 1960 par le trust américain General Electric et mise en service en 1971. Successivement, du 12 au 15 mars, les quatre réacteurs de la centrale ont connu des explosions. Jour après jour, la situation a tourné « *au borbier nucléaire* » (*Le Monde* du 27-28/03/2001). Jour après jour, ce sont succédés alternativement les communiqués rassurant de Tepco et du gouvernement japonais et ceux, émanant des mêmes sources, alarmistes en contredisant les informations des précédents.

Le 12 avril 2011, l'accident de Fukushima était classé au niveau 7, le niveau le plus élevé, celui de Tchernobyl, alors que la veille les dirigeants de Tepco avaient produit un communiqué plutôt optimiste sur la maîtrise de la situation. Le 17 avril, l'information suivante était diffusée « *L'électricien japonais Tepco qui exploite la centrale nucléaire de Fukushima, a annoncé qu'il lui faudrait trois mois pour commencer à réduire la radioactivité et entre six et neuf mois pour refroidir les réacteurs. Cette étape, selon l'électricien, est un préalable avant de pouvoir intervenir sur le réacteur et limiter les fuites radioactives. Tepco a précisé qu'il allait "s'efforcer en priorité d'empêcher toute explosion d'hydrogène aux réacteurs 1, 2 et 3"* » (publié sur le site *Mediapart* le 17/04/2011). En clair, la situation est loin

d'être maîtrisée. Et déjà à ce jour, c'est un drame terrifiant. En résumé, la zone d'évacuation initiale d'un rayon de 20 km autour de la centrale est insuffisante. Elle va être portée à 30 km alors que de nombreux experts américains jugent qu'il faudrait aller au-delà à 80 km (à cette distance, dans certains endroits, la radioactivité mesurée est d'ores et déjà plus de 400 fois supérieure aux normes autorisées).

Pour la population laborieuse, c'est dramatique : « *70 000 personnes ont déjà quitté la zone d'évacuation. Selon les nouvelles directives, 130 000 pourraient devoir le faire, et grossir les rangs des 190 000 personnes présentes dans les centres d'hébergement* » (*Le Monde* du 13/04/2011). A 80 km, se sont des millions de personnes qui seraient concernées ! Il faut aussi indiquer que ces populations ont dû se « débrouiller » pour évacuer dans une pagaille gigantesque. Du fait de la contamination par les rejets de la centrale, en particulier le césium 137 (la concentration en césium rejeté ne diminue de moitié que tous les trente ans), la zone devrait être considérée comme inhabitable pour des décennies. En conséquence des rejets dans le sol, les terres agricoles sont devenues inexploitable ; il en va de même pour la pêche et l'élevage piscicole et conchylicole. Dans les zones directement sinistrées, sous les effets conjugués du tsunami et de l'accident de la centrale, près de 840 000 emplois vont être directement menacés. Personne n'est en mesure – ou ne veut vraiment dire quand il s'agit des autorités du pays – de prévoir précisément l'ampleur des conséquences sanitaires à court et long termes sur les populations qui ont été ou qui seront exposées dans les prochains mois, la propagation de la pollution radioactive pouvant fluctuer en fonction des aléas du climat.

Compte tenu de la position géographique de Fukushima, le nord Japon est en réalité coupé de reste de l'île. Tokyo à environ 200 kilomètres au sud, avec ces 35 millions d'habitants, est potentiellement menacée (pendant quelques jours, la consommation d'eau du réseau a été limitée ou interdite).

Au-delà des impacts potentiels en termes sanitaires sur la région, la catastrophe de Fukushima a une portée planétaire (il ne s'agit pas de traiter ici des impacts dans le contexte de la crise du mode de production capitaliste, mais il est déjà certain que la production mondiale d'automobiles sera gravement affectée du fait de la place centrale occupée mondialement par le Japon en tant que fournisseur de composants). Elle s'est produite chez la deuxième puissance économique mondiale, berceau des innovations technologiques dans de nombreux domaines tels, par exemple, l'informatique et l'électronique, la téléphonie, la robotique, la construction automobile, les machines-outils, etc. Les puissances impérialistes n'ont pas cessé de se gausser de la catastrophe de Tchernobyl en 1986 dans le contexte de la gabegie organisée par la bureaucratie

du Kremlin. A les entendre alors, une telle catastrophe était inconcevable ailleurs. Aujourd'hui, c'est au cœur d'une

puissance impérialiste de premier rang que le cataclysme s'est produit.

« Catastrophe naturelle » ?

Dans une interview publiée dans *Le Monde* du 29/03/2011, l'ex-gouverneur de la préfecture de Fukushima déclare : « *La catastrophe actuelle a été provoquée par l'imprudance des hommes* ». C'est en réalité de « l'imprudance », si l'on peut dire ainsi, du mode de production capitaliste dont il s'agit. La conduite en la matière du trust privé Tepco est un exemple significatif parmi bien d'autres.

Depuis des années, de nombreux experts et même des salariés de la centrale ont alerté en vain l'Agence pour la sûreté nucléaire et industrielle du Japon (NISA) et le ministère de l'industrie (METI) qui en est par ailleurs la tutelle. A plusieurs reprises, depuis 2000, les dirigeants de Tepco ont été pris la main dans le sac pour avoir falsifié des rapports d'inspection qui signalaient notamment des dangers de fissures sur deux des réacteurs de la centrale de Fukushima, l'inadéquation des protections contre les tsunamis conçues pour résister à des vagues de seulement 5,7 m, la construction risquée des réservoirs de stockage des combustibles et le fait que les générateurs de secours n'avaient pas été conçus pour résister à une inondation. Dans les années 1980, un responsable de l'autorité de sécurité nucléaire américaine avait évalué à 90 % de chance que le caisson de confinement des réacteurs tombe en panne en cas de surchauffe (des caissons avec cette même conception continuent d'être exploités au Japon, aux USA et dans le monde; dans de nombreux cas, leur autorisation d'exploitation vient d'être prolongée de 10 à 20 ans). Pourtant, depuis des décennies, Tepco a été prise en flagrant délit de mensonge sur l'état de ses centrales : « *En 2002 les dirigeants de Tepco ont dû démissionner pour avoir commis plus de 220 fausses déclarations d'incidents en 20 ans. En 2007, Tepco était à nouveau critiquée pour avoir, avec les autres compagnies d'électricité japonaises, dissimulé 97 incidents, dont 19 jugés "critiques" entre 1978 et 2002* » (*Le Monde* du 23/03/2011)

Lors de l'élaboration du programme nucléaire au Japon, de nombreux sismologues et géologues avaient prévenu : la construction de centrales au Japon et en particulier sur les côtes nord et nord-est devrait être prohibée ou, à défaut, encadrée par des normes de sécurité beaucoup plus élevées que celles en vigueur. Dernièrement, dans une interview

publiée par *Le Monde* du 15/04/2001, le professeur Ishibashi, sismologue qui avait démissionné en 2006 de la commission chargée de réviser les directives de protection des centrales contre les séismes suivis d'un accident nucléaire, a rappelé : « *Des centrales ont été construites dans des endroits à risque, parfois simplement, car il était facile de convaincre les autorités locales... Les réacteurs devraient être arrêtés après trente ans. Si nous l'avions fait, nous n'aurions pas de problème à Fukushima* ».

Après le 11 mars, les répliques du tremblement de terre ont provoqué d'autres incidents graves dans des centrales au nord du Japon. Les centrales d'Onagawa et d'Higashidori, ainsi que le centre de retraitement des combustibles de Rokkasho, ont été gravement affectés. Face à ces événements, le professeur Ishibashi avoue son impuissance en déclarant : « *Il faut prier pour que ce scénario [celui de la combinaison d'un nouveau tsunami et d'un tremblement de terre, ndlr] ne se reproduise pas* ».

Comme l'indiquait CPS n° 39 du 22/10/2010 (pages 18-27) : « *Il faut préciser : "les catastrophes naturelles ou climatiques, provoquées ou pas par les changements climatiques, ont bon dos."* ». Les tremblements de terre, tsunamis, ouragans et autres phénomènes naturels ne peuvent pas être évités. Mais il est clair que l'humanité a acquis les moyens techniques d'en limiter considérablement les dégâts. Mais comme le rappelle Engels dans *Dialectique de la Nature*, de tout temps, mais dans des conditions exacerbées avec le mode de production capitaliste, « *vis-à-vis de la nature comme de la société, on ne considère principalement, dans le mode de production actuel, que le résultat le plus proche, le plus tangible; et ensuite on s'étonne encore que les conséquences lointaines des actions visant à ce résultat immédiat soient tout autres, le plus souvent tout à fait opposées...* ».

La destruction de la centrale nucléaire de Fukushima et ses conséquences ne sont pas les résultats d'une « catastrophes naturelle ». C'est d'abord les capitalistes de l'industrie du nucléaire, le gouvernement japonais et les trusts tels General Electric, ainsi que l'ensemble des capitalistes qui bénéficient d'une énergie à moindre coût, qui ont décidé des programmes, construit et exploité ces installations, qui sont entièrement responsables et coupables.

« Le capital suant le sang et la boue par tous ses pores » (Karl Marx)

Il est maintenant avéré que suite au tsunami, la première intention de Tepco a été de sauver son capital. Des heures précieuses ont été perdues avant de décider des opérations de refroidissement des réacteurs en utilisant de l'eau de mer. Ainsi, le directeur général de l'Institut de radioprotection et de sûreté nucléaire (IRSN) explique dans une interview à Mediapart publiée le 15/04/2011 : « *A Fukushima, on ne sait rien de ce que les techniciens ont fait la première journée. On ne connaît pas la durée d'arrêt des réacteurs. On ne sait pas à quoi a été utilisé le temps pendant lequel rien n'était encore cassé – ou plutôt on peut penser que ce temps n'a pas été assez bien utilisé. Un journal a raconté que le premier ministre avait demandé à survoler le site en avion, et qu'à cause de cela on avait retardé certaines opérations des installations. Que s'est-il passé à la centrale pendant*

les premières heures, cruciales pour la gestion de la crise ? On n'en sait rien » (ce même directeur, haut fonctionnaire acquis à la cause des industriels du nucléaire, conclut son interview avec une légèreté déconcertante : « *On n'avance à grands pas que lorsqu'il y a des pépins* »).

Après le 11 mars, dans les premiers jours, les moyens mis en œuvre par Tepco et le gouvernement japonais pour tenter d'enrayer la catastrophe ont été dérisoires. C'est seulement après 6 semaines de son déclenchement que les dirigeants de Tepco ont accepté les offres d'Areva et de compagnies américaines -certes intéressées - de mettre à disposition des robots pour intervenir dans la centrale. Dans un premier temps, ce sont des « liquidateurs » (terme employé pour désigner les 600 000 à 800 000 travailleurs impliqués dans les opérations

de décontamination et de construction du sarcophage suite à la catastrophe de Tchernobyl), kamikazes désignés, qui sont intervenus dans des « conditions « affreuses » » (*Le Monde* du 19/03/2011), c'est-à-dire sans aucun équipement de protection approprié ni même dosimètre permettant de mesurer et de contrôler les niveaux d'exposition aux radiations. Une fois de plus, ce sont les prolétaires - ingénieurs, techniciens, ouvriers - qui payent l'addition et se sacrifient, pour la plupart, en toute connaissance de cause. Tepco a d'abord envoyé en première ligne des employés d'entreprises sous-traitantes.

Une exception japonaise ? Certes, à ce jour, la France n'a pas connu d'« incident » au niveau de ceux de Tchernobyl ou Fukushima. Mais pour autant, la situation des travailleurs intervenant dans les centrales nucléaires est dramatique. Avec le processus de privatisation d'EDF engagé en 2004 par sa transformation en société anonyme puis son introduction en bourse en 2005, les normes de rentabilité ont été plus que sensiblement augmentées et, de ce fait, le recours à la sous-traitance pour les opérations de maintenance des centrales s'est amplifié en devenant systématique. A ce jour de 22 000 à 25 000 travailleurs (« les nomades du nucléaire ») employés par des entreprises sous-traitantes, pour une grande partie itinérants de camping en camping, interviennent dans les centrales nucléaires gérées par EDF pour les opérations de maintenance. Opérations dont les délais ont été réduits de moitié afin de permettre une utilisation optimale des installations en limitant les temps d'arrêt de la production. A eux seuls, ces intervenants accumulent 80 % des radiations

supportées par l'ensemble du personnel d'EDF. Au fil des ans, ces « intermittents » cumulent vingt fois plus de radiations que les salariés d'EDF... « Mais cette hécatombe reste invisible faute d'un suivi épidémiologique » (*Le Point* du 24/03/2011). Le CHSCT de la centrale de Chinon affirme « que le nucléaire n'est plus sûr pour des raisons non pas techniques mais humaines : les conditions de travail et donc de maîtrise de l'outil de travail, se dégradent pour le plus grand nombre ; les effectifs et le temps manquent pour un travail de qualité ».

Le 30/03/2011 ont été publiés les décrets définissant les critères de pénibilité pour la retraite anticipée (décrets qui s'inscrivent dans le cadre de la mise en œuvre de la réforme des retraites, il convient de le noter). L'exposition à la radioactivité a été exclue des critères à la demande du patronat. Pourtant, en France, plus de 320 000 travailleurs sont exposés (dans les centrales nucléaires mais aussi les hôpitaux, les cabinets de radiologie, la recherche et l'industrie). Selon les chercheurs de l'Inserm, « Les rayonnements ionisants sont des cancérigènes avérés, pour lesquels il n'y a pas de seuil d'exposition en dessous duquel le risque est nul » (*Le Monde* du 15/04/2010). Il est observé une sous-déclaration écrasante des cancers professionnels, situation aggravée par la liquidation en cours de la médecine du travail par le gouvernement, et ces mêmes chercheurs estiment que l'on est au début de l'épidémie. Selon eux, il n'y a qu'une explication possible au retrait du critère : « protéger l'industrie nucléaire des conséquences de la catastrophe de Fukushima ».

« Sarkophage »

Le 31/03/2011, Sarkozy a été le premier chef d'Etat à se rendre au Japon, accompagné d'Anne Lauvergeon, la dirigeante d'Areva, pour saluer le « courage exceptionnel des Japonais ». Personne n'a été dupe. La visite n'était pas désintéressée. Pour Areva, le Japon est l'un de ses grands clients en matière de production, de traitement et de stockage des combustibles (le deuxième client d'Areva après EDF). La visite n'a pas été sans premiers résultats : Areva a décroché le marché pour la décontamination de l'eau injectée dans la centrale. Depuis son élection, Sarkozy s'est transformé en VPR, en particulier pour l'industrie nucléaire française, afin de vendre le réacteur EPR. Face à la concurrence mondiale, il a subi quelques revers : en 2007, Kadhafi démarché puis reçu en grande pompe par Sarkozy, a finalement refusé d'acheter une centrale française ; en 2009, Sarkozy échouait à vendre quatre réacteurs à Abou Dhabi face à un consortium nippon-coréen. Il a par la suite échoué en Chine. Selon *Le Canard Enchaîné* du 16/03/2010, Sarkozy en personne s'est plaint : « Si l'on a perdu des marchés et des appels d'offres, c'est parce qu'on est plus chers, c'est parce qu'on est plus sûrs », aurait-il déclaré en piquant « une grosse colère et accusé Areva de vendre son EPR trop cher car trop sécurisé ». Suite à un voyage en Inde en décembre 2010, Sarkozy a, semble-t-il, réussi à conclure. Areva a obtenu le marché pour la construction de 6 réacteurs nucléaires de 1 650 MW, soit l'une des plus grandes centrales au monde, dans la région de Jaitapur. *Le Monde Diplomatique* d'avril 2011 rapporte : « Jaitapur a connu trois tremblements de terre dépassant le niveau 5 sur l'échelle de Richter ; celui de 1993, d'une intensité de 6,3 a tué neuf mille personnes (...) rien de tout cela n'a été pris en compte lors du choix du site ». Dans une zone fertile et considérée comme très riche en ressources halieutiques,

40 000 résidents devraient être déplacés. Les populations locales, paysans et pêcheurs, ont décidé de tenter de s'opposer au projet. Le 18 avril 2011, l'une de leurs manifestations contre Areva a été durement réprimée : la police a tiré sur la foule et le bilan est d'un mort et de plusieurs dizaines de blessés. Fillon n'est pas en reste. Le 19 avril 2011, il a coprésidé un « Téléthon des nations » pour rassembler les fonds manquants pour la construction d'un nouveau sarcophage (nécessaire, car le premier est fissuré) sur la centrale de Tchernobyl, pour un marché de 1,5 milliard d'euros que viennent de remporter Bouygues et Vinci.

Un tel engagement au niveau des sommets de l'Etat français peut aisément se comprendre. Les enjeux pour le capitalisme français sont considérables. L'industrie nucléaire est un volant d'entraînement pour l'ensemble de l'économie depuis le lancement à marche forcée des programmes de construction des centrales fin des années 1950-début des années 1960. Le nucléaire reste l'un des rares secteurs où l'industrie française joue un rôle mondial de premier rang. EDF, avec ses participations en Grande-Bretagne et en Allemagne, est le premier producteur mondial d'électricité nucléaire (un tiers de la production en Europe). GDF/Suez contrôle la production en Belgique. Bouygues, Vinci, Alstom, Schneider, Nexans réalisent d'immenses profits dans l'ingénierie, la construction et la maintenance des centrales. Areva est le seul groupe au monde maîtrisant l'ensemble du cycle avec des mines d'uranium (Kazakhstan, Niger, Canada), l'enrichissement, la fabrication de réacteurs, la conception de centrales, le retraitement des déchets avec la plus grande usine du monde en la matière à La Hague. Depuis l'avènement de la V^e République, la haute administration au sein de

l'appareil d'Etat s'est totalement mise au service des lobbies de l'industrie nucléaire au nom de l'indépendance énergétique de la France, plus prosaïquement au profit des intérêts du

capitalisme français. Les « nucléocrates » constituent un Etat dans l'Etat. Avant d'être une question technique, le nucléaire est une question éminemment politique.

Un audit des centrales nucléaires ?

Quelques jours après les événements de Fukushima, François Fillon a annoncé un audit des centrales nucléaires en France. En réalité, c'est une grossière opération de communication visant à donner le change au compte de l'industrie électronucléaire. En effet, on peut s'étonner. L'Etat français a à sa disposition de puissantes agences comme l'Autorité de sécurité nucléaire (ASN), l'IRSN et le CEA. Il est certain que dans les hautes sphères de l'administration et à la direction d'EDF ou d'Areva, il y a une connaissance parfaite de l'état du parc des centrales et des risques encourus. Mais l'omerta sur la situation réelle se perpétue et les informations ne sont diffusées que partiellement. Les discours rassurant des experts « indépendants » sur l'air « la France n'est pas le Japon » ont pour objectif de faire écran de fumée. Le 27 décembre 1999, la centrale du Blayais a connu un accident majeur... classé par EDF comme un « incident ». Pendant quelques heures, le préfet a estimé qu'il fallait songer à évacuer la ville de Bordeaux (*Le Point* du 24/03/2011). Du fait que les digues n'étaient pas assez hautes, ce qu'EDF savait, sous l'effet de la tempête et de la marée, la centrale a été partiellement inondée : durant des heures, le refroidissement de deux réacteurs n'a été assuré que par des moteurs Diesel de secours. Par la suite, la digue a été relevée de 0,5 m, ce qui, selon certains experts et même le directeur de l'IRSN, reste insuffisant. Selon des chercheurs du CNRS, 16 réacteurs français restent menacés d'inondations en cas de forte tempête. Les incidents se multiplient, les centrales ayant été initialement prévues pour une durée de vie de 30 ans, mais leur exploitation a été prolongée de 10 à 20 ans. Il est aujourd'hui avéré qu'EDF a falsifié les données sismologiques pour éviter d'avoir à investir 1,9 milliard d'euros pour les mettre aux normes.

En ce qui concerne les expertises et des audits « indépendants » diligentés par l'Etat et ses agences, on peut rappeler quelques exemples tragiques pour la population laborieuse. Il a fallu attendre 1997 pour que l'usage de l'amiante soit interdit en France, alors que ses effets cancérigènes avaient été détectés depuis 1906. Et pourtant, en 1982, avait été constitué le Comité permanent de l'amiante (CPA), cogéré par le patronat et les syndicats (à l'exception de la CGT-FO)... Les prévisions des épidémiologistes sont que, d'ici 2020, 200 000 travailleurs décéderont des pathologies provoquées par l'amiante...

En 1994, le chercheur André Cicobella a été licencié de l'Institut national de la recherche et de la sécurité (INRS), association gérée paritairement par le patronat et les organisations syndicales sous l'égide de la CMAMTS, pour

ne pas avoir voulu capituler sur la communication de ses recherches mettant en évidence les risques cancérigènes et tératogènes des esters de glycol, substances massivement utilisées dans la parachimie.

Plus récemment, ce sont les experts « indépendants » - en réalité stipendiés par l'industrie pharmaceutique - qui ont assisté le gouvernement et l'OMS pour organiser la psychose sur l'épidémie du virus H1N1 et ainsi conduire à l'achat massif de vaccins... dont la plus grande partie n'a pas été utilisée. Il faut aussi, à la charge de cette même famille de communauté d'experts, rappeler l'exemple du Médiator, « médicament » produit par le groupe Servier, dont Sarkozy a été un avocat zélé. Il est acquis que les victimes de l'utilisation de cette formulation vont se compter par milliers. Dès 1995, la Direction générale de la santé avait été alertée par des médecins sur le fait que le médicament était inefficace pour la pathologie pour laquelle il avait été autorisé, et que sa prescription était massive pour des usages détournés. Dans ce cas encore, les experts « indépendants », avec l'aval des plus hautes autorités de l'Etat, ont réussi à retarder l'interdiction du Médiator jusqu'à novembre 2009.

Malgré ces faits, dès l'annonce de Fillon d'organiser un audit sur les centrales nucléaires françaises, les confédérations ouvrières ont accepté de marcher dans la combine et donné leur accord. En réalité, une nouvelle manifestation de leur refus de rompre avec le gouvernement et de le combattre. Par un communiqué du 16 mars 2011, la CGT-FO « revendique » que « L'Etat doit demeurer l'actionnaire majoritaire, voire unique, des entreprises de la filière et doit impulser les investissements et les axes de recherches dans le cadre d'une véritable politique nationale pour l'avenir », après avoir demandé que le gouvernement prenne « en considération cette situation au Japon et en tirer un retour d'expérience pour la filière nucléaire française afin de faire progresser encore les exigences en matière de sûreté des installations ». De son côté, la Fédération nationale des mines et de l'énergie de la CGT déclare le même jour : « Le gouvernement français a pris une décision pour réaliser un audit sur l'état de sûreté des centrales nucléaires : les démonstrations de sûreté de chaque centrale en France seront contrôlées à la lumière des enseignements tirés de la catastrophe de Fukushima, et les résultats seront rendus intégralement publics. C'est aussi la demande de la CGT et d'autres organisations qui se sont exprimées dans la période ».

Une fois de plus, les dirigeants des confédérations ouvrières remettent le sort des travailleurs entre les mains du gouvernement au service du capital.

Sortir du nucléaire ?...

Dans le sillage d'Europe Ecologie-Les Verts, « la gauche de la gauche » s'est engouffrée. Impétueux et « radical », le NPA propose de sortir du nucléaire en « 10 ans maximum » ; le Parti de Gauche est plus prudent car il doit ménager son alliance avec le PCF au sein du Front de Gauche, mais c'est aussi la seule perspective immédiate qu'il ouvre. Il faut le dire clairement, c'est une arnaque. En effet, si l'on considère le cas de la France, 70 à 80 % de l'électricité consommée

proviennent de l'énergie nucléaire. Même certains écologistes considèrent qu'il faudrait au moins 50 ans pour éliminer totalement la production électronucléaire et lui substituer les énergies renouvelables (solaire, éolien, biomasse). Au-delà de l'aspect technique, comme il a été indiqué plus haut, étant donné les enjeux pour le capitalisme français, la question est avant tout politique. Il faut ajouter que même si à court terme d'autres sources d'énergie pouvaient être substituées

au nucléaire, il y a un premier obstacle de taille : ce sont les trusts de l'électronucléaire, avec les multinationales du pétrole, qui ont pris l'essentiel du contrôle de la recherche et du développement des énergies dites renouvelables. Ce sont eux qui constituent, en réalité, un frein décisif à l'innovation en la matière.

Dans l'immédiat, comment répondre aux besoins de préserver la santé et la sécurité des plus larges masses, en particulier celle des travailleurs du nucléaire ? La responsabilité des organisations syndicales ouvrières est de rejeter la parodie d'audit commanditée par Fillon et de revendiquer,

l'instauration d'un véritable contrôle ouvrier. Elles devraient revendiquer que les salariés des centrales, avec leurs syndicats, obtiennent les pleins pouvoirs d'investigations incluant celui de désigner leurs « experts » - ouvriers, techniciens, ingénieurs. Sur la base de leurs constats, les travailleurs ainsi organisés, devraient disposer d'une autonomie complète pour décider des mesures à mettre en œuvre pour assurer la sécurité, non seulement des travailleurs du nucléaire, mais aussi celle des populations environnantes. La perspective d'une conférence nationale des travailleurs du nucléaire devrait être ouverte.

... ou sortir du capitalisme

Le combat politique pour le contrôle ouvrier est évidemment indissociable de celui d'en finir avec le gouvernement Sarkozy et pour lui substituer un gouvernement ouvrier s'engageant vers le socialisme. C'est-à-dire un gouvernement s'engageant dans la voie de l'expropriation du capital et organisant la planification de l'économie en fonction des besoins des masses.

C'est cette année le 25^e « anniversaire » de la catastrophe de Tchernobyl. Au-delà du fait qu'il a fallu « quêter » pour trouver les fonds nécessaires à la construction du nouveau sarcophage (« seulement » 1,5 milliard d'euros à comparer aux dizaines de milliards donnés aux banques pour tenter de surmonter la crise financière), il faut noter que selon les agences contrôlées par les Etats, comme l'Agence internationale

de l'énergie atomique (AIEA), l'Organisation mondiale de la santé (OMS) ou encore le Comité scientifique des Nations Unies sur les effets des radiations nucléaires (Unsear), mis à part quelques cancers de la thyroïde, il n'a pas lieu de s'inquiéter des conséquences sanitaires. Depuis plusieurs années, les fonds destinés pour l'étude de ces conséquences sanitaires de Tchernobyl ont été réduits à la portion congrue. *Le Journal du Dimanche* du 24/04 /2011 rapporte toutefois que selon certains chercheurs, dont certains ont été soumis à la répression de la part des autorités biélorusse et ukrainienne, « en Ukraine, il y a vingt-cinq ans, l'espérance de vie était de 79 ans. Elle est estimée à 55 ans en 2020 ». Socialisme ou barbarie, tels sont bien les termes de l'alternative pour l'humanité.

Comme le rappelait CPS n° 39 cité plus haut :

« Ce n'est pas le propos de CPS de se prononcer sur le fait que les développements de l'énergie nucléaire, les nanotechnologies, le génie génétique et les OGM, etc., représentent ou pas un risque pour l'humanité. Il est à souligner que ces sciences et techniques n'ont pas en soi un caractère de classe. Dans *Littérature et révolution*, Léon Trotsky rappelle : "La technique et la science ont leur propre logique, la logique de la connaissance de la nature et de son asservissement aux intérêts de l'homme. Mais la technique et la science ne se développent pas dans le vide, elles le font dans une société humaine divisée en classes. La classe dirigeante, la classe possédante domine la technique et, à travers elle, elle domine la nature. La technique en elle-même ne peut être appelée militariste ou pacifiste. Dans une société où la classe dirigeante est militariste, la technique est au service du militarisme". Ce qui est une certitude, c'est que dans le contexte de la propriété privée des moyens de production,

le développement de ces technologies ne peut se faire comme l'indique Engels qu'en prenant en considération "le résultat le plus proche", c'est-à-dire la réalisation du profit au mépris des risques potentiels pour l'humanité. C'est seulement libérés de la domination du capital, leur activité étant uniquement orientée par la satisfaction des besoins réels de l'humanité, que les chercheurs, les ingénieurs et les scientifiques pourront traiter en toute indépendance de ces questions. Indiscutablement, le mode de production capitaliste a aussi développé les techniques qui permettent à l'homme de réparer la nature ou tout au moins de maîtriser les conditions dans lesquelles il l'exploite. Mais tant que perdurera le mode de production capitaliste, ces techniques ne seront mises en œuvre que dans la mesure où elles permettront la réalisation du profit et l'accumulation du capital ».

La question politique n'est pas sortir ou pas du nucléaire, mais bien en finir ou pas avec le capitalisme.